

La crise politique de l'impérialisme français

L'impérialisme français dans le monde

La France, pays impérialiste du second monde :

d'une part poursuit ses tentatives pour préserver sa domination sur un certain nombre de peuples et nations, notamment en Afrique ;

d'autre part, entretient des rapports contradictoires avec les autres impérialismes : les contradictions avec les deux superpuissances, qui confrontent la France aux tentatives hégémoniques des USA et de l'URSS, et les contradictions avec les autres impérialismes du second monde, notamment en Europe.

La France est incontestablement partie prenante du « monde occidental », ce qui situe notre pays dans la zone d'attraction de l'impérialisme américain. Mais il serait grave d'ignorer les efforts déployés par l'URSS pour renforcer son in-

fluence en France et les menaces que le social-impérialisme fait peser sur la sécurité et l'indépendance de la France comme sur celle des autres pays européens.

Face à la superpuissance soviétique

La superpuissance soviétique de son côté s'efforce d'utiliser dans ses rapports avec l'impérialisme français les particularités héritées de la période gaulliste. Dans les années 60 en effet, l'impérialisme français avait été un pionnier dans le développement de relations politiques, économiques et culturelles entre pays ouest-européens et

l'Union soviétique. Il s'agissait alors d'affirmer une certaine indépendance vis-à-vis de Washington. Moscou continue aujourd'hui de s'appuyer sur les acquis de ce passé pour utiliser à son profit les liens multiples déjà noués et pour exiger, au nom du caractère « privilégié » des rapports franco-soviétiques, qu'ils conservent un caractère politique marqué et tendent à infléchir la politique de la bourgeoisie française dans le sens voulu par l'URSS.

Au plan politique, un des objectifs principaux de l'URSS est de se réclamer des déclarations communes de 1966, 1971 et 1975, pour obtenir de la France des modifications importantes de sa politique de défense : il s'agit de la faire renoncer à la notion d'autonomie dont elle dispose encore en ce domaine, et de l'amener à participer sur les bases soviétiques de la « détente » et du « désarmement » aux « travaux des forums internationaux », dominés par les deux superpuissances. Les déclarations sans vergogne de Ponomarev devant l'Assemblée nationale en décembre 1976, vont exactement

dans le même sens que les lourdes pressions exercées lors de la rencontre de Rambouillet (juin 1977) par Brejnev, exigeant de Giscard des comptes sur la stratégie militaire de la France. En octobre 1978, Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères a récidivé : il est venu demander que des mesures de «détente militaire» viennent compléter les mesures de «détente politique».

La France n'est que le 11^e fournisseur de l'URSS. Mais l'URSS profite de sa relative faiblesse face à ses concurrents, ouest-allemand et japonais notamment, pour lui imposer des conditions très favorables de crédit et de remboursement, et des accords dits de compensation, qui assurent, pour des années, des débouchés aux productions soviétiques en France. D'autre part les commandes soviétiques représentent dans certains secteurs délimités de biens d'équipement (la machine-outil par exemple), un marché important pour l'industrie française, et l'URSS dispose ainsi d'un moyen de chantage. Enfin, l'URSS est parvenue à ce que la coopération scientifique et technique soit poussée très loin dans des domaines de pointe (recherche nucléaire et spatiale). La disparité entre les potentiels des deux partenaires permet à l'URSS de subordonner constamment, plus ou moins ouvertement, la poursuite et le développement de ces échanges à la «bonne volonté» que devrait manifester le gouvernement français à l'égard de la «détente» et des exigences soviétiques.

On ne peut pas dire que le gouvernement français fasse preuve de fermeté vis-à-vis de ces pressions renforcées de l'URSS. L'attitude ferme de Giscard lors de la rencontre à Rambouillet (juin 77) a été provoquée par une volonté d'ingérence, une position de diktat, trop grossières pour ne pas exiger une réaction. Cette attitude de Giscard a d'ailleurs plutôt surpris, car la politique de l'impérialisme français dans la dernière période est, dans l'ensemble, plutôt une politique de concessions aux pressions et aux exigences soviétiques. Après un échange de lettres en juillet 76 sur «la prévention du déclenchement accidentel ou non autorisé d'armes nucléaires», Giscard acceptait de signer, à Rambouillet même, une déclaration sur la non-prolifération

des armes nucléaires. De façon générale, le gouvernement français s'efforce toujours de ne pas heurter de front le social-impérialisme, selon le principe : «Il n'y a pas d'alternative à la détente» ou encore «Nous ne voulons pas nous engager dans ce que M. Brejnev a récemment qualifié de guerre fraîche». D'où une série de concessions et de démissions : refus d'élever la moindre protestation publique contre les violations en URSS des droits de l'homme approuvés par les accords d'Helsinki (brutalités contre Amalrik, refus de s'associer à des repréailles après les procès d'opposants) ; absence de réactions face aux exactions des chalutiers russes et à la présence renforcée de bâtiments soviétiques au long des côtes. Le gouvernement français n'a jamais non plus attaqué ouvertement la politique soviétique en Afrique, bien qu'elle menace ses propres intérêts sur le continent.

Alors que le poids de la menace militaire de l'URSS est assez sensible pour que Giscard infléchisse la politique de défense dans le sens d'une coopération plus étroite avec l'OTAN, il agit comme s'il était possible de la conjurer par une attitude faite de concessions et de déclarations apaisantes, entretenant l'illusion de la détente. Ainsi déclarait-il à la télévision (18 octobre 1978) : «Je considère qu'à l'heure actuelle les grands pays ne préparent pas d'agression nucléaire». Cette attitude est, de plus, celle de l'ensemble des partis bourgeois en France qui s'accordent pour reconnaître les intentions pacifiques de l'URSS. Moscou entretient des relations avec chacun d'entre eux tout en entretenant avec un soin particulier, bien sûr, ses liens avec le PCF qui, jusqu'à présent, n'a pas cessé d'appuyer la politique étrangère de l'URSS.

Face à la superpuissance américaine

La réalité grandissante des ambitions, des pressions et des menaces soviétiques, notamment en Europe, a beaucoup contribué à infléchir, dès le début des années 70, les positions originales et la politique d'indépendance et au besoin de contestation adoptées

par l'impérialisme français au cours de la période gaulliste vis-à-vis de l'impérialisme américain.

Cet infléchissement est d'abord sensible au plan de la politique de défense. Dès 1974, la France reconnaît officiellement que non seulement la présence de troupes américaines, mais aussi le «parapluie nucléaire» américain sont indispensables pour garantir la sécurité de l'Europe. Sans doute la France ne réintègre-t-elle pas militairement l'alliance atlantique. Mais les grandes orientations de sa politique de défense se modifient profondément : depuis 1976, la doctrine officielle est d'envisager que la France se trouverait, de toute façon, qu'elle le veuille ou non, impliquée par une attaque soviétique contre l'Europe de l'Ouest, et que les forces françaises doivent donc se préparer à prendre d'emblée une place sur ce front, à s'insérer dans cette bataille dite de l'avant, en dehors des frontières nationales.

C'est évidemment une révision profonde de la stratégie antérieure : la force nucléaire, dirigée «tous azimuts», devait être capable de dissuader n'importe quel agresseur éventuel de s'attaquer au territoire national. Ainsi le territoire national constituait le «sanctuaire» à protéger en priorité absolue par les forces armées et selon un pouvoir de décisions entièrement indépendant. La doctrine de la «bataille de l'avant» remet en cause la capacité de la force nucléaire à dissuader par elle-même tout agresseur, lie la défense du territoire national à un dispositif européen de défense largement contrôlé par les USA et, par là même, entame la souveraineté militaire de la France.

Les hésitations à poursuivre le développement de la force de frappe vont dans le même sens : un tel écart s'est creusé entre l'arsenal nucléaire des deux superpuissances et la force de frappe française que son rôle central dans le système de défense tend à être remis en cause et relativisé.

La décision récente de participer au réseau de télécommunications de l'OTAN confirme la tendance de l'impérialisme français à renoncer peu à peu à l'effort pour construire une politique véritablement indépendante de défense et à envisager de plus en plus de la rattacher au dispositif américain.

Les limites apparues dans le potentiel économique par rapport aux ambitions gaullistes ont également contribué à réduire l'ampleur et le rythme de développement de la force de frappe.

Mais elles ont surtout conduit à un renforcement sensible du poids économique et financier des Etats-Unis sur la France, déjà évident à travers les investissements des multinationales U.S. et la prépondérance du dollar. Avec la crise, ces rapports de dépendance se sont encore davantage marqués, les Etats-Unis, après une vive récession, s'étant montrés mieux armés relativement pour résister. Ainsi ont été progressivement démantelées les tentatives ambitieuses, héritage de la période gaulliste, qui entendaient doter la France d'un ensemble relativement cohérent d'industries d'avenir et de forte technologie qui lui soient propres : l'échec du plan calcul dans le domaine de l'informatique, comme l'abandon de la filière nucléaire française pour la construction des centrales ont signifié, à chaque fois, l'acceptation d'une mainmise ou d'un contrôle américain dans ces secteurs-clés. De même l'échec commercial du Concorde est symptomatique de l'échec des efforts de plusieurs années pour parvenir à briser le quasi-monopole américain dans la construction aéronautique civile.

Dans l'ensemble, la politique de restructuration industrielle du gouvernement, parce qu'elle recherche avant tout à constituer des secteurs compétitifs sur le marché international, a choisi d'abandonner une visée d'ensemble, et de renoncer à l'impératif de construire un appareil économique national suffisamment cohérent et articulé pour être autonome. Ainsi, actuellement, l'impérialisme français offre bien moins de résistances aux grands projets U.S. de division internationale du travail, où les Etats-Unis se réserveraient les secteurs de pointe, la haute technologie permettant de perpétuer, à l'avenir, la dépendance de ses partenaires. Ce n'est pas un hasard si l'industrie française actuelle se distingue particulièrement dans la construction automobile.

Ces liens de dépendance économique sont renforcés par l'évolution du système monétaire international. Alors que les tentatives gaullistes pour affaiblir la supré-

matie du dollar, pour relancer l'idée de l'étalon or ont été abandonnées avant même les accords de la Jamaïque (1976), le dollar, sans plus être rattaché à l'or, a gardé dans la débâcle le privilège de demeurer la seule monnaie de référence. Et son affaiblissement même, dans ces conditions, se transforme en moyen de chantage et en instrument de guerre commerciale.

Dans ce contexte général de dépendance accrue vis-à-vis de l'impérialisme américain, les résistances à l'impérialisme américain sont ponctuelles et les domaines où s'affirme une certaine autonomie limités.

Sur les grands problèmes internationaux, le gouvernement français est de moins en moins en mesure de prendre une position originale. Cela se marque particulièrement au Moyen-Orient où depuis la guerre d'octobre l'impérialisme américain mène seul sa propre politique en vue d'un «règlement» à son profit. La politique arabe de la France, malgré quelques initiatives particulières (envoi d'un contingent de l'ONU au Liban, déclarations de Guiringaud contre les milices de Chamoun, négociations avec Sadate d'installations d'usines d'armements) cherche plutôt à s'assurer une place avantageuse complémentaire dans le cadre d'ensemble de la politique de Washington.

Les propositions de Giscard à l'ONU pour le désarmement sont une des rares occasions où le gouvernement a adopté, sur un problème d'envergure, une attitude nettement démarquée de celle des USA et reprenant vis-à-vis des superpuissances certaines positions avancées par les pays du Tiers-Monde (par exemple, la suppression de la coprésidence soviéto-américaine des conférences sur le désarmement).

C'est avant tout au plan régional que l'impérialisme français conserve une certaine autonomie d'action vis-à-vis des Etats-Unis : il s'agit, pour lui, avant tout, de préserver sa zone d'influence privilégiée sur le continent africain. Les différentes interventions militaires, y compris celles du Zaïre, sont menées à partir de son initiative propre ou selon une coordination plutôt lâche avec Washington.

Au plan économique, les contradictions ponctuelles peuvent être vives : sur les accords commerciaux (négociations GATT), sur l'exportation de matériels nucléaires, sur le marché de l'aéronautique (Airbus après Concorde). Mais il est remarquable que les résistances ponctuelles dans ces créneaux ne persistent en général que pour autant qu'elles peuvent s'associer à celles de partenaires européens. Il n'y a plus, dans ces domaines, d'affrontement systématique, ni de politique de principe vis-à-vis de la superpuissance américaine, mais un marchandage serré et permanent.

L'impérialisme français en Europe

L'orientation qui prédomine aujourd'hui dans les sphères dirigeantes de l'impérialisme français, c'est en effet de trouver un point d'appui à l'échelle européenne pour n'avoir pas à faire front tout seul à la concurrence et aux pressions américaines dans ces domaines.

Giscard, dès décembre 1974, soulignait l'importance de donner une nouvelle impulsion à la construction européenne. Mais la crise économique a eu pour effet d'accuser les disparités entre les partenaires européens, de renforcer les divergences d'intérêts, et, par suite, de geler pour l'essentiel toute avancée significative dans le processus de la construction.

Toutefois, dans la dernière période, un rapprochement s'est opéré entre Paris et Bonn, pour prendre des initiatives et relancer le processus. Ce rapprochement s'explique d'abord par les liens étroits qui, au fil des années ont attaché l'une à l'autre les deux économies capitalistes, les ont rendues pour une part complémentaires au point qu'il leur est nécessaire de trouver des solutions communes aux problèmes les plus préoccupants. Ce rapprochement est favorisé en même temps par une double évolution : d'une part le gouvernement français a infléchi nettement ses positions dans le sens des orientations atlantiques et donc, sur ce plan, de celles de Bonn ; mais, d'autre part, dans le même temps, la R.F.A. a développé des tensions assez

vives avec les Etats-Unis sur des problèmes comme l'exportation de centrales et de matériels nucléaires et celui, plus global, de la relance, et du dollar, dont l'affaiblissement pèse en premier lieu sur le mark. A partir de ces questions a pu se constituer, entre les gouvernements ouest-allemand et français, un certain terrain d'entente pour chercher à y apporter une réponse au plan européen et à subir moins fortement les pressions américaines dans ce domaine. La coopération plus étroite entre Schmidt et Giscard est ainsi devenue un élément moteur des initiatives de relance de la construction européenne. Ce phénomène est apparu nettement pour le lancement du projet du système monétaire européen.

Mais le tandem Paris-Bonn n'est pas forcément en mesure de faire progresser l'harmonisation des politiques et notamment d'entraîner les pays les plus affaiblis par la crise comme l'Italie. La Grande-Bretagne, par ailleurs, de par ses attaches particulières avec Washington, de par ses intérêts propres, s'oppose le plus souvent aux initiatives européennes ou renâcle et n'est pas du tout favorable à l'établissement d'une sorte de leadership franco-allemand au plan européen.

De plus l'entente Paris-Bonn reste potentiellement conflictuelle. Chacun cherche dans l'autre un appui complémentaire pour compenser ses faiblesses, pour le moment, mais la question reste ouverte, et affleure parfois, de savoir lequel des deux, à terme, pourra acquérir une position prépondérante en Europe.

L'impérialisme français et les pays du Tiers Monde

L'impérialisme français a cherché à utiliser l'héritage gaulliste pour adopter une position originale, intermédiaire dans les grandes confrontations internationales entre pays du Tiers-Monde et pays industrialisés pour un nouvel ordre économique mondial. La Conférence Nord-Sud a même été à l'origine une initiative de Giscard d'Estaing. Or de fait, à l'issue de cette Conférence, il est apparu que les propositions françaises ne sont

jamais sorties du cadre des positions occidentales et qu'en définitive il s'est retrouvé, lors de l'échec de la Conférence, nettement du côté des USA et des pays industrialisés.

Cependant, dans d'autres domaines, la bourgeoisie française continue à chercher une position originale qui se démarque des superpuissances et serve de pont avec les pays du Tiers-Monde. Lors de la récente assemblée générale de l'ONU sur le désarmement, le gouvernement français a repris à son compte certaines propositions émanant de pays du Tiers-Monde : notamment celle de la suppression de la coprésidence soviéto-américaine des conférences sur le désarmement.

Au Proche-Orient, bien que la guerre d'octobre 73 et le cessez-le-feu qui l'a suivie, aient mis en évidence l'incapacité de l'impérialisme français, comme celle de l'Europe occidentale dans son ensemble, à peser sur le cours des événements qui se déroulaient dans cette région du monde, la bourgeoisie française a toujours cherché à tirer parti de certains acquis de la période gaulliste, qui avaient pu donner à la France le visage d'interlocuteur occidental privilégié des pays arabes.

C'est en Afrique que l'impérialisme français a maintenu le plus de liens de dépendance.

L'Afrique est une zone traditionnelle d'influence de l'impérialisme français, où il avait pu se maintenir d'autant mieux que les superpuissances n'y concentraient pas leurs efforts. Elle reste une zone décisive pour notre bourgeoisie, du fait des trafics coloniaux classiques auxquels elle peut encore s'y livrer à vaste échelle, du fait de l'exploitation des ressources minérales qu'elle y développe, et du fait qu'elle se trouve menacée par le social-impérialisme.

Le néo-colonialisme français a été battu en brèche sur ce continent, avec l'essor du mouvement général des pays du Tiers-Monde. Pour se maintenir et étendre ses intérêts hors de son ancienne zone

coloniale, Giscard a tenté de présenter le visage d'une «coopération sans impérialisme», image mise à mal par la domination coloniale sur Mayotte et sur la Réunion, par les liens étroits de la France avec les racistes d'Afrique du Sud.

Ces dernières années, l'armée française a multiplié les interventions sur ce continent, soit contre les peuples (Tchad, Sahara), soit contre les gouvernements (Comores, Bénin).

Face à l'expansion soviétique récente en Afrique, l'impérialisme français a pu masquer quelque peu le caractère de ses interventions militaires. Il a tenté de se poser en champion de la sécurité et de la stabilité des régimes africains. Il a pu couvrir ainsi ses interventions au Zaïre qui visaient d'abord à étendre sa zone d'influence, même si elles prenaient pour justification la nécessité de faire face à des opérations de subversion bien réelles, encouragées par le social-impérialisme. Il a même essayé de développer et d'institutionnaliser cette politique en se proposant de patronner une force d'intervention inter-africaine. Mais ce projet n'a, jusqu'à présent, pas trouvé de partisans, même parmi les Etats les plus liés à l'impérialisme français.

A travers toutes ces vicissitudes, avec des avancées et des reculs ponctuels, l'impérialisme français conserve en Afrique des positions assez solides. Mais, ayant préalablement restreint ses ambitions à ce continent et à la Méditerranée, il y rencontre sur les plans économique et militaire les limites mêmes de sa puissance «moyenne» ; aussi cherche-t-il, à mettre en place un projet de liaison euro-africaine, où il jouerait un rôle de pivot. A ce jour, il a rencontré plus d'échecs que de succès dans cette entreprise, des résistances multiples se manifestant chez ses partenaires aussi bien européens qu'africains.

L'impérialisme français se caractérise en effet, du fait de son passé, par le maintien de territoires coloniaux et également, en Afrique, d'une sphère d'influence néo-coloniale.

L'impérialisme français et les colonies

Deux millions d'habitants vivent dans les départements et territoires d'Outre-mer. Les DOM : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion sont les plus peuplés tandis que les TOM : Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Mayotte, Wallis et Futuna, ne regroupent qu'une faible population.

Les TOM, comme au temps du colonialisme « officiel », sont directement gouvernées par un administrateur tout puissant nommé par le gouvernement français. Les pouvoirs des assemblées locales élues, qui n'ont qu'un rôle consultatif, ont encore été restreints.

Dans les DOM, la soi-disant égalité juridique avec les autres départements n'est qu'une fiction : les représentants de l'Etat français : les préfets y disposent de pouvoirs beaucoup plus importants.

Les grands traits du pacte colonial qui liait autrefois toutes les colonies à la métropole demeurent pratiquement intacts.

— les DOM-TOM sont pour l'impérialisme des fournisseurs de matières premières : 70 % de leur production est exportée vers la France. En même temps elles représentent un marché réservé pour l'écoulement des produits français : 70 % de leurs importations viennent de France.

— maintien des cultures d'exportation (et pour certaines de la monoculture) et absence de cultures vivrières.

Les colonies sont ainsi obligées d'importer (pour la majeure partie de France) leur alimentation de base.

— autre trait du pacte colonial : le monopole des sociétés françaises.

Par exemple, en Guadeloupe, 3 sociétés contrôlent 60 % de la production sucrière et quelques békés (colons blancs) 30 %.

— absence d'industrialisation. A peine quelques usines de première transformation de matières premières.

Et les choses vont en s'aggravant. Même la production de cultures d'exportation baisse en quantité et surtout en valeur.

La dépendance vis-à-vis de la métropole ne fait donc que s'accroître.

33 % de chômeurs aux Antilles, 35 % à la Réunion, 40 % en Guyane, aucun espoir de trouver du travail sur place. La seule solution, c'est d'émigrer vers la France. Cette émigration est rationnellement organisée, suivant les besoins des entreprises françaises par le BUMI DOM (Bureau de Migration des DOM) créé en 1961. De 61 à 72, 29 000 Réunionnais, 37 000 Guadeloupéens et 37 000 Martiniquais ont dû quitter leur pays pour venir en France, soit près de 20 % de la population active. Et là aussi, les choses vont en s'aggravant : le courant d'immigration annuel est aujourd'hui de 10 000 Antillais, 6 000 Réunionnais soit 5 % de la population active.

Ce véritable pillage humain sert aussi à favoriser l'« assimilation », des peuples des DOM-TOM et à désamorcer les risques d'explosions sociales.

Les dirigeants locaux et les cadres des sociétés françaises, les colons, d'origines européennes, les chefs des administrations locales qui, on l'a vu, sont particulièrement nombreux, constituent la bourgeoisie locale, la bourgeoisie colonialiste qui possède pratiquement tout, et étale un luxe insolent. La propriété du sol est marquée par le latifundium. En Guadeloupe, 8 sociétés possèdent 47 % de la surface de l'île et 59 % de la surface des plantations, 50 propriétaires se répartissent 8 % du territoire agricole.

Les besoins de la colonisation ont développé aussi une petite bourgeoisie formée des employés du tertiaire, colons venus temporairement de France et touchant parfois plus du double de leur salaire. A la Réunion par exemple, 35 % de la population active sont des fonctionnaires et autres improductifs.

En face, pour les petits paysans et les ouvriers agricoles, c'est la misère. Non seulement le taux de chômage est considérable, mais une grande partie de la population

active, plus de 50 % en moyenne, ne vit que d'emplois saisonniers. De plus, il n'y a aucune allocation chômage, les allocations familiales sont restreintes.

Tous les discours officiels, toute la propagande tourne autour du thème de l'assimilation.

Elle a pour se mettre en place plusieurs supports.

— la télévision et la presse
— le développement de supermarchés, de la mode, des formes d'habitat semblables à ceux de la métropole.

— l'école est le principal support de cette propagande.

Les autorités craignent au plus haut point le développement de sentiment national.

Les luttes dans les colonies

Des révoltes d'esclaves noirs aux luttes des ouvriers agricoles et des paysans, les peuples des colonies ont toujours combattu la domination impérialiste. Mais ces dernières années, le mouvement s'est amplifié comme en témoigne « l'accueil » réservé par les manifestants antillais et réunionnais aux visites des membres du gouvernement français, en particulier l'ex-secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Olivier Stirn, que les habitants de Djibouti avaient surnommé « M. 80 à l'heure », vu la rapidité de ses visites et de ses « prises de contact » avec la population.

En témoigne aussi le développement des grèves, celles des planteurs de cannes en Guadeloupe, ou récemment, la grève des travailleurs du bâtiment en Martinique, qui a débouché sur une explosion populaire générale.

Face au développement des luttes dans ses colonies, la bourgeoisie semble esquisser de nouvelles orientations.

Elle semble prête d'une part à accorder l'indépendance à un certain nombre de TOM, du moins à la condition de pouvoir préserver ses principaux intérêts. On a déjà vu cette politique en œuvre aux Comores, où la France se bat pour conserver sous sa domination l'île de Mayotte. Même politique à Djibouti, où l'indépendance a été ac-

cordée en échange de la sauvegarde de l'importante base militaire point stratégique dans la Corne de l'Afrique.

En ce qui concerne les DOM, il ne semble pas qu'une accession à l'indépendance soit envisagée, même si le chantage au «largage» des colonies, est de plus en plus fréquent et si, pour les besoins de la propagande, Giscard ne cesse de

répéter que «La France est prête à s'en aller, si on le lui demande». Au contraire, ces dernières années, la politique d'«assimilation» s'est accentuée. La bourgeoisie envisage aussi la départementalisation de certains TOM, par exemple la Polynésie.

Ainsi, plus que jamais, c'est par la lutte que les peuples des colonies françaises arriveront à se libérer.

2 000 sur des positions de combat en Mauritanie et au Tchad. A ce chiffre, il faut ajouter les troupes marines et les forces terrestres d'intervention, basées en France mais prêtes à intervenir à tout instant, tel le 2^e REP de la légion.

La présence militaire revêt plusieurs aspects : la coopération militaire, les bases militaires et les troupes qui interviennent au Tchad et au Mauritanie.

La coopération militaire est développée avec 18 des 23 pays africains, d'expression française. Plus discrète qu'une présence de troupes françaises, elle n'en est pas moins efficace pour défendre les régimes en place et mater les révoltes populaires.

Les bases militaires demeurent encore le plus sûr moyen pour l'impérialisme français de défendre ses intérêts lorsqu'ils sont directement menacés. Au nombre de 7 : Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon, Djibouti plus Mayotte et la Réunion, elles servent de relais aux interventions directes.

Remise en cause de la domination impérialiste française par les pays africains

Depuis les années 70, sous l'effet de la constitution du Tiers Monde en force politique, les positions de l'impérialisme français se sont effritées. Dans plusieurs pays comme à Madagascar en 1972, le vieux personnel politique à la solde de la France est renversé. Même ceux qui demeurent en place prennent leur distance. A l'ONU, les pays africains ne votent plus avec la France mais avec le Tiers Monde. Ils reprennent à leur compte la revendication d'un nouvel ordre économique mondial. L'OCAM (Organisation de la Communauté Economique Mondiale) éclate. La Mauritanie et Madagascar quittent la zone franc. La France doit démanteler ses bases militaires malgaches. Plusieurs pays remettent en cause les accords de coopération économiques et militaires.

C'est surtout la conférence de Lomé qui marque un recul de la situation de monopole de l'impérialisme français en Afrique. Signée le 28 février 1975 entre les pays de

L'impérialisme français et les néo-colonies

En Afrique de l'Ouest et du Nord, les positions de l'impérialisme français ont été très sérieusement entamées par la lutte des peuples et par le mouvement des pays pour l'indépendance. Cet affaiblissement a permis la pénétration d'autres impérialismes dans les anciennes chasses gardées du colonialisme français. Mais la bourgeoisie française conserve, malgré ces reculs, d'importants intérêts économiques et des points d'appui politique et militaire en Afrique.

L'Afrique, c'est d'abord pour la France, l'une des principales sources de pillage de matières premières, en particulier de minerais et de produits agricoles. Quelques chiffres suffisent à mesurer son importance : l'Afrique représente pour la France 99 % de ses importations d'uranium, 45 % pour le manganèse, 30 % pour le cuivre.

L'exportation des capitaux français vers les néo-colonies d'Afrique après avoir concerné pendant longtemps surtout les secteurs de l'imports-export, se portent maintenant de plus en plus vers la prospection minière et pétrolière et vers les industries de transformation.

Le mécanisme monétaire de la zone franc consiste à faire des monnaies des pays membres de cette zone, des satellites du franc français. C'est un moyen de pression de la France sur la politique économique de ces pays.

La majeure partie de l'«aide» publique est distribuée par le FAC (Fonds d'Aide et de Coopération).

et sert à financer pour moitié la coopération technique et culturelle et le reste pour la coopération militaire et la réalisation d'infrastructures (routes, chemin de fer). En réalité, le choix de ces dernières n'est pas fait dans une optique de développement mais sert directement les intérêts des entreprises françaises.

Aujourd'hui, cette forme de coopération, de la volonté même du gouvernement français, est en recul. Celui-ci préfère développer l'aide à des projets précis dont la rentabilité est plus certaine.

Sur le plan idéologique, la présence de plusieurs milliers de coopérants reproduit et développe l'idée d'une communauté culturelle et donc d'une communauté d'intérêts.

Mais l'assistance technique et culturelle satisfait aussi des intérêts économiques plus immédiats. Elle est un moyen de s'imposer dans l'appareil d'Etat et de peser sur les décisions (en particulier les plans de développement) dans le sens des intérêts des entreprises françaises.

Comme pour l'ensemble de la coopération économique, sa forme évolue et va dans le sens d'une plus grande rentabilité immédiate.

Présence et coopération militaire

15 000 soldats français sont stationnés en Afrique dont quelques

la CEE et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, elle ouvre le libre accès au marché européen de tous les produits industriels africains et de 96 % de leurs produits agricoles et cela sans réciprocité. Les pays européens s'engagent, de plus, à garantir la stabilité des prix de 12 produits (arachide, cacao, café, coton, coco, minerais de fer, etc.). C'est là une ouverture certaine à la concurrence des pays impérialistes, y compris le Japon et les USA du fait de la clause de non réciprocité.

La bourgeoisie française est ainsi contrainte de manoeuvrer au plus juste entre les revendications des pays du Tiers Monde exigeant plus de justice dans les relations internationales et les pressions des autres impérialismes, notamment des superpuissances, qui veulent préserver ou élargir leur domination.

L'échec de l'OCAM a obligé l'impérialisme français à définir un nouveau cadre pour ses relations avec les pays africains : ce sont les conférences franco-africaines qui lui permettent de maintenir des liens privilégiés.

Au cours de ces conférences, et lors des rencontres bilatérales avec les Chefs d'États africains, des thèmes nouveaux apparaissent. Celui de la «coopération sans impérialisme», de la France meilleur avocat des pays africains auprès des autres pays industrialisés et dans les instances internationales («l'Afrique aux Africains», la «sécurité» constituent les nouveaux

thèmes que développe la bourgeoisie française en Afrique. Face aux menées des 2 superpuissances et notamment de l'offensive soviétique en Afrique depuis deux ans, ces thèmes recueillent un certain écho dans les pays africains. Cette politique vise à préserver les intérêts propres de l'impérialisme français en Afrique tout en se présentant comme le défenseur de l'indépendance des pays face au social-impérialisme.

Pour rendre moins apparente cette politique interventionniste de la France, Giscard a lancé à la conférence franco-africaine de mai 1978 l'idée d'une force d'intervention interafricaine.

D'autre part, l'impérialisme français tente depuis peu d'étendre ses relations à l'Afrique Australe jusqu'à présent hors de la zone d'influence française.

Mais la visée néo-coloniale de la bourgeoisie française est clairement confirmée par le fait que, dans un contexte tout différent, la France poursuit une politique interventionniste au Tchad et prend parti contre la lutte du peuple Sahraoui.

Tous ces efforts pour parer à l'affaiblissement de l'influence française en Afrique, rencontrent de sérieuses difficultés.

Les pays africains critiquent l'attitude de la France dans les instances internationales, en contradiction avec ses paroles et notamment la politique française de soutien aux régimes racistes d'Afrique du Sud.

la rapporter à la crise générale de l'impérialisme dont elle est une manifestation. En effet, depuis l'ouverture de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, comme Lénine l'a montré, l'évolution interne de chaque pays est étroitement liée au réseau complexe de relations (de dépendance, de domination, de rivalité...) qu'il entretient avec les autres pays du monde. C'est pourquoi, on ne peut traiter de l'évolution de la crise en France sans la rapporter à la situation internationale, à l'état de développement de la crise générale de l'impérialisme.

En retour, la crise de la société française ne saurait être réduite, ni dans sa description, ni dans l'examen de son évolution, simplement aux traits fondamentaux actuels de la crise générale de l'impérialisme, tels qu'ils ont été examinés dans la partie internationale de ce rapport. Autant il est important de saisir, à la lumière de la théorie des trois mondes, que l'impérialisme français est soumis à deux pressions de nature très différente, celle du mouvement des pays du Tiers Monde, celle des deux superpuissances, autant il est nécessaire d'examiner concrètement pour l'impérialisme français comment se combinent les différentes contradictions fondamentales dont il participe, c'est-à-dire avant tout celle qui l'oppose aux peuples et nations opprimés, celle qui l'oppose au prolétariat de France, celle qui l'oppose aux autres pays impérialistes.

En effet, il ne suffit pas de saisir la place qu'occupe la France dans le monde, de classer l'impérialisme français comme appartenant au second monde, il faut mettre à jour les traits spécifiques qui caractérisent notre impérialisme au sein du second monde, le différencier des autres impérialismes secondaires. L'Allemagne, l'Angleterre, le Japon... sont également confrontés au double mouvement qui caractérise les années 1970, celui des pays du Tiers Monde, celui des superpuissances impérialistes. Mais compte-tenu de la situation propre, de l'histoire, de l'état de la contradiction bourgeoisie-prolétariat dans chacune de ces métropoles, ce mouvement n'a pas les mêmes incidences dans ces différents pays, et conduit à un développement inégal de la crise interne de ces sociétés.

Faire l'analyse de la crise de la société française, c'est donc non

La crise politique

La dimension économique de la crise, avec ses graves conséquences sur le niveau de vie des masses, leur organisation..., cela suffit-il à décrire dans toute son ampleur la crise qui sévit dans notre pays depuis plusieurs années ? A cette question, notre parti répond depuis 1974 par la négative : non la crise qui affecte les rapports de classes dans notre pays aujourd'hui, n'est pas une simple crise économique, c'est dans son fond une crise politique. Qu'entendons-nous par là ? Cette analyse se

trouve-t-elle confirmée ou infirmée par les 4 années écoulées ? Comment avons-nous apprécié le degré de développement de la crise politique ? C'est sur cet ensemble de questions, qui se sont trouvées posées plusieurs fois depuis le dernier Congrès, que le III^e Congrès de notre parti doit se pencher attentivement. Fournissons-ici les éléments essentiels qui doivent guider notre réflexion.

Faire l'analyse de la crise de la société française exige d'abord de

seulement examiner séparément l'état des contradictions de l'impérialisme français avec les pays du Tiers Monde, avec les superpuissances et les autres impérialismes, avec le prolétariat de notre pays, mais c'est, avant tout, examiner comment se combinent ces différentes contradictions, comment elles agissent entre elles pour s'aiguïser mutuellement, afin de mesurer finalement à quel degré elles portent le développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat en France.

C'est en procédant précisément à cet examen que notre parti a été amené en 1974 à analyser la crise de la société française en terme de crise politique. Crise *politique*, en ce sens que la combinaison des contradictions fondamentales dont participe l'impérialisme français, agit de manière durable sur les rapports de classes et l'organisation interne de notre société. Rappelons rapidement les termes d'un débat qui a cours dans notre pays en 1974 : cette année-là et les années qui ont précédé, un certain nombre de signes de modification de l'organisation interne de notre métropole apparaissent (difficulté pour la bourgeoisie de maintenir son modèle de collaboration de classes fondé sur la consommation, clivage dans la majorité gouvernementale après l'affrontement Giscard-Chaban, lors des présidentielles, croissance des mouvements de lutte dans la classe ouvrière et à la campagne avec l'apparition en leur sein d'une frange de travailleurs en rupture avec les propositions des révisionnistes et des réformistes...). Comment interpréter ces modifications ? Pour certains, elles ne sont que le résultat, la conséquence des difficultés économiques que rencontre déjà à l'époque la bourgeoisie. L'aiguïsement de la crise de la société, son développement dépendent avant tout alors du devenir de ces difficultés économiques, de la capacité de la bourgeoisie à les surmonter. Pour notre parti au contraire, réduire la crise à sa dimension économique, c'est ne pas en saisir toute la profondeur, tout le caractère durable ; les modifications des rapports de classes notées à l'époque par notre parti, ne nous semblent pas induites seulement par les difficultés économiques, mais beaucoup plus largement par l'ensemble des difficultés de notre impérialisme, confronté sur la scène internationale à des transformations dura-

bles face auxquelles, plus que la plupart des autres impérialismes secondaires, il ne réussit pas à s'adapter.

Plus que la plupart des autres impérialismes secondaires, parce que justement l'histoire de notre métropole, l'expérience de notre peuple, l'état du développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat, rendent notre impérialisme plus sensible, plus vulnérable même, face aux grandes tendances apparues dans le monde contemporain au début des années 1970.

La Commune de Paris, première expérience historique de la dictature du prolétariat, avait averti la bourgeoisie française du potentiel révolutionnaire que recélait notre classe ouvrière. Depuis plus d'un siècle cette bourgeoisie avait mis en place, pour tenter de stabiliser ses rapports avec le prolétariat, un système d'alliances de classes, et de corruption d'une aristocratie ouvrière, destiné à prévenir l'élan révolutionnaire de notre peuple. L'exploitation des peuples de son empire colonial, puis néo-colonial, grâce au prélevement des superprofits coloniaux, lui a permis pendant toute une période de corrompre une couche issue de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, qui a propagé, à l'intérieur même du mouvement ouvrier, la collaboration de classes, les idées de soumission et de division. Malgré cela, malgré la dégénérescence successive, que cela a entraîné, des partis de la II^e puis de la III^e Internationale, la SFIO et le PCF, la bourgeoisie française tout en préservant l'essentiel n'a pu empêcher la maturation de sa contradiction avec le prolétariat, l'éclatement de grandes luttes révolutionnaires en 1936, en 1968...

De même, à la différence de la plupart des pays d'Europe du Nord, l'existence dans notre pays d'un parti révisionniste d'influence non négligeable, même si cela constitue, aujourd'hui, un obstacle au développement des facteurs révolutionnaires, témoigne d'un point de vue historique de l'existence, avant qu'il ne dégénère, d'un parti révolutionnaire, interprète à la fois du refus du prolétariat de notre pays de suivre, aux lendemains de la Première Guerre mondiale, la voie de la collaboration de classes prônée par les sociaux-démocrates, à la fois des aspirations importan-

tes des ouvriers de notre pays de suivre la voie de la Révolution d'Octobre.

Or, voilà qu'aujourd'hui, avec l'essor des mouvements des pays du Tiers Monde, avec la mise en avant par ces pays de la revendication d'une véritable indépendance nationale, avec les coups portés à la politique séculaire de pillage impérialiste des richesses de ces pays, c'est la base même de la politique de l'impérialisme français, d'alliance de classes et de corruption de l'aristocratie ouvrière, qui est sapée. C'est la base même de la politique de collaboration de classes, de l'influence du révisionnisme et du réformisme au sein de la classe ouvrière, qui se trouve minée par le rétrécissement des surprofits coloniaux. Sans attendre d'effets mécaniques des coups portés par les pays du Tiers Monde, on mesure les répercussions qu'ils auront dans notre pays et commencent à avoir sur les moyens mêmes de domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.

L'impérialisme français, dans sa lutte pour le partage du monde, avait forgé dans les années 1960 le projet de s'ériger comme le principal rival de l'impérialisme américain dans le camp occidental. Grâce à sa place dans la construction européenne, grâce à ses relations néo-coloniales avec les pays du Tiers Monde, notamment avec son ancien empire colonial, grâce aux liens nouvellement noués avec la superpuissance naissante que constituait l'URSS au début des années 1960, l'impérialisme français, sous l'impulsion du gaullisme, pensait pouvoir arriver à constituer, sous sa direction, un vaste ensemble géographique échappant à la tutelle que faisait peser la superpuissance US depuis la fin de la deuxième guerre mondiale sur les autres impérialismes. L'échec de ce projet a été provoqué à la fois par la croissance du mouvement des pays du Tiers Monde, à la fois par l'affirmation d'une nouvelle superpuissance impérialiste, le social-impérialisme, qui s'est empressé, avec beaucoup plus de moyens que l'impérialisme français, d'occuper le terrain abandonné par la superpuissance américaine déclinante. Contré dans ses ambitions, l'impérialisme français paie aujourd'hui, plus durement qu'un autre pays capitaliste secondaire moins ouvertement ambitieux, l'échec de son projet de déve-

loppement. L'effort de réadaptation qu'il doit consentir pour préserver ses positions, ne pas se laisser trop nettement distancer par des pays comme le Japon ou l'Allemagne, pèse lourdement sur l'équilibre politique interne de la classe dominante. Sans projet de rechange bien affirmé, hésitante sur les orientations à se fixer, incapable de susciter au sein du peuple l'adhésion à un projet de société qui reste flou et tarde à se définir, la bourgeoisie impérialiste française ressent durement en son sein même les secousses engendrées par les modifications de la situation internationale.

Pour ces raisons, liées à son histoire et à ses propres caractéristiques, notre métropole est particulièrement sensible aux grands mouvements qui se manifestent sur la scène internationale aujourd'hui. En opérant sur la contradiction bourgeoisie-prolétariat dans notre pays, ces mouvements contribuent à modifier de manière durable des rapports de classe de la société française, à ébranler la manière dont la bourgeoisie peut exercer sa domination sur le peuple, et la manière dont le peuple perçoit cette domination. C'est en ce sens, que la crise dans notre pays doit être analysée en terme de crise politique.

Si nous affirmons le caractère durable de cette crise politique, si nous sommes amenés à penser que les modifications des rapports de classes que nous notons, ne sont pas passagères, ne peuvent pas être facilement résorbées par la classe dominante, c'est avant tout à cause du caractère spécifique de cette crise.

Aujourd'hui et c'est un des traits spécifiques de la crise politique de notre société, celle-ci est déterminée non pas par l'aiguissement d'une seule des contradictions fondamentales, mais par la convergence de l'aiguissement de 3 des contradictions fondamentales dont participe notre impérialisme. Il n'est plus possible pour lui de reporter sur les peuples coloniaux, de la même façon qu'avant, les coups que porte la lutte du prolétariat de la métropole ; il n'est plus possible pour lui de profiter d'un apaisement de la lutte de classes en France, pour amortir les coups que lui porte la lutte des peuples et des pays du Tiers Mon-

de ; il n'est plus possible pour lui d'espérer, face aux superpuissances, une place privilégiée dans le concert des pays impérialistes pour limiter les coups convergents du prolétariat de France et des pays du Tiers Monde. Ainsi de quelque côté qu'il se tourne, l'impérialisme français ne trouve guère d'issue pour alléger le fardeau de la crise.

Un autre trait spécifique de la crise politique dans notre pays, et qui fonde aussi, à notre sens, son caractère durable, c'est que l'aiguissement des trois contradictions fondamentales que nous avons notées, constitue des tendances qui ne nous semble pas devoir être remises en cause. Dans l'analyse de la situation internationale, nous avons montré comment, à travers des avancées et des reculs, devant déjouer pas à pas les manœuvres des deux superpuissances, en particulier celles du social-impérialisme, le mouvement des pays du Tiers Monde constituait une tendance historique. Nous avons de même montré que, dans la lutte pour l'hégémonie mondiale, seules deux puissances impérialistes, les USA et l'URSS, pouvaient rivaliser, et que justement l'enjeu de leur rivalité, c'était l'Europe. Ceci indique que les pressions des deux superpuissances sur un impérialisme secondaire comme le nôtre, n'iront pas, en dehors d'éventuelles considérations tactiques, en s'allégeant, mais au contraire en s'alourdissant. Parce que ces deux transformations de la situation internationale depuis le début des années 1970 ne sont pas des faits conjoncturels, mais constituent des

tendances irréversibles, qui se frayent un chemin par à-coups, parce que l'aiguissement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat qui en résulte est aussi, à travers des avancées, des stagnations et des reculs, une donnée constante de la vie politique dans notre pays depuis une dizaine d'années ; pour ces raisons-là, la convergence des trois contradictions fondamentales qui se sont nouées en France en une crise politique en 1974, n'est pas le résultat d'un concours de circonstances exceptionnel, mais constitue bien à notre sens, un facteur durable de la situation politique dans notre pays.

Voilà ce que nous entendions en 1974 par crise politique.

Le Comité Central, réexaminant cette thèse de la crise politique pour la préparation de ce congrès, a été amené à préciser d'un point de vue autocritique que : *« Dans l'analyse de la crise politique, dont il ne remet nullement en cause les acquis fondamentaux, un certain nombre d'erreurs ont été commises, dont la caractéristique commune se ramène à un point : la surestimation du développement des facteurs révolutionnaires, du développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat. »* Nous reviendrons plus loin de manière détaillée sur cette autocritique. Précisons simplement ici qu'il s'agit pour notre Parti, en corrigeant les développements unilatéraux apparus dans le cadre de l'analyse en terme de crise politique, de développer pleinement les acquis de cette analyse qui nous arme pour notre travail révolutionnaire.

Une crise économique durable

Plus personne ne conteste que la crise économique actuelle est une crise durable et non un accident passager. Elle met en évidence et amplifie, non seulement les contradictions propres à tous les impérialismes, mais aussi les faiblesses structurelles spécifiques à l'impérialisme français que la vive croissance de la période 1950 - 1970 avait masquées.

Cette crise, loin d'être une simple répétition des crises cycliques

qui ont fait régulièrement leur apparition depuis les débuts du capitalisme, se noue dans la convergence d'une dépression économique particulièrement profonde (baisse de production, de l'investissement, chômage) faisant suite à un emballement des mécanismes économiques au début des années 70, avec la remise en cause des rapports de domination impérialistes par les peuples et pays du Tiers Monde et, à moindre degré, par ceux des

métropoles du premier et second monde. Produit de la crise, l'accroissement de l'inégal développement des différents impérialismes, la nourrit en retour, en rendant plus inextricables les contradictions inter-impérialistes.

Quatre ans après l'éclatement au grand jour de la crise, peut-on dire, comme Giscard-Barre tentent de nous le faire croire, que la situation est enfin maîtrisée et que la sortie de la crise n'est plus qu'une affaire de temps... de discipline et de sacrifices ?

Depuis 1974 l'évolution de la crise est marquée par une succession de plans gouvernementaux soufflant tantôt le chaud, tantôt le froid. Cette instabilité est l'expression du développement des contradictions dans lesquelles la bourgeoisie française se démène.

Pour répondre à l'inflation galopante et aux difficultés croissantes du commerce extérieur et du franc, la bourgeoisie met en place, au début de l'été 1974, le plan Fourcade destiné à assainir l'appareil productif français et lui permettre de mieux répondre aux nouvelles données de la situation dans le monde. Imposé au nom de la « crise du pétrole », ce plan débouche sur la profonde récession de 1974-75 qui rend possible un arrêt de l'accélération de l'inflation, un certain rétablissement de la monnaie et du commerce extérieur, et entraîne pour les masses une rapide croissance du chômage et un blocage du pouvoir d'achat.

Après avoir ainsi soufflé le froid le gouvernement, dirigé alors par Chirac, met en place à l'automne 1975 un plan de relance, vigoureusement réclamé par la partie du patronat qui est la plus menacée par l'amorce d'assainissement de l'appareil productif qu'entraîne la récession.

Cette nouvelle politique va confirmer les difficultés structurelles de l'impérialisme français : dans les données de la concurrence féroce que se livrent les bourgeoisies à l'échelle mondiale, l'assainissement partiel pratiqué lors du plan de refroidissement précédent, c'est-à-dire l'élimination des activités peu compétitives, la restructuration des autres, va se montrer bien insuffisant. Ainsi par exemple la relance va se traduire par un bond en avant des importations, bon nombre de secteurs économiques étant incapables de rivaliser avec la concurrence extérieure. Au début 1976 le

déficit commercial va s'accroître parallèlement à l'inflation, alors même que le chômage continue de se développer. En été la situation économique est intenable pour la bourgeoisie avec les chutes répétées du franc, un taux de couverture du commerce extérieur égal à 90 % (inférieur même à celui de 1974), et une production devenue stagnante.

Dès 1974, la bourgeoisie française avait rompu avec la politique antérieure de constitution systématique de grands groupes industriels et s'était plutôt axée vers une politique de redéploiement, visant à développer les industries de pointe, les biens d'équipement, l'exportation, à la fois pour maintenir l'équilibre du commerce extérieur et pour lutter contre la double concurrence des pays industriels pour les produits technologiquement avancés et des pays en voie de développement pour les produits de base. Or les moyens mis en œuvre n'avaient pas été suffisants du fait, entre autres du choix politique fait par le gouvernement de ménager — dans une situation politique difficile — certaines fractions « rétrogrades » du patronat : notamment les secteurs vivant à l'abri de la concurrence internationale et les secteurs gardant des structures de production archaïques mais employant une main d'œuvre à très bon marché.

L'aggravation de la situation relative de l'impérialisme français dans le monde qui résulte de cette politique « de facilité », le report à beaucoup plus tard de la sortie du tunnel impose un nouveau revirement de la politique du gouvernement. Giscard appelle à l'automne 76 le professeur Barre pour administrer une nouvelle purge à l'économie française. L'objectif officiel de son plan est la lutte contre les menaces de l'inflation, c'est un prétexte pour s'attaquer de front aux masses populaires en décrétant le blocage des salaires, s'accompagnant d'un prétendu blocage des prix alors que la pression fiscale s'aggrave et que le gouvernement vient juste de réaliser une pluie de hausses. En fait le plan Barre a pour objectif le blocage des salaires pour favoriser la formation des profits au détriment des salaires, l'assainissement des structures de l'économie, et ainsi le redressement de la position commerciale et monétaire de l'impérialisme français.

Au nom de la lutte contre l'inflation les travailleurs sont appelés une nouvelle fois à se serrer la ceinture.

Le seul succès du plan Barre de septembre 76 et des deux autres qui ont suivi, c'est d'avoir réussi à imposer aux travailleurs, malgré leurs résistances dispersées, de nouveaux sacrifices. Le blocage des salaires a permis une certaine reconstitution du profit des entreprises. Les licenciements et fermetures d'entreprises qui se sont multipliés ont contribué à l'assainissement de l'appareil de production. Mais cela est loin de suffire pour rétablir la position de l'impérialisme français. La morosité reste le trait dominant du climat économique.

La production industrielle est aujourd'hui au même niveau qu'à la fin de 1976. C'est d'ailleurs une situation qui prévaut dans l'ensemble du monde capitaliste, excepté les États-Unis. Malgré la restauration du profit des entreprises, l'investissement industriel n'a pas repris. Seules les entreprises nationalisées, notamment l'EDF, apportent un certain soutien à la demande intérieure de biens d'équipement.

Si l'on observe un certain redressement du commerce extérieur, cela est dû, pour l'essentiel, à la stagnation de la production intérieure qui limite les importations, et à la baisse du dollar qui allège le coût des achats de pétrole. La stabilisation du franc, parce que liée à cette évolution du commerce extérieur, est sujette à la même précarité.

Quant à l'inflation, après les diverses manipulations qui visaient à retarder les ajustements de prix dans les périodes pré-électorales, elle n'a pas été jugulée malgré la faible pression des demandes de crédit et les déficits budgétaires jusqu'à présent limités.

L'assainissement de l'appareil productif

Déjà, à l'origine, le 7^e plan (1976-1980) mettait en avant la nécessité du redéploiement industriel face aux bouleversements intervenus dans le monde. Les principaux objectifs étaient de réduire les salaires pour financer le redéploiement (certains secteurs comme le

logement, l'agriculture étant privés d'une part des facilités accordées jusqu'ici), d'orienter massivement l'épargne vers les investissements productifs, et d'essayer de spécialiser la France vers les produits les plus évolués technologiquement, là où la concurrence du Tiers Monde est moins vive et les profits plus élevés (biens d'équipement, armement, transport, télécommunication, nucléaire, ingénierie...).

Un tel redéploiement comporte deux aspects : le développement des secteurs d'avenir, la liquidation de ce qui est périmé. Si le développement se fait attendre, la liquidation va bon train.

La sidérurgie, où cohabitent des unités très modernes et des équipements d'un autre âge, est en pleine restructuration. Le nouveau plan du gouvernement (septembre 1978) aggrave celui d'avril 1977, condamne à la fermeture un grand nombre d'ateliers et la suppression d'environ 20 % des emplois. L'intervention directe provisoire de l'État dans le capital de la sidérurgie, vise à financer l'ardoise d'environ 33 milliards de francs de dettes de la sidérurgie, et à mener à son terme la réorganisation du capital autour des deux pôles que constituent Usinor et Sacilor (de Wendel).

L'industrie textile qui de 1973 à 1978 a déjà perdu plus de 20 % de ses emplois (suppression de 90 000) n'a pas terminé son assainissement. De 10 à 30 % des capacités de production selon les produits sont condamnées dans une période à venir.

Dans le bâtiment, Travaux Publics, et plus particulièrement dans la construction de logements, la crise est particulièrement vive. Elle se traduit par plus de 250 000 suppressions d'emplois. La Construction navale, certains secteurs de la chimie de base, les industries agricoles, du cuir, du bois, du papier sont également gravement touchées.

Le maître mot de la politique de Barre c'est de conduire en bon ordre cet assainissement de l'appareil productif.

Non pas que des secteurs entiers soient condamnés : même si, par exemple, des pans entiers de la sidérurgie ou du textile sont démantelés, des secteurs extrêmement productifs de ces industries se développent avec l'aide des pouvoirs publics. Non pas non plus que «les PME» soient condam-

nées : bien au contraire, des aides sélectives, par le moyen des contrats de croissance, sont proposées par l'État à celles qu'il sont les plus dynamiques et ont su se tailler un créneau à l'exportation. C'est ce qu'un récent rapport du Plan résume par la belle image suivante : *«Chaque pays cultive à sa manière une spécialisation intensive, tant à travers la futaie de grands groupes dominant sur le plan mondial dans leur domaine propre, que par le vigoureux taillis des petites et moyennes entreprises qui, plus spécialisées encore, soutiennent l'élan des premiers».*

Mais le manque de confiance en l'avenir des capitalistes français, l'instabilité des perspectives économiques à moyen terme font que les mesures de développement de l'appareil productif n'accompagnent pas celles de liquidation. Après avoir diminué pendant deux ans, l'investissement productif reste actuellement stagnant dans le secteur privé. Cela signifie non seulement qu'il n'y a pas d'extension des capacités de production mais encore que la modernisation des équipements se fait plus lentement. Comme le souligne un rapport de l'OCDE (Organisation qui regroupe tous les pays capitalistes), on peut voir dans ce fait une tendance à la réduction du rythme de l'innovation technique parallèlement à la baisse de la croissance. La poursuite de telles tendances se traduirait par un déclin accéléré de la puissance économique de l'impérialisme français.

Un commerce extérieur fragile

Au premier semestre de 1978 le commerce extérieur français est redevenu excédentaire. Dans la presse pour le grand public, cela a été monté en épingle pour prétendre — comme en 1975 — que l'économie retraits dans une phase de convalescence. Les journaux spécialisés sont moins optimistes ; ils soulignent même la fragilité du commerce extérieur.

Depuis 1974 l'exportation de produits industriels, notamment de biens d'équipement (usines clés en main, centrales électriques, grands travaux publics...) s'est développée à un rythme assez rapide en direction des pays du Tiers Monde.

Mais d'une part, la part des marchés tenue par les entreprises françaises, n'est importante que dans certains pays de l'ancien empire colonial, tandis que dans des pays à forte croissance, la France est quasi-absente comme en Asie du Sud-Est qui est la zone la plus en expansion et la moins endettée du Tiers Monde. De plus la part de marché détenue par la France dans un grand nombre de pays a tendance à décroître ce qui traduit le fait que la croissance du commerce extérieur de ces pays profite plus aux concurrents de la France qu'à celle-ci.

Enfin, le déficit des échanges avec les autres pays développés : les USA, la RFA, le Japon reste globalement important ; le taux de couverture entre les montants des exportations et des importations est proche de 90 %. Ce déficit concerne tous les secteurs sauf l'automobile qui a fourni un excédent de 8 milliards en 1977.

La baisse du dollar, en réduisant le coût des importations dont le prix est fixé en monnaie US — notamment le pétrole — contribue au redressement provisoire de la balance commerciale.

Mais les perspectives ne sont guère favorables. Une reprise un peu soutenue de l'activité entraînerait une forte croissance des importations et le retour au déficit. La faiblesse de la compétitivité vis-à-vis des autres pays développés n'est pas près de disparaître. Enfin l'endettement croissant des pays du Tiers Monde imposera rapidement une limite aux exportations françaises de biens d'équipement donc au secteur le plus actif des exportations de la France.

Une inflation toujours présente

Le maintien d'une forte hausse des prix, à un rythme annuel supérieur à 10 %, exprime la poursuite des processus inflationnistes. Le franc a continué à perdre de sa valeur vis-à-vis des monnaies fortes (deutsch mark, yen, franc suisse) bien qu'il se soit stabilisé vis-à-vis du dollar. La poursuite des «tensions inflationnistes», qui est l'expression de la fragilité relative de l'impérialisme français vis-à-vis de ses concurrents, est d'autant plus

significative que les facteurs conjoncturels d'inflation ont largement disparu. La stagnation de l'activité économique n'entraîne pas une grande demande de crédits au système bancaire, à tel point que les mesures de contrôle monétaire interne n'aient pas l'occasion de jouer. De même le déficit budgétaire reste jusqu'à présent limité et en partie financé par l'emprunt. Aussi la relance de l'activité, que Giscard refuse, constituerait un puissant facteur d'accélération de l'inflation.

Résister en se redéployant

L'«ambition» de la bourgeoisie française est aujourd'hui révisée en baisse. On est loin, bien sûr, du projet gaullien de vouloir faire de notre pays un concurrent direct des États-Unis et de l'URSS. On est loin même des efforts pompidoliens de vouloir rivaliser avec la République Fédérale Allemande. Maintenant l'effort est plus terre-à-terre : il s'agit de ne plus trop se faire distancer par ce pays. Terminées aussi les rodomontades de Giscard (à Carpentras en juillet 1977 : *«La France va sortir de la crise avant la fin de l'année»*). Maintenant prévaut la froide orthodoxie de Barre : *«Il ne faut pas raconter des histoires, et surtout ne pas en raconter aux autres»*. Au-delà de cette apparence de rigueur, de volontarisme que veut se donner le chef du gouvernement, cette volonté est celle du représentant d'une bourgeoisie qui recule, mais qui s'efforce, sans grand succès, de se donner les moyens de sa réadaptation à ce «monde incertain», (pour le capitalisme en tout cas), comme dit Giscard.

Sachant qu'elle ne peut pas s'opposer trop radicalement au processus d'industrialisation du Tiers Monde — pas plus que les autres pays impérialistes —, la bourgeoisie tente de s'y adapter, et si possible d'en tirer parti. De même, elle est obligée de s'adapter aux nouveaux rapports inter-impérialistes qui résultent de l'inégal développement que la crise mondiale de l'impérialisme accélère. Mais de par sa position intermédiaire dans la hiérarchie des divers impérialismes, la France capitaliste d'aujourd'hui, n'a guère les bases pour une

stratégie volontariste. Elle subit plus qu'elle ne décide. A moyen terme, sa place sur le marché mondial et ses perspectives de développement sont délimitées à la fois par la place que le Tiers Monde est en passe de prendre dans les secteurs de biens de consommations et de biens intermédiaires et par la suprématie des USA (et à un moindre degré de la RFA et du Japon) dans les secteurs «de pointe».

Les efforts d'assainissement et de spécialisation de l'appareil productif que déploie la bourgeoisie française visent donc à occuper la place intermédiaire qui lui est ainsi assignée par les rapports de forces à l'échelle mondiale. Cela entraîne évidemment l'abandon de toute une série d'activités qui sont, ou seront bientôt, concurrencées par les productions du Tiers Monde ainsi que la division du travail avec les impérialismes plus puissants.

Les tendances présentes au sein de la bourgeoisie française, qui voulait résister aux nouvelles contraintes internationales par l'isolement du protectionnisme et l'appel au soutien de l'Etat, sont dans la situation actuelle largement dominées par les tenants d'une politique d'intégration plus poussée au marché mondial. Pour ces derniers *«la compétitivité est l'objectif prioritaire»*. Le débat, engagé dès 1974, fut vif dans le patronat avec les représentants de secteurs menacés comme le textile, l'ameublement, l'imprimerie : il est maintenant tranché, le CNPF admettant sans réserve la nécessité d'une politique industrielle pour laquelle *«s'ouvrir au monde n'est pas un choix mais une contrainte inévitable»*. La victoire de la droite aux élections de mars 78 accorde au gouvernement une sorte de répit pour appliquer cette politique sans être menacé par une sanction électorale. *«Les élections législatives nous accordent un répit. Il faut le mettre à profit pour adapter notre industrie aux nouvelles conditions de la division internationale du travail»* déclarait récemment le CNPF. Et Barre de renchérir : *«La tâche prioritaire des cinq prochaines années sera la restructuration de l'industrie française»*. Si le gouvernement peut effectivement escompter que le consensus au sein de la bourgeoisie durera puisqu'en fait elle ne dispose d'aucune autre solution, il

montre un grand optimisme en estimant qu'il disposera d'un répit de cinq ans de la part des travailleurs.

«Un interventionnisme libéral»

Il paraît que Barre a apporté une grande nouveauté dans la politique économique de la bourgeoisie : le «libéralisme». Et de donner pour preuve : la libération des prix, le refus de faire renflouer par l'Etat les entreprises en déclin... Le libéralisme, qui n'a jamais été pratiqué intégralement, consisterait à laisser les mécanismes du marché orienter toute l'activité économique. Comment pourrait-il en être question alors que par son budget, par les entreprises nationalisées, par le contrôle du crédit... l'Etat pèse de tout son poids sur l'orientation économique ? Comment pourrait-il en être question alors que les rapports internationaux sont largement conditionnés par la politique diplomatique et militaire pratiquée par le gouvernement ? Et d'ailleurs les «preuves» du libéralisme giscardien sont bien fragiles. En période de crise, alors que la concurrence est particulièrement vive, le contrôle des prix est une contrainte en général plus faible que celle de la concurrence. Le supprimer c'est laisser les contraintes de la concurrence s'exercer au maximum sur les entreprises de façon à accélérer l'élimination des moins rentables, c'est-à-dire agir dans le sens des objectifs du gouvernement. Et si la concurrence ne fait pas son œuvre conformément à ces objectifs, l'arsenal des mesures dites sélectives est tout prêt pour corriger le tir. Une sorte de «libéralisme assisté» en somme qui agit pour que la «liberté» fasse son chemin dans la bonne direction.

L'exemple du plan sidérurgie mis au point en septembre 1978 est tout à fait significatif. La «liberté» ce serait la faillite de la sidérurgie française. Inacceptable pour les magnats de l'acier. Inacceptable aussi par les risques sociaux qui en résulteraient. Alors l'Etat intervient pour porter secours aux financiers des trusts de l'acier.

Quels que soient les oripeaux dont il se drape selon les situations, liberté ou intervention, le capitalisme monopoliste d'Etat reste bien la

fusion en un mécanisme unique d'exploitation de l'Etat bourgeois et des monopoles.

Mais l'effort de la bourgeoisie en mettant en avant le thème du «retour au libéralisme» n'est pas anodin. Il vise à dégager la responsabilité de l'Etat sur le développement de la crise et de ses conséquences. Il tente d'accréditer l'idée que l'Etat est au-dessus des classes et d'obtenir sur cette base le «consensus social», nécessaire à une politique de collaboration de classe. Il est un aspect de la crise politique dans laquelle se débat la bourgeoisie française dans son ensemble.

Le règne du pragmatisme

Revenons à la question posée tout à l'heure : quatre ans après l'éclatement au grand jour de la crise, la bourgeoisie maîtrise-t-elle la situation ?

Les grands «coups d'accordéon» de la situation conjoncturelle, surchauffe de 1972-73, dépression de 74-75, reprise de 1976 qui se sont exprimés par de brusques et amples perturbations de la production des stocks, de l'investissement, du commerce extérieur, de la monnaie et de l'inflation, ont cédé la place à une sorte de «stabilisation» de la situation. Si les manifestations de type cyclique de la crise sont ainsi dépassées, l'état de stagnation qui caractérise la situation actuelle, confirme que la crise n'est pas une simple crise cyclique mais qu'elle a un caractère structurel, dû à une modification en profondeur des rapports de forces internationaux.

Ce caractère structurel de la crise s'exprime dans la nécessité de modifier profondément le poids des diverses branches économiques, d'opérer rationalisations, modernisation et restructuration de l'appareil productif, d'ouvrir de nouveaux courants d'échanges internationaux, vers le Tiers Monde notamment, d'intensifier l'exportation des capitaux...

La stabilisation conjoncturelle, en France comme dans la plupart des pays capitalistes, crée pour la bourgeoisie des conditions plus favorables à la réalisation des ajustements structurels en éliminant pour l'immédiat les perturbations brusques. Mais cette stabilisation

ne résout en rien les contradictions spécifiques de la crise structurelle actuelle. Le dérèglement du système monétaire international et les déséquilibres profonds du commerce international, à la fois entre pays impérialistes et avec les pays du Tiers Monde en cours d'industrialisation, l'aggravation du chômage, l'inflation toujours menaçante restent les données fondamentales et durables de la situation mondiale. La solution qui passe par le redéploiement et la réorganisation des économies capitalistes n'est pas en vue.

La reconversion de l'appareil productif pour l'adapter aux nouveaux rapports de forces mondiaux, loin de se faire «en douceur» comme en période d'expansion, quand la croissance permet d'en absorber les contre-coups, accouche aux forceps de la crise. Ainsi s'étaient au grand jour toute la malfaisance du système capitaliste, ses contradictions, son caractère périmé. La bourgeoisie française

n'a pas le choix de son déploiement, et elle tente seulement de l'accompagner pour éviter une aggravation brutale de ses contradictions pour éviter un déclin rapide.

Mais ce redéploiement, en insérant un peu plus la France dans le marché capitaliste mondial, en développant la division internationale du travail, en développant la dépendance de la France, ne fait à terme qu'approfondir des contradictions dans lesquelles la bourgeoisie française se débat.

Ni dans les résultats de quatre années de politique de crise, ni dans les perspectives des années à venir n'apparaît une maîtrise de la situation. La politique de la bourgeoisie, c'est le règne du pragmatisme. Et seul le discours de «fermeté» et de «continuité» de Barre peut faire croire le contraire. Mais Barre laissera sans doute la place à un autre lorsque la continuité prendra... une autre direction pour s'ajuster à une nouvelle situation !

Conséquences de la crise pour la vie des masses

Attaque contre le pouvoir d'achat des travailleurs, extension du chômage, aggravation des conditions de travail et de vie des masses, telles sont les conséquences de cette politique de la bourgeoisie.

Les attaques de la bourgeoisie contre le pouvoir d'achat

La limitation du pouvoir d'achat des travailleurs résulte du double mécanisme de la poursuite de la hausse des prix à une vive allure et des freins imposés à la hausse des salaires.

Malgré la propagande intensive du gouvernement à l'automne 76 sur la priorité de la lutte contre l'inflation et les quelques mesures à court terme pour essayer de différer certaines hausses à l'ap-

proche de l'échéance électorale, la hausse des prix s'est maintenue à plus de 12 % en 1977 selon la CGT et à 9 % selon le gouvernement. Et dans ce concert de hausses, ce sont les produits qui correspondent aux besoins les plus fondamentaux des masses, particulièrement l'alimentation, qui augmentaient le plus vite.

Aujourd'hui les élections étant passées et les risques de dérapage inflationniste rapide n'étant pas menaçants, le gouvernement met en sourdine le thème de lutte contre l'inflation et se satisfait d'une hausse des prix de 10 à 12 % par an qui, sans être trop élevée, permet d'imposer le laminage du pouvoir d'achat des travailleurs.

Car dans le même temps où la hausse des prix reste élevée, l'intransigeance du gouvernement et du patronat en matière salariale s'est traduite par un net ralentissement des augmentations de salaire. D'après les données officielles les gains mensuels moyens des ouvriers qui avaient progressé de

17 % en 1974 ont connu d'année en année une hausse de plus en plus ralentie, n'atteignant que 10,7 % en 1977. Au premier trimestre 78 la hausse des salaires a été extrêmement faible (2,2 %) et malgré un «rattrapage» qui s'est produit au 2^e trimestre, la progression des salaires en 1978 restera faible. De plus le chômage, souvent peu ou pas indemnisé, l'augmentation des cotisations sociales, affectent profondément le budget des ménages populaires. S'il est difficile de chiffrer l'incidence du chômage sur les budgets, l'expérience quotidienne prouve combien une période de chômage même assez courte entraîne de profondes difficultés pour boucler les fins de mois, payer les loyers ou les quittances de gaz ou d'électricité. Saisies, expulsions, coupures de gaz ou d'électricité de plus en plus nombreuses, voilà qui en dit long sur la misère qui s'installe dans de nombreux foyers.

Le pouvoir d'achat des salaires des ouvriers a reculé d'environ 3 % depuis le premier octobre 1972 et de 6 % depuis juillet 74 où il a atteint son maximum. Ces chiffres qui prennent en compte l'indice des prix de la CGT et les augmentations de cotisations sociales payées par les salariés (mais non les conséquences du chômage) réfutent les affirmations gouvernementales selon lesquelles le pouvoir d'achat aurait cru de 18 % depuis 1972.

Le chômage

Depuis 1974 le chômage a été multiplié par trois. Et le gouvernement qui reconnaît aujourd'hui 1 200 000 travailleurs sans emploi, en prévoit officiellement, dans ses commissions d'experts près de deux millions ... en 1983. Du côté du pouvoir nul n'ose plus comme avant promettre le retour au plein emploi. Quel aveu : le chômage est une plaie ouverte qui n'est pas prête de se refermer, qui est dans la nature même du capitalisme et ne disparaîtra qu'avec lui.

Fermetures et licenciements collectifs se multiplient dans l'ensemble des branches d'activité, y compris les plus modernes. Chaque année ce sont 300 000 travailleurs qui subissent un licenciement économique, soit trois fois plus qu'avant 1973. L'emploi dans l'industrie

a non seulement cessé de croître mais il diminue depuis cinq ans. Ainsi 400 000 emplois ont été supprimés. Dans le même temps se poursuit l'élimination de nombreux paysans : plus d'un million de 1968 à 1975.

Tout ceci a porté les proportions de chômeurs à des niveaux jamais atteints depuis la 2^e guerre mondiale. Malgré toutes les manipulations de l'administration plus de 6 % des salariés pointent à l'Agence pour l'Emploi et ce nombre atteint 10 % pour les jeunes travailleurs et 17 % pour les jeunes femmes.

Encore est-ce là une moyenne sur l'ensemble de la France. Dans des régions peu industrialisées comme le Languedoc un travailleur sur 10 et une jeune femme sur 3 sont au chômage !

Le développement du chômage a touché toutes les catégories de travailleurs même si c'est dans des proportions différentes ; les ouvriers qualifiés comme, et même plus, que les O.S., les employés comme les ouvriers. Cela fait justice aux pseudo-explications du chômage par le «manque de qualification de la main d'œuvre» ou encore par le «refus des emplois industriels».

La multiplication des chômeurs s'est accompagnée de profondes modifications dans le fonctionnement du marché du travail. La durée moyenne pour trouver un emploi s'est fortement accrue et atteint plus de 150 jours. Sur le plan législatif, réglementaire, de nombreuses mesures ont été prises, dont il ne faut pas sous-estimer l'importance. On citera la garantie de ressources qui met en pré-retraite obligatoire plus de 100 000 travailleurs âgés ; l'aménagement des mesures d'indemnisation et notamment les 90 %, touchés par moins de 10 % des chômeurs soit plus de 100 000 travailleurs ; le blocage de l'immigration, qui concerne plus de 100 000 de nos frères étrangers chaque année ; plus récemment, les mesures du soi-disant «pacte national pour l'emploi des jeunes», qui ont touché plus de 300 000 jeunes travailleurs à la rentrée 77. Soulignons encore le renforcement systématique du contrôle de l'Agence pour l'Emploi sur les chômeurs, qui marque aussi l'accroissement du rôle de l'Etat dans l'organisation du marché du travail.

En fait, la transformation du marché du travail avait commencé dès le milieu des années 60, et elle

n'a fait que s'accroître brutalement avec le déclenchement de la crise économique. Après l'ouverture des frontières de 1962, l'aiguïsement de la concurrence internationale depuis 1974, en multipliant les fermetures des entreprises et des établissements les moins compétitifs, en sanctionnant sans appel tout retard dans la course à la productivité, a bouleversé durablement le marché du travail et lourdement accru la charge du chômage sur les épaules des travailleurs.

Premièrement, la course effrénée à la productivité conduit le capital à mettre au rencart une masse de plus en plus importante de travailleurs jugés trop usés, ou incapables de se convertir à de nouvelles techniques, en un mot non rentables. Les travailleurs âgés sont les plus directement visés. Le système de la garantie de ressources n'a d'autre but que de les écarter définitivement de la sphère de la production, et pour cela il supprime l'allocation dès que son bénéficiaire trouve un emploi, même temporaire.

Sans que la question soit tranchée pour l'instant il faut noter que les femmes risquent de connaître une situation semblable. Derrière les propositions de salaire pour la mère au foyer se dissimule la volonté, déjà fréquemment pratiquée, par le patronat d'écarter des entreprises des travailleuses dont il juge l'absentéisme insupportable. Ainsi voit-on se développer une population de chômeurs permanents, qui compte déjà plusieurs centaines de milliers de personnes ; mais contrairement aux insinuations cyniques des dirigeants de la bourgeoisie c'est bien la logique du capital elle-même, la recherche de la productivité maximum, qui les a réduits à cette situation, et non pas une quelconque attirance vers la «profession» de chômeur !

Deuxièmement, l'acuité de la concurrence, les soubresauts affectant les marchés mondiaux, ont considérablement accru depuis 1974, l'instabilité de l'emploi qui s'était développée dans les années 60. Il n'y a pas seulement des suppressions d'emplois, mais aussi un mouvement plus rapide de créations, et de suppressions, ainsi que de licenciements et d'embauches. Le capital a besoin de travailleurs plus mobiles, qu'il puisse embaucher sans délai et rejeter à sa guise. C'est ce qu'indique le déve-

l'emploi rapide, depuis trois ans notamment, de l'intérim, et surtout des contrats à durée déterminée. Il est significatif que le nombre des agences d'intérim ait continué à croître au plus fort de la récession économique, en 1974-75. Il est significatif que le nombre des travailleurs, contraints de s'inscrire à l'Agence après une fin de mission d'intérim ou de contrat à durée déterminée, soit presque équivalent à celui des travailleurs licenciés.

Dans ces formes d'emploi précaires, le licenciement est programmé dès l'embauche, signé par le travailleur, sur une base individuelle qui rend difficile toute opposition collective, et donne au patron le maximum de garanties.

Ce sont les jeunes qui sont les plus touchés ; nul doute que pour la classe dirigeante ils soient voués en priorité à constituer cette masse de chômeurs flottante, mobile, propre à assurer les à-coups de la production d'une branche à l'autre, d'une ville à l'autre, d'un mois sur l'autre.

Troisièmement, le développement du chômage, conduit à un renforcement sans précédent de l'intervention de l'Etat.

Celle-ci présente deux aspects complémentaires. Tout d'abord, et c'est celui qui sert de base à la démagogie gouvernementale, il s'agit de prévenir une explosion de la colère des travailleurs. L'allocation supplémentaire d'attente (les 90 %), comme la garantie de ressources (70 % du salaire antérieur) ont cet objectif. Certes, seule une faible minorité des chômeurs en bénéficie (100 000 environ pour chacune d'entre elles), mais ce n'est plus un hasard si elles s'appliquent principalement aux cas les plus dangereux pour le patronat, ceux des licenciements collectifs.

Les mesures d'indemnisation sont savamment graduées en vue de diviser les chômeurs. Ainsi, à la fin 77, sur 1 500 000 chômeurs (dont 1 100 000 inscrits à l'ANPE) ils étaient :

- 600 000 à ne rien toucher ;
- 250 000 touchaient moins de 500 F par mois.
- 450 000 touchaient environ la moitié de leur salaire.
- 110 000 bénéficiaient de la Garantie de Ressources.
- 140 000 touchaient les 90 %.

De même, les mesures en faveur de l'emploi des jeunes ont certainement eu comme premier but, d'endiguer la colère des générations entrant de plein pied au

chômage à la sortie de l'appareil scolaire.

Dans les six mois suivant la rentrée 1977 plus de 500 000 jeunes ont été concernés par ces mesures : par des embauches avec exonération des charges sociales, par des stages en entreprise rémunérés par l'Etat, par des stages hors entreprises.

Certes, le fait que stages et embauches se soient surtout concentrés dans des branches caractérisées par une forte rotation du personnel, et une forte proportion d'emplois non qualifiés (commerce, textile, habillement) révèle clairement que les grands discours sur la «formation», et les promesses sur la «durée» de ces emplois sont pure démagogie. Mais par la division entre stagiaires embauchés, apprentis et chômeurs, entre jeunes et adultes, ils ont pu entraver les luttes pour l'emploi.

L'intervention accrue de l'Etat présente un second aspect, plus essentiel. Il s'agit pour lui de développer le contrôle et la gestion d'une armée industrielle de réserve devenue plus nombreuse et plus indispensable au fonctionnement du capitalisme en France aujourd'hui.

Ceci apparaît nettement dans la transformation de l'Agence Nationale pour l'Emploi en un appareil d'étude et de gestion des chômeurs, ainsi que dans la multiplication des organes de formation divers tels que la FPA. Mieux connaître le chômage, mieux connaître l'utilisation qu'il est possible de faire de ces chômeurs, assurer si besoin leur formation, organiser leur déplacement, bref, les mettre à la disposition des employeurs quand et où ils le désirent. Et bien sûr, adapter l'indemnisation du

chômage au contrôle sur les chômeurs et à leur soumission aux volontés du capital.

On peut dire en conclusion, qu'on assiste ainsi à la constitution progressive de trois grandes masses de main d'œuvre.

● D'une part, un nombre croissant de travailleurs, non rentables, mis au rencart par le capitalisme, et constitué des travailleurs les plus âgés, usés par l'exploitation, et peut être bientôt par les femmes renvoyées à leurs foyers.

● Deuxièmement, d'un volant de main d'œuvre qui permette de satisfaire les à-coups de la production et de faciliter les transformations structurelles. Main d'œuvre constituée principalement par les jeunes, employée de temps en temps, ici ou là. D'où le formidable développement du travail intérimaire et des contrats à durée déterminée.

● Enfin, d'une main d'œuvre bénéficiant d'un emploi relativement stable, mais sur laquelle le patronat exerce à plein le chantage à l'emploi pour refuser la satisfaction des revendications.

Mais en même temps, en révélant crûment que la force de travail n'est qu'une marchandise particulière pour les capitalistes cette «restructuration» du marché du travail constitue un facteur important de révolte et de prise de conscience des travailleurs contre la crise.

Par l'accentuation des divisions qu'elle introduit dans la classe ouvrière, cette politique de la bourgeoisie contribue également à rendre plus difficile l'unité de la classe ouvrière, unité nécessaire pour engager et conduire à la victoire les luttes contre le chômage.

La crise idéologique

Pour maintenir son pouvoir, pour asseoir sa domination de classe, la bourgeoisie ne peut s'appuyer uniquement sur les piliers de l'appareil d'Etat que sont l'armée et la police, sur la violence ouverte exercée contre les masses. Elle doit aussi élaborer et diffuser un système de représentations, qui puisse donner une image cohérente

de la société, de la place des individus dans cette société. Ce système de représentations nie le caractère de classe de la domination bourgeoise en présentant comme intérêt d'ensemble de la société, comme valeur universelle, ce qui n'est en réalité que l'intérêt particulier de la bourgeoisie.

Mais ce système de représenta-

tions ne vise pas seulement à masquer les contradictions de classes ; dans le même temps, en positif, il doit jouer un rôle actif qui permette à la bourgeoisie de tisser ses alliances de classes, d'obtenir un certain consensus par la référence commune des classes dominées à ces représentations. L'illusion fondamentale que tente d'imposer ainsi la bourgeoisie, c'est qu'il serait possible dans la société capitaliste, d'arriver à ce qu'une collaboration harmonieuse s'établisse entre les classes en vue de la réalisation d'intérêts soi-disant communs.

La bourgeoisie a été ainsi amenée, à différents moments de l'exercice de son pouvoir, à forger un modèle de collaboration de classes qui lui permette de regrouper autour d'elle un ensemble suffisamment large de classes et de couches sociales.

C'est dans les années 1960 que le modèle de consommation progressivement mis en place depuis la Libération, connaîtra toute son expansion. L'idée centrale autour de laquelle s'organise ce modèle est simple : avec l'expansion économique, la classe ouvrière et les autres couches du peuple connaîtraient une amélioration importante de leurs conditions de travail et de vie, elles pourraient profiter largement de l'augmentation de la production des biens de consommation. La bourgeoisie fait alors miroiter pour un avenir relativement proche une uniformisation progressive des classes et couches sociales dans une large nouvelle classe moyenne au niveau de vie relativement élevé. Mais la condition essentielle pour parvenir à ces résultats, c'est une expansion soutenue de la production qui nécessite que «chacun y mette du sien», qu'exploités et exploités s'unissent dans un effort commun.

Pendant toute une période plusieurs facteurs vont contribuer à développer la crédibilité de ce modèle de collaboration de classes :

— D'une part l'impérialisme français va connaître un taux de croissance élevé (même s'il connaît des variations) sur une longue période, comme l'ensemble des autres pays capitalistes occidentaux à des degrés divers. L'idée, selon laquelle c'est un nouveau cours du capitalisme qui a commencé et qui ouvre une ère d'abondance dont chacun pourra profiter, pourra ainsi trouver une certaine base.

— D'autre part, au lendemain de

la Libération, une misère importante existe dans les masses et l'aspiration au mieux-être est réelle. La bourgeoisie va alors utiliser largement ces aspirations pour mettre en avant ses thèmes de collaboration de classes et cela au moment même où la fabrication en série d'objets de consommation va se développer.

— Enfin, l'idéologie révisionniste, diffusée par le PCF instituée au sein même de la classe ouvrière un support important aux thèmes diffusés par la bourgeoisie. Cette idéologie révisionniste en effet ne remet nullement en cause la finalité même de la société, telle que la présente alors la bourgeoisie. Se référant au même modèle de consommation, le PCF exige seulement que la classe ouvrière et les couches populaires aient «une plus juste part des fruits de l'expansion», selon leurs termes.

Ainsi, dans les années 1960, la bourgeoisie a pu consolider momentanément sa domination de classe en développant un certain consensus autour du modèle de consommation.

Aujourd'hui, cette situation s'est assez profondément modifiée : la classe ouvrière et les masses populaires ont pu faire l'expérience de ce «modèle de consommation». Si elles ont pu acquérir des biens de consommation devenus au demeurant indispensables avec la transformation des conditions de vie imposées par le capitalisme, elles ont vu leur condition de vie et de travail se dégrader constamment.

Alors que la bourgeoisie développera les thèmes de la société d'abondance, de l'amélioration continue du sort des travailleurs, ceux-ci seront confrontés directement avec l'intensification continue des cadences, l'allongement de la journée de travail par les heures de transport, l'entassement dans les cités-dortoirs.

Dès mai 1968, le puissant mouvement de masse qui s'est déroulé a fait voler en éclats le mythe de l'extinction de la lutte de classes. Les dures luttes d'OS qui ont éclaté au début des années 1970 ont révélé avec clarté ce qu'il en était des conditions de travail et des salaires de ces couches d'ouvriers.

Ainsi, la prise de conscience de l'écart existant entre la représentation que donne la bourgeoisie de cette société et la réalité quotidienne, va se développer de plus en plus dans les masses. Cette contra-

diction entre le système de représentation et de valeurs de la bourgeoisie et l'expérience quotidienne des masses, marque la crise idéologique. Cette crise idéologique est profonde et durable : le modèle de consommation a connu une usure importante par l'expérience qu'en ont faite les travailleurs, les illusions qu'il avait fait naître n'ont pu masquer la réalité de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Mais un autre facteur va également jouer un rôle important en accélérant les choses.

La crise économique qui a frappé l'ensemble des pays capitalistes dès 1974, va saper les bases sur lesquelles la bourgeoisie pouvait prétendre développer ce modèle de collaboration de classes. La croissance continue qui devait apporter le bonheur pour tous, a soudain fait place à une stagnation brutale de la production ou du moins, à un ralentissement considérable.

Ainsi, la bourgeoisie s'est vue dans l'impossibilité de maintenir tel quel le modèle de collaboration de classes qu'elle avait développé depuis la Libération et qui lui avait assuré une certaine crédibilité dans sa domination de classe.

A la logique antérieure du partage entre les classes des «fruits de l'expansion», à la perspective d'un développement tel de toute la société que seraient petit à petit atténuées les différences sociales, à l'annonce de la lente mais sûre disparition du prolétariat au profit d'une large couche moyenne accédant à la propriété et au confort moderne, se substitue l'appel à la défense des acquis de tous dans les difficultés, à la solidarité nationale pour éviter que ça n'aille encore plus mal : voilà le temps des discours cyniques sur le fait que désormais, même si l'on consommera moins, on pourra consommer mieux.

L'apparition du modèle de crise, variante rabougrie du modèle de consommation, présenté comme un modèle durable imposé de l'extérieur, est le signe que la bourgeoisie veut ajuster l'image qu'elle entend donner de sa propre société et de son avenir, à la crise idéologique très profonde qui traverse le capitalisme dans son ensemble, qui ébranle les systèmes de représentations antérieurs, et remet en cause les justifications de la classe exploiteuse à sa domination.

Les années qui viennent de s'écouler ont vu en effet un approfondissement très sensible, lié à l'expérience des masses, de cette crise idéologique :

— La dégradation des conditions d'emploi et l'instabilité qui en résulte pour des milliers de travailleurs, ont pour conséquence de modifier assez sensiblement la façon dont d'assez larges couches et particulièrement les jeunes, envisagent leur rapport au travail, leur insertion dans la production.

L'absentéisme, le refus d'occuper longtemps le même emploi, la lutte contre les cadences et les salaires au rendement en sont des manifestations assez nettes.

D'une manière générale, les vieilles idées sur la promotion sociale, la conscience professionnelle et de travail bien fait, le rapport à la hiérarchie, se heurtent à l'expérience que font les travailleurs de l'insécurité de l'emploi, de la réalité des cadences et du despotisme patronal, du processus massif de la déqualification ouverte ou déguisée. Dans ce cadre, le battage sur la revalorisation du travail manuel, sur la réforme de l'entreprise, rencontre l'indifférence.

Le même phénomène du rejet des thèmes idéologiques à propos du travail, commence à se rencontrer dans des couches plus larges d'employés, en raison du processus constant de dégradation de leurs conditions de travail.

Au moment même où la crise du capitalisme s'attaque au niveau de vie des masses populaires, la bourgeoisie prétend que la consommation qu'elle présentait par le passé comme le résultat légitime de l'effort national de production, n'est qu'un luxe, souvent assimilable à du gaspillage, et que les « Français vivent au dessus de leurs moyens ». Cette remise en cause de la consommation et les privations qu'elle implique pour les familles populaires, contribuent à faire prendre conscience de l'illusion que représente l'élévation du pouvoir d'achat par le crédit, l'accession possible à la propriété, l'évasion possible par les vacances telles que les organise le capitalisme.

De même, le thème du « logement social », se heurte à la réalité d'un urbanisme qui expulse les travailleurs des villes, celui de la « santé pour tous » est confronté à l'expérience d'une médecine qui ne parvient pas à réparer les forces de travail prématurément usées.

L'idéologie familialiste, qui voulait faire de la famille le lieu d'un repli individualiste où les travailleurs pourraient bénéficier « des fruits de leurs efforts », aménager le temps de non-travail par l'extension de leurs loisirs, se consacrer à l'éducation de leurs enfants, est elle-même soumise à l'épreuve des faits. Loin comme le voudrait la bourgeoisie, de faire oublier au travailleur l'oppression qu'il subit dans la société, les contradictions qui traversent la famille l'y ramènent sans cesse : la hausse des prix, des impôts et des loyers, le chômage qui met les jeunes à la charge souvent des parents, créent sur l'ensemble de ses membres une tension supplémentaire.

Le rythme de vie imposé par le capitalisme, la mauvaise qualité des loisirs (en particulier télévisés) proposés par la bourgeoisie contribuent à briser toute vie de famille. L'idée que c'est la famille en elle-même qui tend à engendrer ses propres difficultés, voit aussi ses bases sérieusement remises en cause. Les tensions et les antagonismes qui s'y produisent contribuent à faire apparaître comme mensongère l'image d'une famille harmonieuse développée par la bourgeoisie.

La crise de l'école est de même, depuis 1968, une des manifestations les plus nettes de l'approfondissement de la crise idéologique.

L'idée selon laquelle l'école est un des principaux moyens de promotion sociale et de résorption des inégalités a été largement développée par la bourgeoisie.

Mais aujourd'hui, le rapport à cette institution, au savoir qu'elle diffuse et à l'autorité qu'elle représente, commence lui-même à être contesté.

Au moment où l'organisation nouvelle du travail et de la vie familiale réduit au strict minimum les moyens que peuvent se donner les familles pour assurer une éducation correcte à leurs enfants, l'idée que ce sont les parents qui sont responsables de l'avenir scolaire de leurs enfants, est remise en cause.

— Alors que le chômage aggrave le problème des débouchés, l'idée selon laquelle la qualité du travail des élèves décide de leur avenir, est contestée.

De l'expérience faite depuis des années, de la contradiction entre le discours, les promesses, les illusions et la réalité, s'est déve-

loppé dans l'institution scolaire elle-même, un malaise très profond : pour un assez grand nombre d'enseignants, le caractère vain des efforts effectués pour essayer de transformer un peu les choses par leur enseignement, apparaît chaque jour plus clairement. Pour un grand nombre de jeunes, l'école est de plus en plus ressentie comme quelque chose d'extérieur, qu'ils subissent comme une forme insupportable de contrainte.

Crise du rapport au travail, remise en cause du discours bourgeois sur la consommation, érosion lente de l'idéologie familialiste et de l'illusion scolaire, ce ne sont là que quelques aspects de la crise des valeurs dominantes de la bourgeoisie.

Ainsi, les vieux « dogmes » de l'idéologie bourgeoise ont moins d'emprise dans les masses. Mais cette crise idéologique ne produit pas mécaniquement la remise en cause du caractère capitaliste de cette société et l'adhésion à la perspective révolutionnaire. En effet, la décomposition relative du système de représentations et de valeurs de la bourgeoisie, l'effondrement de points de repère peuvent nuire à la prise de conscience de la nécessité d'un autre type de société. L'expérience de la crise des valeurs bourgeoises, alors que le processus de dégénérescence révisionniste pèse encore d'un poids certain dans la société et que la perspective révolutionnaire n'est pas encore le fait des larges masses, peut entraîner un désarroi et un pessimisme sur les possibilités d'une transformation radicale de la société. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée en mettant en avant une version nouvelle formule des vieux thèmes agnostiques et anti-communistes. C'est ainsi que s'apuyant sur les inquiétudes légitimes face au capitalisme d'Etat en URSS, la « nouvelle philosophie » ou prétendue telle, affirme que tout socialisme débouche nécessairement sur le Goulag, que tout Etat fût-il celui de la dictature du prolétariat ne pourra jamais s'éteindre, que toute théorie même portée par les aspirations révolutionnaires des masses n'est jamais qu'une forme de totalitarisme. Et d'annoncer, à la rescousse d'une société libérale avancée, la fin des idéologies et des systèmes, l'avènement du relativisme et du scepticisme absolu.

Ainsi, la bourgeoisie a été tentée

ces dernières années de remodeler son idéologie et de faire preuve d'une certaine souplesse dans son système de représentations et de valeurs. Plus qu'une représentation solide et globale de la société, la bourgeoisie diffuse une série d'idéologies, de sollicitations diverses, éphémères et apparemment hétérogènes. Tout est bon pour la bourgeoisie, y compris ce qui naît de sa propre faillite afin de renforcer le doute et la soumission, tout est bon pourvu que ne soit pas remise en cause sa propre domination.

Ainsi, dans le même temps où elle propose son modèle familial, la bourgeoisie laisse-t-elle se développer la pornographie, l'apologie de la sexualité tous azimuts qu'elle ose parfois présenter comme une véritable révolution dans les mœurs, voire comme un moyen effectif de libération de la femme.

Ainsi, entend-elle également profiter de la situation dans laquelle elle place des milliers de jeunes chômeurs pour leur proposer un type de vie, de loisirs et de comportement qui les isole et les désarme davantage encore : punk, paradis artificiels, karaté...

Ce sont là, quelques exemples qui montrent comment la classe dominante entend mettre à profit la crise de son système de valeurs pour maintenir sa domination.

Ainsi, se trouve «institutionnalisée» par la bourgeoisie une forme de marginalité qui se présente parfois comme subversive.

La bourgeoisie au pouvoir peut même apparaître comme modérée, vis-à-vis de ceux chez qui le développement du laisser-aller ressuscite les vieilles tentatives autoritaires et pétainistes. Elle peut même instaurer sous son contrôle une espèce de jeu de balance, entre la contestation marginale qui naît de la crise de son idéologie et l'apparition de ces formes de fascismes sectoriels qui — de «Monseigneur Lefebvre» à «Laissez les Vivre» en passant par «Légitime Défense» — lui permet d'entretenir un climat et des hommes réactionnaires qu'elle entend si besoin est, employer contre les révolutionnaires.

Face au pourrissement de l'idéologie bourgeoise, il est temps que s'affirment avec force les valeurs qui prennent naissance et se développent dans les luttes : les nouveaux rapports sociaux, la solidarité de classe, la participation active de tous à la lutte pour la construction d'un monde nouveau.

C'est là, la condition pour que la remise en cause des valeurs définies par la bourgeoisie dans cette dimension idéologique de la crise ne reste pas vaine.

Ne parvenant pas à innover véritablement, la bourgeoisie se voit contrainte aujourd'hui à devoir imaginer les consensus dont elle rêve, sur la base de sa politique économique. Au nom du bon sens, elle cherche à réhabiliter des notions comme celle de la vérité des prix, calculés simplement en fonction de l'offre et de la demande. Elle cherche à réhabiliter «l'esprit d'entreprise», encensant ces jeunes patrons qui, «à force d'effort et d'initiatives, parviennent à s'enrichir, et donc à créer des emplois».

Pendant que le Premier ministre, certainement un des hommes les plus impopulaires de France, défend ainsi des généralités qui n'étaient déjà plus originales il y a un siècle, le président de la République se pique de littérature et de philosophie pour évoquer l'an 2 000. Dans son livre «*Démocratie Française*», comme dans ses dîners mondains avec les nouveaux philosophes, Giscard d'Estaing évoque le troisième millénaire. Il rêve tout haut d'une France où patrons et ouvriers œuvreraient ensemble à la grandeur du pays, une France où les antagonismes de classes seraient balayés par l'émergence d'une classe moyenne majoritaire. Mais la réalité est tout autre : le chômage, l'augmentation du coût de la vie, l'absence de débouchés pour les jeunes, les difficultés économiques, la place réelle de la France dans le monde, autant de faits qui vont à l'encontre du rêve giscardien. Malgré les moyens économiques mis en œuvre, ni les leçons de Barre ni les prophéties de Giscard ne sont de nature à obtenir un soutien populaire plus large.

Les seuls faits concrets dont peut se prévaloir le gouvernement Barre en matière sociale sont bien minces. Ainsi, si Giscard a fait grand tapage, pour des raisons électorales évidentes, autour de la revalorisation de l'allocation vieillesse, il n'en reste pas moins que des millions de personnes âgées touchent encore moins de 1 000 francs par mois. De la même manière, l'instauration du complément familial, s'il a simplifié les procédures, n'a en rien amélioré le revenu des familles. La possibilité donnée aux femmes travailleuses de prendre leur retraite à 60 ans connaît une application de plus en plus restreinte, puisqu'il leur faut justifier de plus de 37 ans d'activité salariée.

Autre mesure tronquée : la pos-

Répression et atteintes aux libertés démocratiques

La réforme, mot-clé de la politique giscardienne de 1974, résiste mal à la crise. Contraint, avec Barre, d'en revenir aux formes les plus classiques de l'économie bourgeoise, Giscard a mis en sommeil la politique des réformes-gadgets avec lesquelles il espérait obtenir un large consensus. Des réformes considérées comme essentielles, comme celle proposée par Sudreau à propos des entreprises, sont quasiment abandonnées. D'autres, comme celle des collectivités locales préconisée par le rapport Guichard, ne sont appliquées que pour partie, et sur une très longue période. D'autres encore, comme la

réforme de la fiscalité, sont tronquées dès leur présentation au Parlement, sous la pression du RPR. Les seules réformes dont peut se targuer le gouvernement giscardien depuis ces deux années, c'est la transformation des ministères : au gré des circonstances apparaît ou disparaît un ministère à la Condition féminine, un ministère à la Communication remplace un ministère à l'Information, un ministère de l'Environnement remplace un ministère de la Qualité de la vie, un ministère de l'Économie et un autre des Finances remplacent le ministère de l'Économie et des Finances.

sibilité faite aux femmes d'interrompre pendant deux années leur travail pour élever leurs enfants : dans la situation de chômage d'aujourd'hui, bien peu de femmes travailleuses prennent le risque de bénéficier de cette mesure, craignant à juste titre de ne pas retrouver leur emploi. Quant aux 90 % du salaire accordés pendant un an aux travailleurs licenciés économiques, ils ne bénéficient en fait qu'à moins de 15 % des chômeurs, et encore cette disposition est-elle ce en ce moment remise en cause.

S'il est un domaine où la bourgeoisie fait preuve d'imagination, c'est bien dans la manière de dissimuler le chômage. C'est le cas du fameux pacte national pour l'emploi des jeunes, présenté comme une mesure tendant à diminuer le chômage, mais qui n'est en fait qu'un artifice. Par le biais du statut de l'apprenti, ou par le biais des stages-parking, il ne s'agit pour le pouvoir et le patronat que de retarder l'échéance dramatique du chômage, tout en tentant de désamorcer la légitime colère des jeunes. Et que dire de cette mesure qui autorise les jeunes à prolonger de trois mois leur service militaire en attendant d'avoir trouvé un emploi !

Ce que la bourgeoisie au pouvoir a à mettre à son actif reste mince. Ses perspectives aussi, puisque le programme de Blois, destiné à guider les réformes de la législature dans laquelle nous entrons, n'est qu'un vaste catalogue de mesures du même type : pour renforcer les droits des citoyens face à l'administration, il sera créé un délégué du médiateur dans chaque département. Mais qui se souvient qu'il existe depuis trois ans un médiateur ?

Pour mener une politique de l'emploi, le gouvernement développe le travail à temps partiel. Il entend développer l'acquisition de logements pour les familles à revenu modeste, accroissant ainsi de fait l'endettement. Il entend appliquer la «Charte de la qualité de la vie», développer les émissions télévisées culturelles pour les enfants, etc. En fait, le programme de Blois n'est rien d'autre que la cruelle illustration de l'absence de perspectives d'ensemble de la bourgeoisie française.

Jamais le thème de la réforme, cher à Giscard, n'a estompé la

réalité de la répression. Le vrai visage de la bourgeoisie, celui de l'arrogance et de la répression, apparaît plus clairement au fur et à mesure que tombent les illusions. Durant ces deux dernières années, la bourgeoisie n'a pas craint de montrer ce vrai visage.

Pour briser dans l'œuf toute tentative de la classe ouvrière de s'opposer à son plan d'austérité, pour empêcher le succès des luttes, pour intimider les travailleurs, le pouvoir a multiplié les interventions policières contre les usines en lutte. Au lendemain de la mise en place du plan Barre, comme lors de l'essor des luttes au printemps dernier, l'intervention des CRS et autres gardes mobiles a été systématique contre les ouvriers qui occupaient leurs usines, ou qui organisaient des piquets de grève. Cette violence policière systématique est maintenant une donnée permanente de la politique de la bourgeoisie, et les travailleurs doivent l'envisager dans leurs mobilisations. D'autres méthodes ont été mises en place, ou se sont poursuivies, qui visent à s'opposer aux travailleurs : sous les biais les plus divers, les atteintes aux libertés syndicales ont continué de plus belle. Se saisissant du prétexte des licenciements économiques, le patronat, aidé par le ministère du Travail, a pratiqué à large échelle le licenciement des délégués élus par les travailleurs. L'an dernier, 3 500 d'entre eux furent ainsi licenciés.

La politique répressive de la bourgeoisie au pouvoir vise en fait deux choses. D'un côté, il s'agissait pour elle, avant les élections, de défendre le plan Barre et d'éviter que l'exemple positif des luttes ne se propage. D'un autre côté, elle sait que sa victoire électorale n'a rien changé, et qu'il lui faudra faire face à la colère des travailleurs. La voilà bien, la réalité du pouvoir giscardien : derrière les réflexions nébuleuses sur le troisième millénaire, derrière une série de mesures qui, au mieux, cherchent à aménager le chômage, derrière cette façade-là, il y a la consolidation permanente d'un puissant système répressif.

Depuis 1976, sous l'impulsion de Poniatowski, puis de Bonnet, une vaste réforme de la police est mise en route, qui vise à soustraire la gendarmerie mobile et les CRS aux procédures habituelles pour en faire des corps dépendants entière-

ment du ministère de l'Intérieur, accroissant ainsi leur rôle de force de répression directement politique. La grossière campagne sur la sécurité développée par Poniatowski a fait place à une campagne plus insidieuse, plus pernicieuse : s'appuyant sur le rapport Peyrefitte, qui conclut à la responsabilité des grands ensembles et de la misère dans le développement de la criminalité, le gouvernement entend développer l'ilotage dans les quartiers populaires, tout en accroissant sa répression contre les jeunes, coupables d'être jeunes. C'est sur la base d'une telle campagne que se développent en toute impunité des organisations de type fascisant, comme «Légitime Défense», qui recrute ses dirigeants dans les très hautes sphères de l'appareil d'État.

Le droit de manifestation lui-même est ouvertement bafoué, à Paris notamment avec la mise en place du système de protection rapproché, qui consiste à ce que les manifestations n'aient plus lieu qu'entre d'épais cordons de policiers.

Le développement important du nombre d'attentats au cours de ces deux dernières années a donné à la bourgeoisie un prétexte nouveau pour développer sa campagne contre les révolutionnaires. Parallèlement, à des moments précis comme lors de l'affaire Schleyer par exemple, la bourgeoisie française s'est largement mise au diapason du régime allemand. Le ministère de la Justice n'a-t-il pas ouvertement fait l'éloge de la délation, et de manière publique ? La presse bourgeoise alsacienne n'a-t-elle pas participé à la campagne allemande en demandant à la population de prévenir la police de tout comportement suspect ? Alignée sur le modèle allemand, profitant des affaires Schleyer et Moro, l'Europe des polices s'est nettement renforcée et la France en est partie intégrante, comme en témoigne la multiplication des réunions des ministres de l'Intérieur des pays européens.

Et puis, lorsque le mouvement de masse se faisait dangereux pour certains aspects de sa politique, la bourgeoisie est allée jusqu'à la répression la plus sauvage. L'exemple le plus dramatique en est Malville, en juillet 1977, où un militant anti-nucléaire a été tué par la police, et plusieurs autres mutilés à vie.

Les incertitudes, liées aux élections, ont amené la droite au pouvoir à renforcer considérablement sa domination sur les grands moyens d'information. Dans le cadre de sa rivalité avec le RPR, Giscard a été amené à placer des hommes à lui à la tête des grandes radios, tout en maintenant un contrôle net sur la télévision.

Dans la presse écrite, on a assisté à la mainmise de Hersant sur des journaux à fort tirage et sur de nouvelles techniques, comme le fac-similé, qui permettent un contrôle encore plus étendu. De la sorte, cet aventurier, ami de Giscard comme de Chirac, contrôle, au mépris de la loi, 10 quotidiens, dont *France-Soir*, *Le Figaro*, *L'Aurore*, et probablement *Le Parisien Libéré*, deux agences de presse et un circuit privé de transmission par fac-similé. Cette mainmise accrue sur les moyens d'information était liée pour la droite à l'éventualité d'une défaite électorale. C'est dans la même optique de l'après-élection que le gouvernement giscardien a continué à protéger les groupes fascistes qui lui avaient rendu service lors des présidentielles de 1974. C'est ainsi qu'ils ont pu faire venir à leurs meetings les adeptes de Mussolini et de Franco, la police protégeant toute cette racaille.

La Justice n'a pas été oubliée dans ce renforcement du système répressif. Les magistrats ou les avocats qui contestent cette orientation, souvent courageusement, sont en butte aux tracasseries administratives, quand ils ne sont pas mutés ou rétrogradés. Plusieurs affaires ont ainsi secoué la magistrature durant ces deux dernières années. Quand des juges ont fait incarcérer des patrons, considérés à juste titre comme responsables des accidents mortels survenus à leurs ouvriers, le parquet s'est opposé à eux, et ils ont été déssaisis des dossiers. Quand des avocats se sont élevés contre la scandaleuse extradition de Klaus Croissant, ils ont été sanctionnés. La justice telle que la souhaite le gouvernement a montré son vrai visage en extradant Croissant, et tout le monde sait qu'elle a, en l'occurrence, répondu aux injonctions du pouvoir. Moins spectaculairement, mais tout aussi illégalement, des centaines de travailleurs immigrés ont été expulsés. La justice aux ordres apporte aussi sa contribution pour étouffer les scandales qui ont se-

coué le régime, des écoutes téléphoniques à l'affaire de Broglie.

Face aux travailleurs et aux masses populaires, la bourgeoisie a longuement fait usage des deux facettes de sa politique que sont la réforme et la répression. Prisonnier de ses difficultés économiques, obligé de tenir compte des rapports de forces en son sein, et notamment du poids du RPR, le gouvernement de Giscard-Barre s'est avéré incapable de poursuivre une politique de réforme susceptible de développer largement des

illusions ou d'établir un quelconque consensus. Bien au contraire, le thème giscardien de la réforme s'est effacé progressivement face aux plans Barre. Ni les appels au soi-disant bon sens, ni les tentatives pour réhabiliter les vieux thèmes de l'économie bourgeoise ne sont parvenus à masquer la réalité de la politique d'austérité et d'atteinte aux droits des travailleurs, développée depuis deux ans. Le résultat des élections de mars ne saurait masquer l'échec des tentatives giscardiennes depuis quatre ans.

Les divisions de la droite

Cette faillite du modèle réformiste giscardien allié à une utilisation assez fréquente de la répression, est représentative des grandes difficultés que rencontre la bourgeoisie pour définir aujourd'hui un modèle de collaboration de classe tant soit peu crédible. De ce point de vue, les profondes divisions qui opposent les états-majors politiques bourgeois reflètent cette incapacité, pour la classe dominante, à façonner un projet stratégique susceptible de créer un mouvement d'adhésion, d'homogénéiser la classe politique, de susciter chez les notables, les intellectuels, des relais efficaces de sa politique. L'indépendance nationale, la référence à la résistance... ont permis, du temps du gaullisme, de réaliser cette homogénéisation, de créer ces relais. Mais la faillite des projets gaullistes n'a pas laissé la place à des projets comparables et cela affecte tous les partis, et leurs rapports entre eux.

Nous reviendrons plus loin sur la cassure de l'Union de la gauche, les divisions qui en ont résulté au sein de chacun des partis de gauche. Mais examinons ici l'évolution des contradictions au sein de la droite qui opposent depuis plusieurs années déjà les forces issues du gaullisme, à celles que l'on appelle communément giscardocentristes. Depuis longtemps, l'histoire des forces politiques dans notre pays a vu s'affronter gaullistes et centristes, ce dernier terme désignant aujourd'hui le rassemble-

ment des débris de la grande force démocrate-chrétienne (MRP) créée dans notre pays au lendemain de la guerre, à l'image des partis démocrates-chrétiens italiens ou allemands. On sait que le clivage essentiel entre ces forces s'est fait essentiellement sur le problème des rapports avec la superpuissance américaine. Tant que, jusqu'à la fin des années 1950, l'impérialisme américain sera en mesure de faire valoir sa domination sans partage sur l'Europe et les impérialismes occidentaux, les gaullistes refuseront pour l'essentiel de participer du pouvoir que se partageront socialistes et MRP. En revanche, quand se dessinera la possibilité pour l'impérialisme français de mettre à profit le début du déclin de l'impérialisme américain, les gaullistes accèderont au pouvoir en excluant plus ou moins rapidement les socialistes et les MRP.

Et depuis 1974, avec l'élection à la présidence de la République de Giscard, au détriment notamment du candidat gaulliste, c'est une nouvelle période qui s'est ouverte. L'échec du projet gaulliste antérieur, le renforcement des pressions américaines sur l'Europe depuis le début des années 1970, et l'émergence de la superpuissance soviétique, ont contraint, on l'a vu, l'impérialisme français à réadapter avec difficulté sa politique étrangère. Ces changements qualifiés par les uns d'atlantisme mâtiné de gaullisme, par les autres de gaullis-

me mâtiné d'atlantisme, ont été mis en œuvre par une équipe gouvernementale mélangeant gaullistes et centristes, les giscardiens faisant le lien entre les deux.

Loin de faire disparaître la vieille opposition entre gaullistes et centristes, cette situation a vu resurgir à chaque période des divisions assez importantes sur les orientations de politique étrangère : relations avec l'OTAN, développement de la force de frappe, élargissement de la CEE (Communauté économique européenne), élection au suffrage universel du Parlement européen... ont été autant de sujets de conflits permanents entre RPR et UDF durant toute la dernière période.

Mais, et c'est un fait nouveau surgi depuis 1974, sur le clivage traditionnel entre gaullistes et centristes, s'en est superposé un deuxième, qui a eu tendance dans la dernière période pré-électorale à prendre une place prépondérante : il s'agit de divergences surgies sur la tactique à adopter en direction du mouvement de masse, et corrélativement, en direction d'une des composantes de l'Union de la gauche, en direction du Parti socialiste.

D'un côté, le président de la République, prévoyant un mûrissement des mouvements d'opposition à sa politique, désirait pour les désamorcer, et donner un vernis social-démocrate à sa politique de réforme, préparer une ouverture en direction du Parti socialiste, ouverture devant aller dans son esprit jusqu'à une recomposition à un moment donné de sa majorité gouvernementale.

De l'autre côté, le RPR avec à sa tête Chirac, se plaçant délibérément dans une stratégie de l'échec de la droite en mars 78 et prétendant incarner l'ultime recours, prônait la construction d'un rassemblement capable d'imposer l'autorité de l'Etat, de maintenir l'ordre face aux mouvements de masse, de contrer efficacement toute tentative du PCF pour progresser vers son projet capitaliste d'Etat. Les thèmes de l'ordre, de l'autorité, de l'anti-communisme visaient une clientèle bien précise : les couches les plus réactionnaires et conservatrices de notre pays qu'il s'agissait d'exciter contre ce qui était désigné comme le laxisme

gouvernemental présenté comme responsable des grèves ouvrières, des occupations d'usines, des mouvements de lutte qui se déroulaient sur différents fronts (femmes, écologie...).

La lutte sans merci que se sont livrée ces deux clans rivaux, n'a pas pris fin avec les élections et la reconduction de justesse de la droite.

Les graves contradictions qui la minent demeurent plus que jamais. L'échec relatif du RPR qui a vu réduire son groupe parlementaire à un niveau comparable à celui de l'UDF, et qui ne peut plus jouer de la même manière de l'image du recours qu'il avait tenté de se forger en prévision d'une victoire de la gauche, n'a pas été suffisamment important pour permettre à Giscard de concrétiser nettement son avantage. La répartition des élections dans le système français, fait qu'aujourd'hui et Chirac et Giscard ont reporté à 81 la nouvelle étape de l'affrontement qui les oppose.

Chacun aujourd'hui fourbit ses armes pour ces présidentielles. Chirac prend appui sur la mairie de la capitale pour se donner une stature internationale, recevant Brejnev, voyageant à l'étranger, se posant volontiers en censeur de la politique étrangère française (sur l'Europe, le désarmement, les relations avec l'URSS...). Sur le plan intérieur, il évite temporairement

d'engager son groupe parlementaire dans une guerre d'usure avec le gouvernement, soutenant ce dernier par ses votes, tout en le critiquant dans le pays et prenant rendez-vous pour l'avenir, en misant assez ouvertement sur l'échec du plan Barre. Giscard de son côté tente une nouvelle fois de mettre sur pied son parti, hésitant entre la formule restreinte du PR, ou la formule plus large de l'UDF mais plus difficile à contrôler. En même temps il continue sa politique d'ouverture en direction des minuscules radicaux de gauche et du parti socialiste ne désespérant pas de réussir enfin à débaucher plus largement dans les rangs de ce parti des soutiens à sa politique.

La stabilité apparente de l'équipe gouvernementale, le renoncement provisoire, par le RPR, de mettre en difficulté sur le plan parlementaire le gouvernement, ne sauraient faire perdre de vue que ce dernier demeure toujours placé sous la double contradiction qui l'a rendu peu opérant, de 74 à 78 : celle portant sur la politique internationale, celle portant sur l'attitude vis-à-vis de l'élargissement de la majorité aux socialistes, et de l'attitude face à des mouvements de masse en développement. Mouvements de luttes, modification de la situation internationale, ces deux données appartiennent durablement à la situation politique et sont porteuses de graves difficultés pour la coalition de la droite.

Les luttes ouvrières

La situation politique à la rentrée de septembre 1976 est principalement marquée par la mise en place du premier plan Barre. Attaque très grave contre les conditions de vie

et de travail des masses, le plan Barre provoque une grande colère dans la classe ouvrière. La question se pose de la riposte à cette grave attaque.

Les partis de gauche préparent déjà les élections municipales de mars 1977. Il n'entre pas dans leurs projets d'organiser une riposte conséquente contre le plan Barre.

Les coordinations

Le fait marquant au milieu de l'année 1976 sur le front des luttes, c'est les tentatives de coordination qui sont faites entre les différentes entreprises dites «en conflit long». C'est l'époque où un nombre relativement important d'usines sont occupées depuis de nombreux mois et où se pose la question de définir des perspectives nouvelles. L'alternative est claire : ou porter l'ensemble de ces luttes à un niveau supérieur, sortir de la situation de pourrissement dans laquelle les laisse la bourgeoisie, ou bien être condamné au dépérissement lent. L'enjeu des coordinations semble donc très important : premièrement parce que ces conflits sont à cette époque, ce qu'il y a de plus avancé sur le front des luttes, deuxièmement : un mécontentement important existe dans la classe ouvrière durement touchée par le plan Barre et surtout par l'aggravation sensible du chômage. Des conditions existent pour un développement des luttes. Dans ce contexte, on ne peut sous-estimer l'impact d'une coordination rassemblant Lip, Réo, Griffet, Imro, SCPC etc. lançant des initiatives communes, des appels à la lutte... Troisièmement parce que ces regroupements essayent de rompre avec les divisions entretenues par les directions syndicales : l'idée de coordination a fait son chemin parmi des entreprises de branches très différentes (imprimerie, mécanique de précision, textile, produits chimiques...), les réunions de coordination regroupent sans distinction les sections CFDT et CGT.

Les directions syndicales attaquent violemment ces coordinations. La CFDT les accuse de rompre le cadre syndical habituel des régions et fédérations. La CGT menace les sections de dissolution. De nombreuses pressions sont faites sur les animateurs des coordinations, venant tant des confédérations que des partis de gauche. La section CGT d'Imro sera ainsi pure-

ment et simplement dissoute. Chez des militants syndicaux, dans une frange de travailleurs actifs, ces tentatives de coordination suscitent un grand intérêt. Les efforts faits sont suivis attentivement. Souvent, ce regroupement est perçu comme une alternative face à l'inaction des confédérations qui commencent à agiter sérieusement le thème de mars 1978.

Au sein même des participants, l'unification sur le contenu à donner à la coordination est loin d'être réalisée. Deux grandes tendances se dégagent. La première voudrait limiter la coordination à des rencontres entre usines en lutte pour l'emploi afin d'étudier les problèmes communs. L'autre tendance voudrait orienter la coordination vers la définition d'objectifs de lutte commune, à en faire un pôle également pour d'autres luttes. Mais les contours sont encore trop flous, les idées politiques pas suffisamment claires, le poids de la social-démocratie de gauche trop lourd. C'est la première tendance qui l'emporte. La réunion tenue à Lip en septembre 1976 sanctionne cette orientation.

La coordination des «licenciés Durafour» (militants d'usine en lutte licenciés pour faits de grève), réunissant Bourgogne Electronique à Dijon, les Câbles de Lyon à Gennevilliers, la SEP de Bordeaux, Sanders Juvisy notamment) a pendant ce temps pris des initiatives intéressantes, mais sa jonction avec les coordinations sur l'emploi sera entravée par les pressions confédérales. Cette coordination n'aura de plus jamais eu l'audience de celles sur l'emploi, bénéficiant du prestige antérieur de Lip.

A partir de ce moment, les «conflits longue durée» vont doucement dépérir, ne plus jouer qu'un rôle très secondaire pour finalement presque tomber dans l'oubli.

Derrière ce débat d'idées qui s'est déroulé autour de ces coordinations, de ce qu'il fallait en faire, il y avait en fait la question de mars 78. Pour certains, il fallait trouver quelque chose pour tenir encore un an et demi. Ceux-là estimaient que c'est la victoire de la gauche qui permettrait de débloquer la situation de ces luttes sur l'emploi.

A l'inverse, d'autres, (comme les

militants CGT de l'Imro qui n'avaient guère d'illusions sur la gauche, ayant d'ailleurs dû affronter la répression du PCF dans la conduite de leur lutte), il s'agissait de définir des perspectives de lutte immédiates.

Le 7 octobre 1976

Cette journée d'action du 7 octobre ne pouvait pas être assimilée aux autres journées de diversion habituelle des confédérations. Ceci pour plusieurs raisons :

C'est une action comprise par les travailleurs comme une riposte contre le premier plan Barre.

C'est la première action d'ampleur de la rentrée.

C'est une grève générale à laquelle sont appelés les travailleurs.

Dès les premiers jours d'octobre, il est clair que cette journée de grève sera massivement suivie. Les travailleurs saisiront là l'occasion de manifester leur colère contre le plan Barre.

Du côté des syndicats, dans un premier temps, c'est la division : face aux tentations giscardiennes de la social-démocratie, les révisionnistes veulent montrer qu'ils sont les plus forts dans la classe ouvrière, qu'aucune combinaison électorale ou gouvernementale incluant la gauche, ne peut se faire sans leur approbation. C'est ce qui explique que la direction CFDT ne se rallie au mouvement que contraint et assez tardivement.

Plusieurs aspects intéressants furent notés dans cette journée :

— Elle fut effectivement massivement suivie ; la plus grande mobilisation depuis 1968. Dans toute la France, d'imposants cortèges défilèrent pendant des heures.

— La dimension ouvertement politique apparaissait au sein des manifestations : ce qui était visé très directement à travers le plan Barre, c'est plus profondément, la politique giscardienne, dans son ensemble. Les mots d'ordre scandés dans les manifestations l'indiquaient assez nettement.

— Des franges importantes de travailleurs ont manifesté clairement dans le cours même du 7, leur volonté d'aller plus loin, de ne pas en rester à cette journée. Même s'il est bien certains que les partis de

gauche et surtout les révisionnistes pesaient d'un poids important dans les cortèges, une partie non négligeable des manifestants, surtout dans les cortèges ouvriers, affirmaient nettement plus que ça n'avait été le cas auparavant, leur volonté de lutter : «*N'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68*» fut un mot d'ordre très repris dans de nombreuses villes.

Mais cette voie de l'offensive ouvrière contre le plan Barre présente dans les cortèges du 7 octobre sera finalement battue.

La très grande pression des directions syndicales, l'incertitude d'une partie importante des travailleurs face à la montée du chômage, l'indécision, le manque de coordination des syndicalistes qui s'étaient fait l'écho des débrayages massifs des travailleurs, la trop grande faiblesse numérique d'une force révolutionnaire conséquente, n'ont pas permis de matérialiser les possibilités réelles d'actions les jours qui ont suivi le 7 octobre. Le mouvement n'avait pas suffisamment gagné de force et d'autonomie par rapport aux tactiques des partis de gauche. Le 7 octobre fut donc sans suite, ou presque. Quelques luttes éclatèrent néanmoins et la question de coordinations régionales de ces luttes fut posée. Par exemple à Besançon. Mais là encore, les limites surgies antérieurement sur ces coordinations les empêchèrent de déboucher.

La série des journées confédérales

A partir du 7 octobre, les directions syndicales ont mis au point toute une série de journées d'action visant un double objectif : servir de soupapes de sécurité tout en donnant l'illusion qu'elles voulaient la lutte. «*Ne pas attendre 78 l'arme au pied*», comme disaient les révisionnistes. Car il était clair pour les directions syndicales que plus rien d'important ne devait se passer sur le front des luttes jusqu'à mars 1978.

Malgré cela, des journées régionales convoquées sur le thème «*Vivre et travailler au pays*», le 24 mai 1977 se traduisent par des mobilisations importantes comme par

exemple à Nantes, où plusieurs dizaines de milliers de travailleurs venus de toute la Bretagne défilèrent plusieurs heures.

L'année 1977 sera une sombre période sur le front des luttes. L'élan du 7 octobre 1976 brisé, les directions syndicales ont épuisé les travailleurs dans des journées dites «d'action» à répétition soi-disant pour «accumuler des forces». C'est évidemment le contraire qui se produit et c'est en pleine connaissance de cause que les directions syndicales suivent cette tactique. Tout au long de l'année 1977 se poursuit le débat parmi les travailleurs sur mars 1978. Parmi les grandes questions qui sont au centre de ce débat, deux thèmes sont présents en permanence : premièrement la gauche accordera-t-elle des revendications que la droite refuse ? Deuxièmement avec la gauche au pouvoir, est-ce que ce sera plus facile de lutter contre les patrons ? Si une réflexion, une confrontation de points de vue riche, continue de se dérouler pendant cette année 1977, l'éclaircissement politique nécessaire ne sera pas suffisant pour permettre une certaine reprise des luttes. Pourtant, les révisionnistes sont parfois contraints de manœuvrer en recul. C'est le cas par exemple à propos du mot d'ordre «*Ne pas attendre 78*» qu'ils reprennent à leur compte en le transformant en «*Ne pas attendre 78, l'arme au pied*». On mesure là, toute la différence entre les aspirations d'une frange des masses à la lutte et la tactique révisionniste.

Pourtant, la réflexion engagée après le 7 octobre sera poursuivie. Bien des traits nouveaux apparus dans les luttes d'après mars 78 en sont des conséquences.

Il y aura cependant quelques luttes que les directions syndicales auront du mal à étouffer. Fin 77 et début 78, dans différents secteurs, des grèves relativement dures éclateront : à Michelin sur les conditions de travail ; chez Dubigeon, à l'EDF, aux PTT, pour l'emploi et les salaires. On est à trois mois des élections. Les directions syndicales prises de court dépenseront une énergie considérable pour empêcher que ces luttes ne se développent. Ce sera le sabotage ouvert, les appels même plus déguisés, à la reprise du travail sans avoir obtenu la moindre revendication.

Quelques grèves pré-électorales

Quelques jours seulement avant le premier tour des élections, une dizaine de grèves se déclencheront ; dans plusieurs usines (Général Motors, RPT Colmar, Bousois Maubeuge...) et sur plusieurs chantiers de centrales nucléaires. A ce moment, la gauche est donnée largement gagnante et dans ce cas, il est promis une substantielle augmentation de tous les salaires. Or, c'est précisément pour l'augmentation des salaires que sont entrés en grève les travailleurs de ces usines. A moins de deux semaines des élections.

Les partis de gauche, comme de droite, les médias tenteront d'étouffer ces luttes dans le fracas de la campagne électorale qui bat son plein. Pourtant, elles ne passeront pas inaperçues. Elles préfigurent l'offensive de l'après-mars.

L'essor du printemps 78

La défaite de la gauche aux élections va ouvrir une situation nouvelle du point de vue des luttes. L'impasse dans laquelle les partis de gauche se sont fourvoyés apparaît plus nettement. Le butoir que représentait mars 78 saute et avec lui, tous les arguments ressassés pendant des mois par les directions syndicales. C'est le vide politique. Une frange assez large de syndicalistes se retrouve désemparée au lendemain des élections. La vague de désillusion englobe tout un éventail, allant des directions syndicales jusqu'à des organisations se réclamant de l'extrême-gauche. Selon eux, la classe ouvrière a subi une défaite dont elle aura beaucoup de mal à se remettre. Aussi sont-ils très surpris lorsque, partant de l'atelier des grandes presses de Flins, la grève gagne Cléon et s'étend à toute la Régie. Puis, ce seront les travailleurs des Arsenaux et de Moulinex qui entreront en lutte.

Après une brève période de réflexion dès le courant de mai, des petites luttes avaient commencé. Le réveil, c'est surtout Renault, les

Arsenaux, Moulinex. Ce sont les revendications salariales, les avantages acquis et les conditions de travail qui sont au centre des revendications. Dans le même temps, les travailleurs de Bousnac luttent pour leur emploi.

Dans ces luttes, une partie des travailleurs discute du changement de société. Tout le débat de la campagne électorale, et même avant, réapparaît, mais dans des conditions nouvelles. Les perspectives des partis de gauche ont momentanément fait faillite : maintenant, ils se renvoient la responsabilité de l'échec et les directions syndicales leur emboîtent le pas. Les luttes de cette période apparaissent nettement en contrepoint, en décalage complet avec les préoccupations des états-majors politiques et syndicaux de gauche. Dans ces conditions, des flottements, des hésitations, des contradictions apparaissent de la part des directions syndicales. Visiblement, elles ne savent pas très bien que faire de ces luttes tout en se disputant continuellement leur direction.

Dans ces conditions, on voit apparaître des aspects nouveaux positifs parmi les travailleurs en lutte.

— Une combativité importante qui se marque par exemple par la réoccupation par deux fois de l'atelier des grandes presses à Flins, ou par la riposte spontanée et massive des travailleurs caennais autour des ouvrières de Moulinex agressées par des fascistes.

— Une forte aspiration à l'unité. Les directions syndicales qui suscitent les divisions sont vertement critiquées par de nombreux travailleurs. C'est le cas à l'Arsenal de Brest par exemple.

— A l'intérieur même des syndicats, y compris dans les «structures», les aspirations à la lutte et à l'unité ont des répercussions. Nombre de militants n'hésitent pas à critiquer ouvertement et publiquement leurs directions et à prendre les luttes en mains quand celles-ci se dérobent. C'est le cas à Renault-Cléon, tant à la CGT qu'à la CFTD.

— De nouveaux militants se dégagent, parmi les travailleurs en grève. Et, ce qui est le plus important, on ne se contente plus de critiquer les directions syndicales ; la question est posée, parfois clairement, de «virer ceux qui ne font pas leur boulot» pour

les remplacer. On voit cela à Cléon, mais aussi à Moulinex-Caen, et dans d'autres usines en grève.

La vague de lutte se prolongera jusqu'aux premiers jours de juillet. Surprises au début, les directions syndicales reprendront progressivement pied et feront reprendre le travail petit à petit. Jamais, elles ne prendront l'initiative. Par exemple, sur Renault, alors qu'il y avait des conditions favorables et que dans d'autres secteurs (Berliet, Saviem...) il y a une attention certaine à l'évolution des choses, rien ne sera fait pour résoudre les problèmes posés dans ces grèves et aucun mot d'ordre d'ensemble ne sera proposé par les directions syndicales. Une fois de plus, elles portent la responsabilité des échecs. Cependant, leur rôle dans ces grèves est apparu plus largement qu'auparavant.

Les luttes des travailleurs immigrés

Commencée en 1975, la grève des loyers dans les Foyers Sonacotra continue encore aujourd'hui. Cette lutte sur le point particulier que constitue le logement a fait progresser de manière spectaculaire la conscience de classe des travailleurs immigrés.

— Pendant ces années de lutte, les travailleurs immigrés ont dû faire face, seuls, à de nombreuses difficultés (divisions, répression, démobilisation...) ; ils ont traversé des périodes extrêmement difficiles, comme par exemple après l'expulsion de leurs 16 camarades en avril 1976. Malgré cela, ils ont tenu, ils ont surmonté de nombreuses difficultés. Ils ont étendu la lutte à d'autres foyers à travers la France, Sonacotra, AFTAM, AFRP, Logirep...

— Les vieilles divisions entretenues par la bourgeoisie entre races, tribus, clans, castes ont été combattues efficacement par ces années de lutte commune.

— Pour organiser leur lutte, la diriger, les travailleurs immigrés se sont donnés des structures démocratiques, représentatives de tous ; comités de résidents dans chaque foyer, comité de coordination

composé de délégués de chaque foyer. Ils ont toujours veillé particulièrement à conserver une totale autonomie de lutte et de décision. C'est la raison principale de la vigueur et de la durée de leur lutte.

— Les dizaines de tentatives qu'ont faites les révisionnistes, soit pour couler la lutte, soit pour s'imposer à sa direction, ont toutes été déjouées par les travailleurs immigrés. Dans le cours de la grève, les révisionnistes se sont complètement discrédités ; aujourd'hui dans la majorité des foyers en grève, ils ne peuvent mettre les pieds. La prise de conscience de leurs manipulations est un phénomène important dans les foyers en grève.

Malgré les acquis extrêmement importants de cette lutte, une large unité ne s'est pas encore largement réalisée avec les travailleurs français. Les conditions de logement des uns et des autres étant très différentes, la question de savoir si cela était possible, reste posée. Le manque de mobilisation de la classe ouvrière française pendant cette période a de plus lourdement pesé. Mais, dans les luttes de ces deux années, dans les usines, les travailleurs immigrés ont pris toute leur place aux côtés de leurs frères de classe français. C'était particulièrement le cas chez Renault au printemps 78. Sur le terrain de la lutte à l'usine, l'unité français-immigrés s'est réalisée facilement.

La lutte des travailleurs immigrés dans les foyers, la place qu'ils ont tenue dans les grèves d'usine, indique la part croissante que prend la partie immigrée de la classe ouvrière dans le développement de la lutte de classe en France.

Les luttes depuis les élections

Depuis la rentrée, la politique d'austérité s'est encore aggravée pour les masses populaires. Alors que les salaires restent toujours bloqués pour l'essentiel, le taux de chômage a connu une aggravation considérable, il a pris des proportions dramatiques. Cette accentuation de l'austérité provoque un grand mécontentement parmi les

travailleurs. Si l'on n'a pas vu se développer une vague de luttes à résonnance nationale comme au printemps avec Renault et les Arsenaux, il n'en reste pas moins qu'il y a eu de nombreuses grèves depuis la rentrée : souvent dans des petites ou moyennes entreprises ou dans des secteurs de grandes usines, c'est par centaines qu'on les dénombre. Par ailleurs, des mouvements de type « journée d'action » ont eu lieu dans de grands secteurs comme les PTT ou la SNCF. Ils ont connu une participation relativement élevée malgré le peu de confiance qu'une large frange de travailleurs de ces secteurs ont dans l'efficacité de ce type d'action.

Tout cela témoigne d'une réelle combativité chez les travailleurs qui a permis d'arracher dans certains endroits des revendications non négligeables.

En même temps, un débat assez profond se déroule dans une partie importante de la classe ouvrière. D'un côté la méfiance envers les directions syndicales s'est accrue, surtout à partir de leur attitude pendant la campagne électorale de mars. D'autre part, l'idée de rassembler les forces, de s'unir pour lutter a progressé.

Témoin de ce débat, de cette recherche de perspectives crédibles de lutte, la situation dans les PTT et particulièrement, dans les Centres de tri où le mécontentement généralisé et l'incontestable volonté de lutte ne se concrétise pas encore dans des actions plus larges pourtant jugées nécessaires par une large frange de postiers.

Au Puy par exemple, des militants de sections syndicales différentes, passant outre à l'attentisme confédéral, ont entrepris de rassembler tous ceux qui veulent lutter contre le chômage. Ils doivent faire face aux divisions entre travailleurs actifs, travailleurs en lutte, chômeurs. L'unité avance à petits pas, mais l'idée du regroupement trouve un écho certain parmi les travailleurs.

Surmonter la politique de division de la bourgeoisie

S'il est clair que les partis de

gauche et les confédérations syndicales ont réussi à étouffer le développement des luttes, il faut toutefois prendre en compte la façon dont a pu peser la politique de crise de la bourgeoisie sur ce développement.

Comment, notamment, le recours massif aux diverses formes de chômage pour restructurer l'économie française a-t-il pu dresser momentanément certains obstacles aux luttes ?

La classe ouvrière après s'être battue avec force au début des années 1970 contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail se trouve progressivement dans une situation où il faut en plus, nécessairement mettre à l'ordre du jour dans un très grand nombre de secteurs, la lutte contre les diverses formes de chômage. La nécessité de s'opposer au chômage ne se pose plus en effet de façon ponctuelle dans telle ou telle usine, mais les 1,5 million à 2 millions de chômeurs se répartissent largement sur l'ensemble des branches, des régions, des diverses couches de la classe ouvrière, depuis le jeune sortant de l'école jusqu'au vieux travailleur proche de la retraite.

Même les travailleurs actifs sont plus ou moins touchés soit par l'intermédiaire d'un membre de la famille, soit par un emploi dont l'avenir n'est pas assuré, soit de toute façon par les indemnités même insuffisantes des chômeurs que la bourgeoisie fait supporter collectivement à l'ensemble des travailleurs.

Devant cette situation nouvelle qui tend à modifier progressivement sa propre physionomie en travailleurs actifs et travailleurs touchés par le chômage, la classe ouvrière n'a pas encore surmonté tous les obstacles qui en découlent.

Des expériences nombreuses et riches ont déjà été faites dans la lutte contre le chômage sous ces formes diverses.

La forme de lutte de Lip en 1973 « on produit, on vend, on se paie » a été reprise dans de nombreuses actions contre les licenciements où les conditions étaient réunies pour une lutte offensive.

Des luttes associant assez large-

ment la population dans des régions massivement touchées par les licenciements, comme celles des travailleurs des anciennes usines Boussac dans les Vosges, ont accumulé une expérience intéressante.

Des luttes coordonnées sur une même ville comme celles d'Elastelle et des Tanneries du Puy, ont avancé dans la réalisation d'une unité syndicale sur des objectifs offensifs.

Diverses expériences d'organisation des chômeurs dispersés, comme les luttes pour les transports gratuits commencent à fournir des perspectives à ces travailleurs placés dans une situation difficile.

Les luttes dans les CET et lycées de certaines régions posent la question du chômage qui attend de nombreux jeunes sortant de l'école.

Ces diverses expériences constituent un acquis précieux pour l'ensemble de la classe ouvrière, il reste néanmoins des obstacles très importants à un plus large développement des luttes.

La bourgeoisie, elle, bénéficie d'une expérience de division des travailleurs largement favorisée par le rôle des partis de gauche : elle étale les licenciements autant que la situation le lui permet, elle répartit différemment les indemnités parmi les travailleurs, elle favorise l'isolement des travailleurs touchés par le chômage, elle joue sur la situation difficile de nombreuses familles, elle répand sa propagande sur la nécessité du chômage et calomnie les chômeurs, elle tente de diviser les travailleurs actifs entre intérimaires et ouvriers sous contrat à durée limitée et embauchés définitifs.

Face à ces divisions, le rôle des communistes, est de dénoncer cette politique de la bourgeoisie et de favoriser le développement des expériences de lutte contre le chômage, de luttes communes entre actifs et chômeurs, d'aider à ce que l'expérience des travailleurs les plus avancés puisse être synthétisée et appropriée progressivement par de plus larges couches de la classe ouvrière.

Il faut également veiller à combattre d'autres formes de division des travailleurs que la bourgeoisie cherche à provoquer, notamment celle entre travailleurs français et travailleurs immigrés et celle entre

travailleurs du secteur privé et ceux du public comme la SNCF, les PTT ou l'EDF que la bourgeoisie calomnie à chacune de leurs grèves.

Ainsi, la période allant de juin 1976 à la rentrée 1978 est caractérisée dans son ensemble par une pause par rapport aux années précédentes avec une rupture assez nette au lendemain des élections.

A partir du 7 octobre, l'attraction de la perspective électorale du Programme commun s'est faite de plus en plus forte, semant la confusion chez une partie importante des travailleurs et des militants syndicaux qui se posaient sérieuse-

ment la question de l'offensive quelque temps auparavant.

Il aura fallu attendre la défaite de la gauche aux élections de mars 1978 pour voir renaître des luttes offensives à Renault, Moulinex, aux Arsenaux et à la rentrée de septembre avec des luttes nombreuses dans beaucoup d'usines et dans les centres de tri postaux ou à la SNCF...

Dans cette nouvelle période, l'affrontement entre les travailleurs et les directions syndicales révisionnistes et réformistes apparaissent à nouveau au grand jour. L'absence de réactions aux plans Barre a accumulé pendant des mois un potentiel de révolte réel.

Le travail syndical

Depuis 1976, les Confédérations syndicales CGT et CFDT ont vu leurs interventions respectives, leur unité et leurs tensions internes évoluer en fonction des contradictions entre les partis de gauche. La mise en place successive des plans Barre et leurs implications (chômage, hausse des prix, blocage des salaires, détérioration des conditions de vie et de travail, répression anti-syndicale et anti-ouvrière) n'a, de fait, trouvé aucune réponse syndicale qui vaille. C'est dans cette période 76-78 qu'on a pu assister à un développement de la «chasse aux sorcières» contre les opposants syndicaux et à une mise en cause par les confédérations de toute forme offensive de coordination directe des luttes des travailleurs. Dans ces conditions, il va de soi que certaines sanctions concrètes apparaissent et forment une partie du bilan ouvrier de ces deux années.

— Croissance assez nette de la contestation interne dans la CFDT (où ce n'est pas neuf, mais plus vif cependant) et surtout dans la CGT (pour la première fois, depuis bien longtemps) !

— Une désyndicalisation de plus en plus sensible marquée de nombreux secteurs.

Divers facteurs sont en train de modifier les rapports des travailleurs aux syndicats : la tactique d'étouffement quasi systématique des luttes

par les confédérations, leur liaison avec les partis de gauche vaincus aux élections, la présence dans la plupart des entreprises de sections CGT et CFDT qui s'opposent très souvent, le faible développement des luttes au cours des années 1976 à mars 1978, les difficultés d'obtenir des résultats revendicatifs face à la politique gouvernementale actuelle, le renouvellement de l'ancienne génération de travailleurs issue de 1936 et de la Résistance.

La problématique du PCF et du PS dans les syndicats a considérablement détérioré la confiance des travailleurs, au point que même là où une pratique correcte est menée, la syndicalisation devient difficile.

Cette méfiance accrue envers les syndicats rend plus difficile la manipulation directe des travailleurs par les partis de gauche, mais en contrepartie, elle a pour effet d'augmenter la désorganisation face à la bourgeoisie.

Ainsi voit-on, au terme de cette période écoulée depuis 1976, tout à la fois la situation plus complexe et plus favorable, pour autant qu'on réponde à la responsabilité accrue du travail révolutionnaire dans les syndicats et que la contestation, prenant conscience d'elle-même, se développe en opposition plus ferme et plus unifiée au sein des confédérations syndicales CGT et CFDT.

La CFDT

Au lendemain de son congrès d'Annecy en 1976, la CFDT apparaissait en proie à des tensions politiques importantes qui, depuis, n'ont fait que croître et rendre plus complexe sa vie interne et plus aléatoire son intervention auprès des travailleurs. Terrain de manœuvres privilégié de la social-démocratie (toutes tendances assemblées), la Confédération a connu également un vif conflit — non tranché — entre ce courant réformiste dominant et une opposition syndicale à la recherche de l'alternative révolutionnaire.

Depuis octobre 1976, on a vu se dessiner une escalade «contre le gauchisme et le basisme» (rapport Hureau-Decaillon : «Faire face à toute tentative de débordement»). Elle passait rapidement de la polémique et des mesures conservatrices en vue du Congrès de 1979 (restriction du rôle des sections d'entreprises et petits syndicats, bureaucratisation accrue dans le processus de débat, accroissement du contrôle centralisateur) à des attaques concrètes contre les structures syndicales combattives. Et cela a été les «affaires» : celle de l'UL 8^e-9^e de Paris, des UD de Gironde, Haute-Marne et du Rhône, de l'UL de Bagnols-sur-Cèze, des syndicats Berliet, PTT du Rhône et BNP-Paris, de la Fédération de l'Équipement...

Au gré des affrontements, parfois extrêmement tendus, entre les «normalisateurs» de la CFDT et des organisations de fait oppositionnelles, de nouvelles données se sont faites jour. Le CERES a peu à peu joué à fond la carte de la répression syndicale et même les désillusions électorales de 1978 aidant, ont amorcé un rapprochement avec la majorité confédérale de Maire. Pour ne pas arriver au 38^e Congrès CFDT de Brest laminé, isolé, ce courant, bien représenté par l'Union Régionale Rhône-Alpes ou la Fédération PTT, a engagé une «remise en cause» des orientations qui, en 1976, le faisaient encore passer pour contestataire (ou proche de l'être) sous l'étiquette de «Contribution».

De la condamnation des coordinations de luttes de 1976, au «réalisme syndical» du Rapport Moreau et des «négociations tous azimuts» enga-

gées par Maire (ou des Fédérations comme la Métallurgie et la Sécurité Sociale), en passant par la litanie des journées d'action sans succès ni lendemain, l'évolution négative de l'orientation confédérale CFDT vers un plus profond réformisme a donc été peu à peu partagée par des organisations qui lui étaient autrefois opposées.

Dans ce contexte, tout rappel des principes de lutte dure et démocratique qui faisaient l'acquis de la CFDT depuis 1968, les grèves d'O.S. de 1971 à 1973 et Lip, a pris figure d'«audace» contestatrice... Le poids des appareils syndicaux a pesé plus que jamais à l'encontre de l'action de classe. Certains responsables sociaux-démocrates de la CFDT se sont lamentés face aux luttes du printemps 1978, après les législatives de «ne pas pouvoir négocier le ras-le-bol» et ont condamné à l'étouffement le conflit Renault (jugé «insaisissable, disproportionné»).

Il en est résulté d'un côté un certain tassement de voix aux élections professionnelles (Renault-Cléon, Cégédur Angers, Peugeot Sochaux, Printemps...). On a vu aussi, là où la «normalisation» s'était faite sentir, un recul en adhérents (par exemple à Berliet Vénissieux où la CFDT était déjà peu représentative, elle enregistre une perte de 155 cartes, depuis les exclusions de militants jugés «gauchistes»).

Mais d'un autre côté, des syndicalistes affirment la volonté de développer les acquis de lutte de classes imposés dans la pratique CFDT au fil des années par de nombreuses sections et unions : conduite démocratique de l'action et de la vie syndicale, unité-syndicale CGT - CFDT sur des bases conformes aux intérêts des travailleurs, solidarité et coordination des luttes, unité populaire autour des conflits...

L'âpreté de la lutte se marque déjà dans de nombreux congrès d'Unions départementales (Paris, Rhône, Isère...) ou de fédérations (Alimentation, Finances, Banques...), où l'orientation réformiste y est mise à mal et où il commence à se dessiner une opposition consciente de ses tâches, s'attachant à définir des contre-propositions d'actions, de fonctionnement et d'orientation stratégique. Dans ces batailles où se joue le dégagement d'une alternati-

ve syndicale, nos camarades s'impliquent au maximum et affirment les perspectives révolutionnaires du Parti.

La CGT

Elle a suivi et subi les à coups de la politique révisionniste menée par le PCF, au nom du Programme commun d'abord, puis — après la rupture de l'Union de la gauche — sous couvert des options CGT elles-mêmes.

Au moment où se discute son 40^e Congrès confédéral, la première centrale syndicale de France est en difficulté. Non pas que la montée d'une contestation PS, jusque dans ses organes de direction nationaux, cause beaucoup d'inconvénient en soi, mais parce que dans le même temps de très nombreux travailleurs, adhérents et électeurs CGT, s'interrogent.

La vie syndicale appelle de sérieux renouvellements. Les déboires rencontrés aux élections professionnelles et dans le recrutement exigent un examen approfondi de la ligne et des méthodes suivies. Quant aux «modèles» politiques (le Programme commun et la référence à l'URSS) ils sont l'objet de remises en cause importantes... Voilà bien le résultat vivant de ces années passées — de 24 heures de grève sans perspectives en manifestations «presse-boutons» — au service, de fait, des objectifs et des querelles du PCF.

Pour appuyer les projets du PCF en 78, la direction confédérale et les nombreux militants influencés par le révisionnisme, ont dû — à l'image du parti de Marchais — opérer des virages successifs. Passant par exemple du «document CGT sur l'énergie» (soutien au programme nucléaire de la bourgeoisie !) à une vigoureuse dénonciation des «méfaits de la pollution» (texte du Congrès de Grenoble de 78). De même il a fallu passer des attaques les plus grossières contre «les réformistes autogestionnaires de la CFDT», à la mise en avant d'un certain type de «conseils d'atelier» (le temps d'une élection !) et même des propositions de resserrement de la sacro-sainte échelle hiérarchique... Il est sûr que cette gymnasti-

que syndicale a fait réfléchir plus d'un. D'autant que le bilan d'échec des luttes, sacrifiées pour «attendre 78», rapporté à celui de la gauche aux législatives, amène de nombreux militants à s'inquiéter, même parmi les plus influencés jusque là par les orientations et l'électoratisme du PCF.

En chute avec une belle régularité depuis dix ans (68 - 78) les effectifs de la CGT viennent sanctionner les errements d'une telle politique révisionniste (700 000 adhérents en moins sur cette décennie). La perte globale (sur 640 000 travailleurs du secteur privé) enregistrée en mai 78 s'élevait à - 1,85 % des suffrages. L'opération dite «1 000/6 = vers les 3 millions d'adhérents» laisse la confédération loin du compte (aux environs de 1 700 000 cartes). Baisse du recrutement et mauvais scores aux élections professionnelles sont aussi une réponse à ceux qui cherchent encore à affirmer que «la CGT ne s'est pas trompée et n'a jamais trompé les travailleurs» : à Renault, à la SNIAS, à la SNCF, aux Houillères de Lorraine comme dans les grands magasins parisiens ou chez Michelin, la CGT recule et cela a une signification.

C'est sans aucun doute pour cela que la Confédération après mars 78 s'est efforcée de moins se compromettre que la CFDT dans la politique contractuelle tout azimut recherchée par le gouvernement. C'est bien là la raison également de l'annonce d'un congrès «novateur et audacieux» en 78.

Pour régler les contradictions force est bien aujourd'hui d'ouvrir quelque peu les portes aux militants les plus dynamiques, les plus liés aux travailleurs et souvent porteurs de leurs critiques. Dans la métallurgie, le bâtiment, la fonction publique... on fait monter de nouveaux responsables, on s'efforce de fonctionner plus collectivement. Des militants essayent de faire que la «démocratie syndicale» ne reste pas un vain mot et que la mainmise du PCF sur le syndicat recule, ou soit moins pesante au moins. Faute de perspectives les Séguy et Krasucki tentent de mettre en avant des objectifs de lutte immédiats avec un langage «durci». Mais la volonté de nombreux syndiqués de les prendre au mot est profonde. Et le débat ouvert avec la question de la participation CGT à la Fédération syndicale Mondiale (largement aux ordres du

social-impérialisme) oblige à aller bien au delà.

La CGT et les pays de l'Est

La question des rapports entretenus par la Confédération CGT avec la Fédération syndicale mondiale (dont elle demeure membre au terme du 9^e congrès international, tenu à Prague, 10 ans après l'invasion social-impérialiste en Tchécoslovaquie) a servi de support à une discussion en fait centrée sur la nature actuelle de l'URSS et les références cégétistes au socialisme... Pour de nombreux syndiqués, membres du PCF compris, les révélations successives des dissidents polonais, soviétiques et tchécoslovaques (certains opposants ont pu rencontrer une délégation confédérale conduite par René Duhamel, en avril 78) et leur réflexion propre — nourrie tant par les récits de visites en URSS que par leurs lectures et débats — ont amené un début de remise en cause. Pour le moins, c'en est fini de l'inconditionnalité du soutien à Moscou et aux pays du Pacte de Varsovie ! Le « modèle » soviétique, s'il n'est pas totalement rejeté, est suspecté. Il est normal désormais de s'interroger...

Du point de vue du débat de masse parmi les militants CGT, la porte est donc ouverte à une offensive, nécessairement patiente et argumentée, pour faire toucher du doigt la nature contre-révolutionnaire, capitaliste d'Etat, du régime soviétique, pour accuser et isoler le social-impérialisme. La question de son rôle en Afrique et des activités de ses hommes de main cubains commence à former un terrain largement favorable, notamment vis-à-vis du problème érythréen. Mais la direction PCF de la CGT n'est pas prête à jeter tant de lest que ça ; elle soutient jusque dans le 40^e congrès de Grenoble (nov./dec. 78) la « détente » que préconise l'URSS. Elle affirme que le social-impérialisme et ses satellites sont des « pays socialistes qui représentent une force, qui contribuent au progrès de l'humanité et à la paix du monde » et que « la CGT se refuse à tout anti-soviétisme et combat les campagnes de calomnies systématiques visant les pays socialistes ». La conclusion propose de « poursuivre et approfondir les relations avec les syndicats des pays socialistes »...

Là sont les limites imposées par le révisionnisme au bouillonnement de réflexions critiques sur le socialisme et l'« anti-modèle soviétique », sur la réalité du social-impérialisme et de la dictature sociale-fasciste à l'Est !

Voilà pourquoi la question de ces liens maintenus avec le repoussoir soviétique et cette impossible défense de ces pays où en dépit des libertés bafouées et de l'exploitation ce serait « tout de même le socialisme », ouvrent aujourd'hui une brèche précieuse dans la domination du PCF sur la CGT et offrent un terrain privilégié de débat et d'intervention politique critiques.

Notre intervention

D'une manière générale, on doit souligner la progression d'ensemble qui a été effectuée dans les structures syndicales de direction et qui fait que plusieurs de nos camarades se sont trouvés en première ligne de nombreuses luttes syndicales de la période (Centres de tri PTT de la Région Parisienne, Jacquet, SNCF, General Motors, Berliet, Calberson...) et des affrontements internes aux Confédérations.

Par exemple, au niveau CFTD : l'UD 33, UD 69, UL 8^e-9^e Paris, UD 94, PTT du Rhône, et (dans une moindre mesure) groupe BNP...

Dans le même temps, au plan de la CGT, notre implantation se rééquilibre et nous permet, notamment dans la Fonction Publique et certains secteurs des Métaux et des Transports, d'accéder à des niveaux de responsabilités plus importants qu'auparavant.

Les paysans

La pénétration du capitalisme financier dans les campagnes connaît aujourd'hui une nouvelle accélération.

Giscard, dans son discours de Wassy, a nettement fixé l'objectif : « Faire de l'agriculture le pétrole de la France ». Y parvenir passe par une meilleure productivité, la bourgeoisie ne s'en cache pas ; elle

La constitution — à élargir et étoffer — de secteurs syndicaux du Parti aux différents échelons, dotés progressivement de moyens d'information, d'éducation et de concertation améliorés est de nature à consolider encore ces premiers acquis.

Mais beaucoup reste à faire et notamment pour concrétiser en adhésions et en regroupements stables, l'influence que le Parti est en ce moment en train d'exercer auprès de militants syndicalistes révolutionnaires. Nous ne devons pas ménager nos efforts pour unifier ce courant sur des bases de Front conséquentes, pour l'aider à se regrouper en opposition syndicale efficace et pour en amener une frange significative au marxisme-léninisme et dans les rangs du Parti.

Profondément écœurés par les pratiques manipulatoires, bureaucratiques et stériles des partis du Programme commun, mais aussi du trotskisme et de la social-démocratie de gauche, nombre de ces militants syndicalistes sont, à juste titre, d'une grande exigence sur la qualité des rapports Parti-masses et Parti-syndicats et sur la pratique de la ligne de masse.

La pratique de notre Parti doit être à la hauteur de cette exigence, et s'imposer aux yeux de tous comme nettement contradictoire avec les manœuvres bureaucratiques et manipulatoires des révisionnistes à l'intérieur des syndicats. On ne saurait envisager de construire notre influence dans les syndicats autrement que par une bataille politique menée pas à pas pour convaincre les travailleurs et les syndicalistes révolutionnaires.

veut, tout en augmentant la production, ne maintenir qu'une partie des terres cultivables (un cinquième environ) et faire passer le nombre d'exploitations de 1 200 000 aujourd'hui à 350 000 d'ici 20 ans.

C'est principalement par la mise en œuvre des « plans de développement » décidés par une commission de la CEE que doit s'effectuer la restructuration.

L'ensemble de la politique de prêts est aujourd'hui soumis au «plan de développement». Seuls les paysans qui seront en mesure de retirer des bénéfices de leur exploitation, et de les capitaliser bénéficieront de prêts à taux bonifiés.

L'introduction des «plans de développement» va aussi accroître le rôle des techniciens, des gestionnaires. Ce sont eux qui décideront de l'achat de telle ou telle machine, qui imposeront telle ou telle culture jugée plus rentable (tabac par exemple). Les paysans devront se plier à leurs choix. Ceux qui souscriront à ces plans, seront contraints de s'engager dans une agriculture intensive et de se suréquiper.

C'est le Crédit agricole qui est le maître d'œuvre de la restructuration en cours, en liaison étroite avec les trusts agro-industriels.

Le Crédit Agricole, dans la vie rurale, en général, agricole en particulier, tient aujourd'hui une telle place qu'aucun des aspects de la vie ne lui échappe (collectivité locale, associations, artisanat, tourisme, etc.).

● Les paysans pauvres, fermiers métayers, ou paysans propriétaires, les deux la plupart du temps, qui sont la grande majorité des paysans en seront les premières victimes. Leur capital d'exploitation est très faible. Les paysans pauvres ne tirent pas de profit capitalisable. Pour se moderniser ou acheter un lopin de terre, ils n'ont d'autre recours que l'emprunt. Depuis la mise en vigueur des plans de développement, le Crédit agricole ne leur accorde plus de prêt à taux bonifié. Ils seront obligés de recourir à des expédients pour sortir d'une mauvaise passe et de souscrire des prêts à des taux usuraires, ce qui précipitera leur ruine.

● Les paysans moyens-pauvres, fermiers ou paysans propriétaires, se distinguent des paysans pauvres par leur capital d'exploitation plus important (surfaces plus grandes, meilleur équipement...). En 1970, ils représentaient environ 25 % des exploitations. Bien que leur capital d'exploitation soit plus important, ils n'en tirent pas un profit qui pourrait être capitalisé. Dans bien des cas, pour faire face aux remboursements de leurs emprunts, ils sont obligés de liquider une partie de leurs exploitations. 30 % des exploitations sont classées «sur endettées» par le Crédit agricole, c'est-

à-dire que la liquidation de l'exploitation suffirait à peine à couvrir la dette des paysans moyens pauvres qui ne pourront plus bénéficier des prêts à taux bonifié du Crédit agricole. Comme les paysans pauvres, ils devront recourir aux prêts à taux usuraire et verront de ce fait leur situation s'aggraver. A terme, ce sont leurs exploitations elles-mêmes qui sont menacées.

● Les paysans moyens-riches. Ce sont souvent des exploitants modernisés qui disposent d'un important capital d'exploitation. L'évolution du capitalisme tend à scinder cette partie de la paysannerie en deux. Ces deux parties se développent en sens opposé :

— ceux qui ne disposent pas d'une capitalisation suffisante ou qui se trouvent dans des zones de production condamnées à terme n'auront pas droit aux plans de développement. Ils risquent de rejoindre à plus ou moins longue échéance les couches de paysans moyens-pauvres.

— ceux qui, au contraire, apportent les garanties suffisantes et qui peuvent devenir des paysans capitalistes industriels ; c'est autour d'eux que s'effectue la restructuration agricole en cours, bien que cette couche soit amenée au terme des premiers plans du développement à se scinder elle-même entre ceux qui, malgré les prêts, ne pourront faire face, et les autres.

● Dans la bourgeoisie agricole, il faut distinguer :

— les propriétaires fonciers qui vivent de la rente et qui ont tout intérêt à la hausse du prix de la terre.

— les capitalistes «agro-industriels» dont les exploitations sont d'énormes entreprises grosses consommatrices d'engrais, de machines... Ce sont eux et aussi les propriétaires fonciers qui emploient la plus grande partie des ouvriers agricoles permanents.

Un autre aspect de la pénétration du capitalisme à la campagne est réalisé avec ce que l'on appelle : l'intégration qui est entrée aujourd'hui dans une nouvelle phase, celle de la systématisation.

— L'intégration est née avec la nécessité historique pour le paysan d'augmenter son temps de travail pour pouvoir résister à l'exode. Le capitalisme s'est saisi de cette situation (qu'il a créée) pour s'accaparer ce surtravail.

— Pour la firme, cela correspond à augmenter son placement de

capital, lui assurer une rotation rapide (ce qui n'est pas toujours le cas en agriculture), s'assurer par contrat un approvisionnement régulier qui lui permet de tenir un marché, investir de nouveaux secteurs de la production. Les risques de la production sont supportés par le paysan lié par contrat à un capitaliste fort de la firme.

— Pour les éleveurs intégrés, dont beaucoup sont des paysans pauvres, le système signifie : endettement, contrôle tatillon de la firme, travail non rémunéré...

Face aux firmes intégratrices, de nombreuses luttes se sont déclenchées et ont abouti à des victoires par exemple contre la Wessafic.

Le marché commun

Dans les différents pays européens, la crise générale de l'impérialisme, son développement inégal, ont des répercussions sur l'agriculture.

L'Allemagne a mis à profit sa position dominante en Europe pour conduire à un rythme accéléré la concentration de son agriculture et constituer des unités de production compétitives.

Avec la Belgique et les Pays-Bas, l'Allemagne a assuré la plus grosse part des investissements communautaires dont les principaux bénéficiaires sont l'agriculture italienne (par le financement du programme de développement du Sud italien), ainsi que l'agriculture française (par le soutien à certains produits comme la poudre de lait ou le beurre).

Ce sont principalement les gros céréaliers, les betteraviers qui en ont profité : les marchés communautaires de blé et de sucre leur ont été grand ouverts ; d'autre part, ils ont reçu des subventions pour leurs exportations extra communautaires. Par ailleurs, les mécanismes de régulation du marché commun (comme l'institution du franc vert, des prix de soutien, la régulation des marchés, les subventions aux exportations) n'ont pu rétablir l'équilibre entre la production animale et viticole française et ses concurrentes hollandaise d'une part ou italienne d'autre part. Tel n'est cependant pas le but de ces politiques ; leur raison d'être est de rendre moins brutal et plus progressif l'affrontement des diverses agricultures européennes,

d'atténuer pendant un temps les inégalités entre les différents pays constituant le marché commun. A mesure que celui-ci se construit, ces différents mécanismes sont réduits, voire même supprimés, afin qu'à ce moment-là, les inégalités subsistantes jouent à plein et contribuent à éliminer les secteurs retardataires. C'est ce qui a commencé à se produire avec l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. Ainsi s'est faite la première remise en cause de la politique de soutien des prix agricoles, celle dont bénéficiaient les producteurs de lait ou de viande. L'élargissement à l'Espagne, au Portugal, à la Grèce va avoir des conséquences importantes sur la production fruitière et légumière ; il va accélérer la disparition des petits producteurs.

En 1958, la bourgeoisie a pu présenter la construction de l'Europe des Six comme «la solution» aux difficultés rencontrées par les pay-

sans. En réalité, le Marché commun a assuré à la bourgeoisie de nouveaux marchés pour certains de ses produits, tels que les céréales ou la production bétéri-vière ; c'est dans ces secteurs que la restructuration s'est menée le plus rapidement et que la compétitivité est la plus forte.

Aujourd'hui, pour les paysans pauvres et moyens-pauvres, les choses deviennent nettes, le Marché commun a été un moyen pour la bourgeoisie de moderniser, de rentabiliser son agriculture.

Jusqu'à la fin des années 60, le gouvernement a pu détourner la colère et la révolte des paysans pauvres vers les organismes communautaires. Des manifestations ainsi organisées à Bruxelles c'étaient les paysans riches qui bénéficiaient le plus largement. Cette situation s'est modifiée aujourd'hui. Lorsque les petits producteurs refusent la taxe de co-responsabilité sur le lait, c'est directement au gouvernement français qu'ils s'en prennent.

gnes de la bourgeoisie sur le thème de la sécurité, de la légitime défense, peut courir le risque de chercher refuge dans les ghettos que lui réserve la société capitaliste, en décomposition sur tous les plans. Dans ce cas-là, leur remise en cause de la société ne risque-t-elle pas, dans certains cas, de se voir privée des points d'appui à partir desquels elle pourrait se transformer en volonté de lutte et en conscience de classe ?

Donner confiance à de plus larges franges de la jeunesse, s'appuyer sur sa révolte pour opposer aux impasses idéologiques de la bourgeoisie, la perspective d'une transformation globale de la société, voilà ce qui se joue et se prépare aussi dans les luttes contre l'école capitaliste.

Car dans l'école, la bourgeoisie n'est pas restée inactive : quoi qu'elle en ait rogné les aspects les plus voyants (dossier scolaire,...) et qu'elle se soit débarrassée du même coup de son auteur un peu compromis, elle a commencé à mettre en œuvre l'essentiel de la réforme Haby, dont les effets les plus marquants se font désormais sentir : sélection hypocrite par le biais des nouvelles filières dites de soutien, démantèlement de l'enseignement professionnel public (refonte des CET, extension des CFA patronaux), extension des classes dites pré-professionnelles, suppression de postes et de classes avec surcharge systématique des effectifs, la tendance s'est accentuée à faire pour les fils de travailleurs une véritable école au rabais, où l'enseignement est limité à l'acquisition de savoir-faire élémentaires, à préparer la masse des jeunes à leur avenir d'OS ou de chômeurs.

Dans cette situation, le mouvement de la jeunesse scolaire a connu un développement plus limité dans les deux dernières années. Malgré la répression désormais plus systématique contre les élèves (renvois, pénétration à certaines occasions de la police dans des écoles, extension des pouvoirs des chefs d'établissement...), une frange nouvelle de jeunes s'est cependant dégagée à l'occasion d'un certain nombre d'événements nationaux (marée noire) ou internationaux (boycott de l'Argentine). Les mouvements en cours ont ainsi fait apparaître la volonté de lier la dégradation bien réelle des conditions de scolarisation à la question de l'avenir que réserve la société actuelle à la jeunesse. Dans plus

Le mouvement de la jeunesse

Depuis 1976, la bourgeoisie a poursuivi contre la jeunesse de notre peuple les attaques multiples qu'elle avait engagées dans la période précédente : les mille et un systèmes qui permettent la surexploitation des jeunes ont ainsi été développés sur une large échelle : stages à l'entreprise ou stages Barre au SMIC, exonération des charges sociales pour les patrons, développement des contrats «emploi-formation», autant de moyens par lesquels le gouvernement a dégraissé les statistiques de sans-emploi de près de 200 000 individus, livré aux entreprises une main d'œuvre abondante et à bon marché.

Le résultat, c'est que 800 000 jeunes de moins de 25 ans sont au chômage, qu'une frange plus nombreuse encore est condamnée à l'intérim et à l'instabilité professionnelle, se trouve déqualifiée, sous-payée, vouée aux travaux les plus pénibles.

Pour saisir l'important potentiel de lutte que constitue aujourd'hui la jeunesse ouvrière et populaire, il n'est qu'à regarder la place occupée par les jeunes travailleurs dans les grèves ouvrières du printemps,

à Cléon, à Moulinex, ou le rôle positif qu'ils jouent dans des mouvements comme celui des postiers.

D'une manière plus générale, l'école et la révolte des jeunes portent sur de nombreux aspects de la domination bourgeoise : refus dans certains cas du travail tel que le propose le capitalisme, mépris pour la hiérarchie bourgeoise, rejet des relations sociales et familiales réduites de plus par l'organisation de la société, révolte contre les forces de répression, autant de signes qui traduisent la crise idéologique profonde qui traverse la jeunesse.

Contradictoirement cependant, la situation extrêmement précaire de centaines de milliers de jeunes, assez dispersés et relativement coupés des travailleurs inorganisés, en raison notamment de la faiblesse de la syndicalisation des chômeurs ou des intérimaires, pose un problème dont il convient de prendre la mesure : une partie de la jeunesse populaire, soumise dans les quartiers à une intense répression, cible d'incessantes campa-

d'un cas, les élèves ont ainsi renoué avec des aspects positifs des luttes antérieures : contacts avec des travailleurs en lutte, débats sur le chômage, contre-cours, journées portes ouvertes, etc.

L'expérience faite dans le cours de l'action de ce que vaut le soutien des réformistes et des révisionnistes présents dans les syndicats de professeurs ou les groupements de parents, pourra aussi être une base favorable à l'apparition d'une frange révolutionnaire dans les écoles, à condition que l'isolement qui a résulté de ces multiples abandons ne conduise ni au découragement ni à des actions de type très minoritaire.

Alors même en effet que nombre de ces jeunes sont à la recherche de perspectives un peu nouvelles, les forces politiques qui faisaient jusqu'à présent de la jeunesse une base essentielle de leur développement ont connu un certain nombre de difficultés. Ainsi, l'organisation de jeunesse du PCF est-elle le lieu depuis près de deux ans d'une crise assez profonde : réduite à un rôle d'appoint pendant les deux campagnes électorales de 77 et 78, en rupture avec les mobilisations de cette période (marée noire, Argentine, stages-Barre), la JC est devenue le lieu de cristallisation des contradictions apparues au sein du PCF sous des formes assez ouvertes. La vive contestation interne qui la traverse a abouti, à maintes reprises, à l'initiative de sa direction, à des antagonismes ouverts, par exemple à la fête d'*Avant garde* où des militants qui prétendaient faire connaître leur point de vue ont dû s'affronter sérieusement au service d'ordre.

Le fait que cette contestation se soit fixée autour d'une critique encore partielle du révisionnisme, ne doit pas cacher que, quant au fond, nombre de militants sincères essaient de remettre en cause certains aspects de la ligne du PCF (abandon de la dictature du prolétariat, électoralisme, rapport au réformisme, modèle russe) et de son fonctionnement.

Autant de questions à partir desquelles ces jeunes, qui pensaient entrer dans une réelle organisation révolutionnaire, peuvent être gagnés à la perspective du socialisme et au marxisme-léninisme.

Pour toutes ces raisons, la relance de notre Union de la Jeunesse est une tâche importante. Sous la

direction du Parti, elle doit renforcer l'éducation de ses militants et de ses cadres, élargir ses rangs et préciser ses propositions politiques. De cela dépend le fait qu'apparaisse plus largement la perspective révolutionnaire aux yeux de cette partie de la jeunesse que ne satisfont plus la résignation et la facilité qui naissent de la décomposition sur tous les plans de la société capitaliste.

Les étudiants

De mai 68 à la grève de 1976 contre les décrets Soisson, la jeunesse étudiante a engagé de nombreuses luttes où elle a affirmé sa remise en cause du capitalisme et de son université.

Mais, en l'absence de perspectives politiques claires, cette révolte a souvent débouché, soit sur la marginalisation, soit sur l'intégration complète. Les obstacles sont nombreux qui freinent l'avancée des étudiants dans la voie révolutionnaire. Ces obstacles qui peuvent aller des doutes sur les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière au découragement face à la complexité de la lutte pour en finir avec la domination de la bourgeoisie, reposent sur l'influence encore grande de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise chez de nombreux étudiants. Cette situation est renforcée par le ghetto universitaire organisé par la bourgeoisie.

Mais cela ne signifie pas pour autant que la bourgeoisie ait mis un terme à la crise idéologique de la jeunesse intellectuelle. Le départ de nombreux étudiants dégoûtés de l'enseignement dès la première année, leur inquiétude par rapport à l'avenir qui les attend à l'issue de leurs études, le rejet du monde clos des campus et des cités universitaires sont autant de traits constitutifs du malaise qui traverse l'université.

Lors du mouvement de 1976 contre la réforme Soisson les étudiants ont réaffirmé avec force leur contestation de cette société, leur refus de l'avenir que leur réserve la bourgeoisie. En particulier au cours de cette lutte, l'idée que la classe ouvrière constitue la force la plus conséquente, la plus déterminée, la plus solide contre la bourgeoisie a fait son chemin. En grand nombre

les étudiants ont manifesté leur volonté d'aller vers la classe ouvrière, de la soutenir dans ses luttes.

Depuis le mouvement de 1976 aucune lutte d'ampleur ne s'est développée à l'université. Néanmoins un certain nombre d'étudiants aspirant à sortir du ghetto universitaire ont pris part aux mobilisations qui se sont développées contre le programme électro-nucléaire de la bourgeoisie par exemple.

Depuis l'échec du PCF aux élections de mars 78, une contestation accrue s'est développée au sein de l'UEC révisionniste, remettant en cause le fonctionnement bureaucratique du PCF et certains aspects de sa ligne politique notamment son analyse de l'Union soviétique.

Les communistes doivent se saisir de ces questions posées à l'intérieur de l'UEC pour éclairer la nature du projet du PCF et pour gagner à l'alternative révolutionnaire les étudiants influencés par les révisionnistes.

En s'appuyant sur les questions politiques que se posent une frange des étudiants, il est possible et nécessaire de développer une large activité révolutionnaire à l'université pour y engager la construction d'une véritable force communiste.

L'armée

Depuis notre deuxième congrès, les luttes engagées à l'intérieur de l'armée bourgeoise se sont poursuivies : elles sont désormais, quoique fragiles, une composante assez stable du mouvement de la jeunesse. Dans des conditions très difficiles, des centaines d'appelés ont continué à dénoncer les brimades, le racisme, les exercices inutiles et dangereux, les conditions de vie imposés aux soldats par la hiérarchie. A plusieurs reprises, ont été mis en évidence, par exemple à l'occasion des manœuvres en terrain libre, d'une façon assez concrète, les préparatifs de guerre civile, et dénoncées les aventures néo-coloniales de l'impérialisme français. Chaque fois que sont apparus dans les casernes des noyaux de remise en cause de l'armée bourgeoise, la Sécurité militaire n'a pas hésité à utiliser les méthodes les plus brutales pour procéder à des arrestations massives : recours au chantage, climat de délation, et

dans certains cas coups et brimades pendant les interrogatoires. Ainsi, cet été, plusieurs centaines d'appelés ont-il été condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement dans l'arbitraire le plus complet.

Cependant, un certain nombre d'aspects négatifs subsistent encore qui empêchent ce mouvement de se développer et de se consolider. Le fait de ne pas prendre en compte l'ensemble des données de la situation nationale et internationale, et en particulier la réalité des menaces que font courir à la paix en Europe les deux superpuissances, la tendance encore présente à n'opposer à l'autoritarisme de la

bourgeoisie qu'une vague contestation de l'armée ou de la discipline «en général», sont des facteurs qui entretiennent l'isolement de ce mouvement par rapport à la masse des appelés en ne répondant pas à l'ensemble des questions qu'ils lui posent : faut-il une armée ? Cette armée là précisément est-elle capable réellement de défendre le pays en cas d'agression ?

Pour peu que soit entreprise une étude un peu systématique des problèmes ainsi ouverts, les premières expériences montrent qu'un travail positif peut-être développé dans le cadre du mouvement des soldats, qui contribue à son développement et à sa consolidation.

A la femme au foyer, le capitalisme réserve d'autres chaînes : désignant le foyer comme son seul point d'attache, il la condamne à un travail qui, pour la société, ne vaut rien. Il l'isole de la vie de la société, des luttes, la rendant entièrement dépendante, et ainsi tente de l'asservir à ses propres exigences ; il rend ainsi sa participation aux luttes de la classe ouvrière plus difficile.

Cette condition d'exploitée qui est faite par le capitalisme aux femmes du peuple, est renforcée par la domination particulière que la bourgeoisie fait peser sur les femmes. Cette oppression spécifique, qui a servi à toutes les classes réactionnaires pour asseoir leur hégémonie, est modelée par le capitalisme, lui est étroitement liée.

Ainsi, les femmes par leurs luttes, ont imposé au capitalisme de nombreux reculs, arraché à la bourgeoisie certains de ses moyens d'oppression. La reconnaissance d'une quasi-égalité des sexes au regard de la loi, de leur participation à la vie politique, au regard du droit à l'instruction et au salaire, la reconnaissance, bien que non définitive et excluant les femmes immigrées et les mineures du droit à l'avortement et à la contraception en sont des aspects importants, bien que toujours remis en question et limités par l'idéologie dominante.

Les femmes

Rejetées par milliers vers leur foyer par le chômage, les femmes ont été durement atteintes par la crise. Envoyées depuis longtemps par le capitalisme dans les usines et les bureaux, particulièrement nombreuses dans les secteurs industriels «dits de pointe» et dans le tertiaire depuis la restructuration gaullienne, les femmes connaissent avec la crise, une aggravation de leurs conditions de vie et de travail. Constituant pour les 2/3, le long cortège des smicards, touchant bien souvent moins de 2 000 F par mois, elles sont, dans la grande majorité des cas, moins payées que les hommes pour un même travail : 30 % en moins en moyenne. Tandis que le pouvoir d'achat, lui, baissait ou stagnait, multipliant les difficultés.

Durement exploitées, les femmes sont aussi les premières atteintes par le chômage. Sous le prétexte que leur salaire ne serait qu'un «salaire d'appoint», non indispensable dans le ménage, elles se voient contraintes à travailler à mi-temps ou massivement licenciées. Mais la résistance est forte.

En effet, dans leur participation au travail, à la vie sociale, les femmes ont conquis une base à leur émancipation. Le refus manifesté par les ouvrières de Lip et d'autres usines, de cesser le travail pour retourner à leur foyer est une preuve de la signification profonde que malgré l'exploitation, le travail salarié revêt pour elles : apprentissage de la lutte et de l'organisation collectives contre le capitalisme, conquête dans le travail, dans le salaire, d'une égalité possible avec l'homme, insertion dans un travail social, dans des rapports sociaux qui tranche avec l'isolement, la dépendance de la femme au foyer.

Exploitées

Ouvrières spécialisées, elles forment la moitié des travailleuses d'usine, supportant ainsi la chaîne et les cadences, les longs trajets vers l'usine, les brimades et l'encadrement répressif de la maîtrise.

De plus en plus nombreuses à connaître les travaux parcellisés et monotones, les bas salaires des administrations et des bureaux, des pools de dactylos, les employées tendent par leurs conditions de travail et de vie, à se rapprocher de la classe ouvrière.

Exploitation, travail domestique... Pour des millions de femmes, il n'y a pas de choix. Ce sont les deux : aux heures de travail et de transport, viennent s'ajouter celles consacrées à l'entretien du foyer, créant ainsi, bien souvent, une double journée de travail, empêchant un véritable repos et constituant un obstacle à la participation de la femme à des activités sur son lieu de travail ou sur son quartier.

Opprimées

Comment, dès lors, caractériser l'oppression particulière qui pèse aujourd'hui sur les femmes de notre peuple ? C'est une oppression dont les manifestations sont étroitement liées à l'étape actuelle de développement du capitalisme et à l'ouverture d'une crise politique dans notre pays.

En effet, si les travaux ménagers, si s'occuper des enfants en bas âge est bien souvent entièrement l'affaire des femmes, la réalité de cette oppression réside moins dans la longueur, le caractère fastidieux, bien réels de ces tâches, dans la fatigue qui en résulte, que dans l'intensité de la contradiction où la bourgeoisie place aujourd'hui la femme : contradiction entre d'une part, le rôle économique, politique, social de plus en plus important joué par les femmes, l'évidence de son égalité possible avec l'homme, et d'autre

part, l'idéologie réactionnaire d'infériorité et de soumission de la femme, qui constitue un des aspects de l'hégémonie de la bourgeoisie.

Cette oppression spécifique revêt donc plusieurs dimensions :

— Tout d'abord, celle qui, de manière ouverte, apparaît dans sa dimension de classe : l'oppression nécessaire au capitalisme, pour obtenir des ouvriers et des ouvrières, des employées, le rendement maximum : l'oppression qu'exerce toute la hiérarchie des chefs et des contre-maîtres, à coups d'ordres et de menaces, de brimades qui, adressés à des travailleuses, sont souvent lestés d'une dimension sexiste. Cette oppression directement exercée par le capitalisme est l'oppression principale qui pèse sur les femmes dans notre société.

— D'autre part, la bourgeoisie s'appuie sur toutes sortes d'institutions, idées, habitudes qui ont permis aux classes réactionnaires d'assurer leur domination. Ainsi la division des tâches au sein de la société entre des tâches de commandement, de participation à la vie sociale et politique destinées aux hommes et des tâches d'entretien de la cellule familiale faisant moins appel à l'initiative pour les femmes est une idée que la bourgeoisie tente de perpétuer, car elle est un des moyens de sa domination de classe. De même, lorsqu'est refusée aux femmes du peuple, une information objective sur les moyens scientifiques de contraception, sur les techniques d'avortement, lorsque, malgré la loi Veil, plusieurs milliers de femmes du peuple sont contraintes de recourir à des méthodes dangereuses pour leur vie ou leur santé parce que les équipements n'existent pas et que les interruptions de grossesse, non remboursées, coûtent de 500 à 1 000 F, on voit bien tout l'intérêt qu'a la bourgeoisie à perpétuer l'obscurantisme, à proposer comme seul horizon à la femme, la famille, le foyer.

— Enfin, cette oppression comporte des aspects qui sont directement liés à la crise. L'utilisation massive de l'image de la femme «objet sexuel» par la publicité, la presse, le cinéma, l'étalage de plus en plus agressif de la pornographie constituent une de ces formes d'oppression : oppression morale qu'exerce un climat pesant, oppression physique de l'agression et parfois du viol. Perpétué par la

domination des classes réactionnaires, cette forme d'oppression est particulièrement exacerbée par la crise idéologique de la bourgeoisie. En étalant la pourriture de cette société, la crise donne à cet aspect de l'oppression de classe qui vise plus particulièrement les femmes, un caractère plus immédiatement perceptible, plus directement révoltant. Elle donne à des contradictions qui existent notamment au sein du peuple une acuité plus grande.

Ainsi, l'oppression spécifique que la bourgeoisie fait peser sur la femme, se manifeste sous des formes étroitement liées à la crise politique.

Le modèle qui a autrefois été une pièce maîtresse de sa domination de classe est aujourd'hui secoué sous l'effet de multiples contradictions.

Certes, bien que traversées de contradictions, de remises en cause, l'image traditionnelle de la femme, l'influence idéologique de la bourgeoisie sont encore largement présentes. Mais le poids pris dans l'oppression spécifique de la femme en particulier par la dimension idéologique de la crise actuelle, apparaît plus nettement et sous des formes nouvelles.

C'est ce poids qui, depuis une dizaine d'années, a servi de catalyseur à la formation de ce courant qu'on désigne sous le terme de «mouvement des femmes». C'est ce poids également qui en détermine les contours actuels.

Le mouvement des femmes

Avec le mouvement de mai 1968, le mouvement, l'organisation des femmes ont revêtu des aspects nouveaux. La remise en cause de certaines formes d'oppression, l'absence de prise en charge de la situation particulière faite à la femme dans la société capitaliste par les partis de gauche en particulier par le parti révisionniste, ont cons-

titué une double base à la structuration et à l'évolution de ce courant.

C'est à l'intérieur du MLF (Mouvement de libération de la femme), à composition principalement petite bourgeoisie, que s'est affirmé contre la tendance dominante du mouvement, le refus de l'identité des femmes au-dessus des classes. Cette première division en deux tendances, tendance dite «sexiste» et tendance dite «lutte de classes», devait voir cette dernière renforcer ses rangs et son audience dans les années 71-74 avec la création du MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et la contraception). S'affirmait ainsi une certaine volonté de liaison aux femmes du peuple. La constitution de «groupes-femmes» et de «commissions-femmes» syndicales dans les grands centres d'employés parisiens à la suite des grèves de 1974 devait contribuer à modifier la base de classe du mouvement, à y développer des idées nouvelles, à renforcer son audience, en particulier par une importante participation de femmes syndicalistes à la manifestation du 1^{er} mai 1977 sous la banderole : «Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes».

La faible structuration du mouvement, la division grandissante entre groupes d'entreprises et groupes de quartier, les difficultés rencontrées dans la clarification politique, limitent aujourd'hui son développement. Cependant, le «mouvement des femmes» est progressivement apparu comme un courant capable, de manière ponctuelle, de s'opposer à la bourgeoisie, de contester certains aspects de notre société et d'esquisser la perspective d'une société différente. Due principalement à l'émergence de la crise politique, cette évolution en est aussi une composante.

Quels sont aujourd'hui les thèmes du mouvement des femmes ? Ses perspectives ?

Le mouvement des femmes, pour une large part, dit aujourd'hui reconnaître la lutte de classes. La contestation qu'il formule de l'organisation de la société, la référence explicite que font en général les groupes d'entreprises à la lutte contre le capitalisme, attestent de cet aspect anti-capitaliste, de cette remise en cause de la société

bourgeoise qui est le fait de la plus grande partie du mouvement des femmes.

Cependant, la reconnaissance de la lutte des classes s'accompagne d'une grande imprécision sur son rôle et donc sur la contradiction principale à résoudre dans notre pays : en mettant sur le même plan « la lutte contre le patriarcat et contre le capitalisme », la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, et la contradiction homme/femme, le mouvement des femmes laisse dans le flou la cible principale de leur combat. Les axes de travail développés ces dernières années recèlent la même ambiguïté.

L'axe principal autour duquel le mouvement des femmes articule son travail, est constitué par ce que les groupes femmes appellent « le patriarcat », c'est-à-dire ce qui, au sein de la société capitaliste, relève des rapports de domination de l'homme sur la femme. Les thèmes de réflexion et de lutte sur lesquels se sont constitués les groupes femmes en particulier de quartier, témoignent de l'importance grandissante accordée à cet aspect de la situation des femmes : avortement et contraception, famille-divorce, prostitution, viol... Témoin également de cette ambiguïté, la façon dont le mouvement des femmes se qualifie de « féministe », la façon dont il appelle à « diffuser l'idéologie féministe ». Dans cette revendication de féminisme, c'est bien l'enjeu réel de la lutte du mouvement des femmes qui est présent : y-a-t-il une solidarité commune à l'ouvrière et à la femme-cadre ou PDG ? Peut-il y avoir, en dehors d'un contenu de classe, une idéologie fondée sur des traits communs toutes les femmes ? Non. Ainsi, l'imprécision qui existe dans la détermination de la contradiction principale dans notre pays, influe également sur les axes de travail du mouvement des femmes et sur ses objectifs ; elle crée une disproportion entre deux types de mobilisation :

- La mobilisation directe des femmes contre le capitalisme, contre la violence quotidienne qu'exerce le capital contre les femmes travailleuses, et d'abord les ouvrières.

- La mobilisation contre les formes d'oppression, les violences qui sont dues à la domination masculine, au sexisme.

Le problème posé est celui de l'articulation de la contradiction principale dans notre pays, la con-

tradition qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie et des contradictions secondaires qui peuvent en particulier exister au sein du peuple. La contradiction entre l'homme et la femme, antérieure à l'apparition et à la domination du capitalisme est en fait étroitement liée, subordonnée aux formes prises par la contradiction principale, à l'existence d'une classe ou de classes réactionnaires dominantes exerçant leur oppression sur le peuple. Ainsi, cette contradiction peut subir un certain nombre de modifications, ainsi l'oppression que la classe dominante fait peser sur les femmes de manière spécifique peut prendre des formes fort différentes selon la nature et le degré de développement de la contradiction principale. Cependant, si le développement du capitalisme et des luttes du prolétariat, si la crise de l'impérialisme, ont de manière différente, abouti à réduire les bases de l'infériorité et de la dépendance de la femme, il est clair que seules la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, la destruction de son système d'oppression, permettront que cette contradiction au sein du peuple, comme différence existant dans la société socialiste, les moyens de sa résolution progressive. En tant que telle, elle fera partie de la poursuite de la lutte de classes nécessaire sous le socialisme.

Ainsi, la référence à la lutte des classes formulée par le mouvement des femmes comporte de claires limites : affirmation d'un fondement idéologique avant tout féministe, et non prolétarien, confusion dans l'articulation des contradictions de notre société, choix des axes de lutte. L'importance prise par ce second aspect pèse sur l'évolution actuelle du mouvement des femmes, en limite la force et l'audience.

Pourquoi cette situation ? D'abord la base de classe du mouvement, bien que légèrement modifiée par la création des groupes-femmes d'entreprises, comprenant des femmes employées, reste en grande partie limitée à la petite bourgeoisie, ou à la jeunesse scolarisée. La faiblesse de la structuration actuelle du mouvement, limite aussi sa clarification. D'autre part dans les deux années qui viennent de s'écouler, alors même que les luttes de la classe ouvrière connaissent une phase de régression, les nouveaux mouvements de mas-

se, dont celui des femmes, ont gagné de l'ampleur et développé plus largement leurs thèmes.

Cette remise en cause, bien que limitée, de la domination de la bourgeoisie par le mouvement des femmes s'accompagne d'une volonté de démarcation par rapport au révisionnisme. Il s'agit d'une approche d'ensemble fondée sur deux points : d'une part, le fait que le PCF ne prend pas en compte fondamentalement l'oppression spécifique des femmes, même si par démagogie, il a pu faire de la surenchère dans le but de se concilier ce mouvement. D'autre part, le refus quasi-systématique des directions syndicales d'autoriser le mouvement des femmes à s'associer aux cortèges syndicaux, l'opposition violente du service d'ordre révisionniste, à la présence du mouvement des femmes dans la manifestation le 1^{er} mai 1976, ont contribué à donner aux militantes une idée globale de la nature du parti révisionniste.

Cette résistance du mouvement des femmes au révisionnisme se double d'une résistance de fait : par exemple, les revendications qu'il qualifie de « qualitatives », posent le problème d'ensemble de la société, de son changement profond ; la volonté de fonder le mouvement des femmes sur un fonctionnement démocratique, est aussi le signe d'une certaine démarcation avec le révisionnisme. Cependant, l'absence d'analyse du projet du PCF, de sa nature de classe, et l'espoir qui existe parfois de le voir changer, témoignent des limites de cette démarcation, de la vulnérabilité de ce mouvement. Objet d'une tentative de récupération par le PCF dans le cadre de sa campagne électorale et du renouvellement de ses apparences, le mouvement des femmes a cependant, dans son ensemble, résisté.

Opposition à la bourgeoisie, refus du révisionnisme, le mouvement des femmes affirme son autonomie. Il apparaît ainsi comme une des forces qui participent à la recherche d'une voie qui ne soit pas celles des partis bourgeois, qui refusent leur hégémonie. Cette affirmation n'est cependant pas sans ambiguïté dans le cas du mouvement des femmes. L'imprécision qui marque la caractérisation de la contradiction principale permet que se mêlent dans cette revendication d'autonomie, deux reven-

dications différentes : autonomie par rapport aux partis bourgeois, et autonomie de l'organisation des femmes par rapport à celle des hommes, contribuant ainsi à obscurcir la place du mouvement des femmes dans le courant d'opposition à la bourgeoisie.

Enfin, ce courant qui présente une dimension anti-capitaliste et refuse la tutelle du révisionnisme, offre aussi, en positif, une perspective de société différente, affirmée dans le mot d'ordre «*Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes*». En cela, le mouvement des femmes est une composante du courant qui s'oppose à la bourgeoisie et refuse le révisionnisme. En cela, à condition que ces remises en cause, ces oppositions l'emportent sur la confusion féministe, le mouvement doit être entraîné à participer à la lutte pour la révolution.

Les luttes

Ces dernières années, les femmes travailleuses ont manifesté leur volonté de plus en plus grande de prendre leur place entière dans les luttes de la classe ouvrière, de participer à la vie sociale et politique. Cette volonté est posée d'une part en termes de lutte directe contre la bourgeoisie, d'autre part, en termes de discussion et solidarité de classe avec les ouvriers et travailleurs.

Aux fermetures d'entreprise, au chômage, elles ont répondu par des mobilisations parfois assez dures et longues, des formes originales d'action. A Rhône-Poulenc, les ouvrières ont refusé la proposition du patronat de mettre les femmes mariées à mi-temps ; elles ont dénoncé cette mesure de chômage partiel déguisé ; à la SPLI (Fougères), elles se sont mises en grève avec occupation contre la liquidation de l'entreprise. A Dubigeon (Nantes), les femmes ont aussi montré leur volonté de participer à la lutte contre le chômage, en organisant leur soutien actif en tant que femmes de grévistes. En affirmant «*Nous ne voulons pas subir la grève, mais y participer*», elles ont contribué à la construction d'un rapport de forces dans la lutte, tout en combattant l'isole-

ment de chaque gréviste et de chaque femme face aux difficultés financières.

A Moulinex, les ouvrières, pour la plupart OS, ont occupé leur usine contre les salaires très bas, contre les cadences et le bruit, contre les conditions de travail et l'encadrement.

A LMT (Nantes), fabrique de centraux électroniques, la mobilisation s'est faite contre les bas salaires et pour la réduction du travail. Par le mot d'ordre «*Quartiers en lutte, usines en lutte, solidarité*», les ouvrières et les ouvriers ont exprimé leur volonté de coordonner leur mouvement de grève avec d'autres forces en lutte, notamment des militants du cadre de vie et des militantes du mouvement des femmes.

Luttant contre les salaires trop bas, contre la longueur et la monotonie du travail, les ouvrières de l'imprimerie Berger-Levrault à Nancy, ont à plusieurs reprises décidé la grève. En refusant la notion de «*saiaire d'appoint*» des femmes, défendue par le patronat, les ouvrières ont dénoncé la discrimination systématique envers les femmes à travers les salaires et les classifications.

Ces luttes montrent le rôle actif joué par les travailleuses. S'opposant aux bas salaires et aux cadences, formes d'exploitation qui les touchent directement et largement, elles ont apporté, dans la plupart des cas, à la conduite de la grève, leur propre contribution : contribution à une lutte résolue, à l'organisation du soutien le plus large, contribution à une conduite démocratique de la lutte : tentatives pour poser et résoudre les problèmes matériels, familiaux, idéologiques entravant la participation des femmes à la lutte, lutte pour le droit à la parole et pour une prise en mains large des tâches d'occupation, de popularisation, lutte contre les directions bureaucratiques ou non représentatives des revendications profondes des travailleuses et des travailleurs, les ouvrières ont, dans ces luttes, prouvé leur volonté et leur capacité à prendre place entière dans la lutte de classes, elles ont contribué à la remise en cause profonde de la domination **bourgeoise et révisionniste**. Au cours des luttes, les femmes voient s'ouvrir la possibilité de briser leur isolement, de s'organiser pour vaincre, elles prennent **conscience** que la politi-

que, ce n'est pas seulement l'affaire des hommes, mais que, en tant que travailleuses et en tant que femmes, elles font progresser la lutte de classes.

Le développement de la crise a vu la participation des femmes aux luttes ouvrières se poursuivre contre le chômage et pour le pouvoir d'achat, tandis que de nouveaux thèmes de lutte visant l'oppression spécifique des femmes apparaissent, mobilisant une frange de la jeunesse et de la petite-bourgeoisie. Ces luttes révèlent, à des degrés et sous des formes divers la volonté des femmes de s'inscrire dans la lutte contre le capitalisme pour construire une autre société. Cette volonté politique, le Parti doit s'en saisir ; il doit aider le mouvement organisé des femmes, les femmes ouvrières et employées, les femmes du peuple au foyer, les travailleuses à prendre toute leur place dans une lutte conséquente contre le capitalisme et le révisionnisme, pour le socialisme, à rejoindre les rangs de notre parti.

Le Parti soutient les luttes des femmes contre l'oppression capitaliste et toutes les formes d'oppression qu'elles subissent. Dénonçant la situation de dépendance et d'infériorité faite à la femme par le capitalisme, dénonçant la crise idéologique de la bourgeoisie et sa dégénérescence, le Parti reconnaît la mobilisation des femmes contre les manifestations et les agressions sexistes comme une des formes de lutte contre leur oppression et dénonce les crimes sexistes. En popularisant largement les luttes ouvrières, en y prenant une part active, en aidant les femmes de la classe ouvrière à affirmer leur direction, dans la lutte contre tous les aspects de l'oppression de la femme, en diffusant largement la perspective du socialisme, le Parti contribue à un élargissement et à la clarification politique des luttes engagées.

En prenant dès aujourd'hui toute leur place dans la lutte révolutionnaire dans les entreprises et les quartiers, les femmes du peuple ouvrent la voie vers leur émancipation. Elles ouvrent la voie à une société qui, libérée du pouvoir de la bourgeoisie, pourra sous la direction de la classe ouvrière, organiser de manière collective les tâ-

ches ménagères, favoriser la participation des femmes à la production et à la vie politique, poursuivre le combat contre les institutions, idées, coutumes entravant la libération des femmes.

Pour conquérir leur émancipa-

tion, les femmes doivent participer pleinement à la révolution, et le socialisme ne pourra se construire en profondeur et libérer l'ensemble de la société qu'avec la participation des femmes.

Les luttes sur l'environnement

Depuis les débuts du capitalisme la classe ouvrière a été et reste la première touchée par la dégradation du «cadre de vie». Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat va accentuer ce phénomène. Investissant tous les aspects de la vie il va entraîner une dégradation accélérée des conditions d'existence de la classe ouvrière, en dehors des lieux de travail. La durée de la journée de travail va s'allonger de manière importante par le temps passé dans des transports inconfortables. Les cars des ouvriers parcourent les régions pour ramasser les ouvriers et les ramener chaque jour dans des cités-dortoirs anonymes.

Mais cette dégradation du cadre de vie va aussi affecter largement les couches non ouvrières : tout d'abord certains secteurs de la petite bourgeoisie traditionnelle vont être directement touchés. Les pêcheurs vont voir leur moyen d'existence dangereusement menacé par le développement de la pollution marine. Les projets d'aménagements du territoire, la construction de centrales nucléaires vont entraîner l'expulsion de paysans.

Les «nuisances» du capitalisme vont également toucher la petite et la moyenne bourgeoisie. Ce qui fut pendant des dizaines d'années le lot quotidien exclusif de la classe ouvrière et des masses laborieuses va toucher des catégories de salariés proches de la classe au pouvoir et provoquer chez elles des réactions de défense. Une ville comme Paris et sa région sont significatives de ce phénomène, elles vont en effet connaître des bouleversements importants : construction de centres d'affaires, de tours bureaux, d'autoroute, de radiales... amenant un certain développement des associations et des luttes sur les quartiers.

Ce sont les occupations de logements vides par des familles re-

fusant d'être déportées en banlieue loin de leur travail et de leurs amis. Ce sont aussi et de plus en plus les luttes de quartier comme à l'Alma gare à Roubaix ou dans le Marais à Paris. Dans ces luttes, une partie importante de la population rejette les projets d'aménagement des promoteurs, remet en cause les équipements conçus par la bourgeoisie (organisation des crèches, espaces sociaux...) et est souvent amenée à faire des contrepropositions en liaison avec des spécialistes de l'urbanisme qui se rangent du côté des luttes populaires. Le caractère nouveau de ces luttes tient dans la volonté des habitants de conserver leur autonomie en refusant bien souvent la mainmise des partis de gauche dont ils refusent les projets.

Alors que le problème de la pollution et de ses dangers n'était auparavant débattu que par des fractions limitées de la population directement touchées, le développement de cette pollution a une large échelle : marées noires en Bretagne - Ekofisk en mer du Nord - catastrophe de Seveso en Italie - et les mobilisations contre le programme nucléaire de la bourgeoisie vont sensibiliser largement les travailleurs à ces problèmes.

Au cours de ces dernières années les luttes contre l'implantation des centrales nucléaires ont tenu une place importante dans l'actualité. La bourgeoisie va en effet, face à la lutte des pays producteurs de pétrole, accélérer à partir de 1974 son programme électro-nucléaire.

Fin 76 les travailleurs de l'usine de retraitement de la Hague engageaient une longue grève dénonçant les conditions insuffisantes de sécurité ; ils étaient bientôt suivis par les travailleurs des autres centres de production du CEA. Dans ces dernières années l'EDF va prospecter des centaines de sites et acquérir de gré ou de force des

terrains pour les centrales.

Les luttes qui vont se développer ne vont pas seulement dénoncer les dangers que représente la mise en marche rapide de centrales nucléaires dans une société où domine le profit mais elles vont aussi remettre en cause le mépris total du gouvernement à l'égard de l'avis des populations concernées, le secret dont s'entoure l'EDF dans la mise en œuvre de son programme, la politique du fait accompli pratiquée sur les sites choisis. Elles vont mobiliser une partie de la jeunesse mais également les paysans qui doivent faire face à l'EDF qui convoite leurs terres. Elles devront faire face à la répression brutale de la bourgeoisie. La manifestation de Malville en juillet 77 a marqué une étape importante et un tournant dans la mobilisation. Le nombre des manifestants - plus de 60 000, principalement des jeunes, étudiants, lycéens mais aussi des travailleurs venus de la région Rhône-Alpes - a montré les progrès importants dans la sensibilisation face à la politique nucléaire de la bourgeoisie. En quadrillant la région, en développant une répression féroce tuant un manifestant et en blessant grièvement plusieurs autres, la bourgeoisie a voulu mettre un frein à ces mobilisations et prouver qu'elle était fermement décidée à appliquer son programme électro-nucléaire.

Depuis Malville et face à la fermeté de la bourgeoisie, la question des perspectives et des débouchés à donner aux luttes, est largement posée au sein des différents mouvements et comités qui sont mobilisés sur cette question.

Ces mobilisations ainsi que les luttes contre les projets d'aménagement du territoire qui comme à Naussac ont manifesté la volonté de «vivre et travailler au pays» ont pris une certaine ampleur dans les deux dernières années. Elles ont montré alors que l'actualité politique était centrée sur la perspective de mars 78, la persistance de tout un potentiel de contestation qui ne se reconnaissait pas dans les coalitions bourgeoises.

Le courant écologiste

On ne peut définir le courant écologiste à partir du seul fait que celui-ci mène la lutte contre la dégradation du cadre de vie. En effet, de nombreuses associations existent depuis longtemps, qui affirment prendre en compte ces problèmes sans pour autant se réclamer de l'écologie. La spécificité du courant écologiste c'est que celui-ci s'est affirmé comme un courant politique autonome. A travers les revendications qu'ils avancent, les écologistes prétendent dans le même temps remettre en question le jeu de la politique traditionnelle, et c'est précisément dans cette manière de poser les problèmes du cadre de vie, de la croissance, des énergies que réside l'originalité de ce courant. Celui-ci s'est servi des élections pour apparaître largement ; à un moment où l'appareil de propagande de la bourgeoisie ramenait tout à l'affrontement entre les deux coalitions bourgeoises droite ou gauche, les écologistes ont revendiqué leur indépendance et ont ainsi su drainer à eux à travers ces élections une frange des masses qui, sans pour autant partager toutes leurs analyses, ne se reconnaissent pas dans les coalitions bourgeoises.

A chaque élection les écologistes ont présenté des listes et des revendications communes. Mais ces regroupements électoraux ne peuvent dissimuler les contradictions entre les diverses composantes de ce mouvement. Plusieurs associations à vocation nationale semblent dominer : «Les Amis de la Terre», «Le Mouvement Ecologique» et «SOS Environnement». Ces associations reflètent deux grandes tendances du courant écologiste et si tactiquement elles peuvent mettre en avant des revendications communes, la manière dont elles envisagent les problèmes du cadre de vie est sensiblement différente. D'autre part, il existe de multiples groupes locaux qui se réclament de l'écologie mais qui s'affirment autonomes par rapport aux organisations nationales.

Le courant écologiste et les différentes organisations qui le composent ne disposent pas à proprement parler d'un programme politique précis et affirment volontiers en être encore à des «esquisses», à la recherche de leur propre définition. Néanmoins malgré la diversité des organisations et le caractère plus ou moins flou de leur analyse et de leurs propositions on retrouve un certain nombre de thèmes communs aux écologistes.

Tout d'abord, dans la défense du cadre de vie, la lutte contre les pollutions ou la question du nucléaire et des énergies, les écologistes entendent se démarquer des partis de gauche ou de droite en professant, non pas tant un autre projet de société, que la prise en main par les «gens eux-mêmes» des affaires les concernant directement dans leur vie quotidienne. A leur manière ils constatent ainsi la séparation existant entre les aspirations des masses et le reflet déformé qui en est donné à travers les institutions et les partis bourgeois et affirment lutter pour une démocratie réelle. Mais en mettant sur le même plan la classe ouvrière et les autres couches sociales, en centrant souvent le contenu de cette démocratie à la seule défense des intérêts particuliers ou aux préoccupations immédiates de «vécu quotidien», les écologistes n'échappent pas à une conception petite bourgeoise de la démocratie et le rejet de la «politique politicienne» s'accompagne souvent chez eux du rejet de la politique révolutionnaire.

En resituant leur lutte contre la dégradation du cadre de vie dans une lutte plus globale pour une «démocratie réelle», les écologistes sont amenés à dénoncer l'intervention de l'Etat capitaliste qui étend sa domination à tous les aspects de la vie et pose la question «Qui décide ? Comment sont élaborés ces choix en matière d'urbanisme, de transport, d'énergie ?» Mais la révolte écologiste contre l'Etat, pour virulente qu'elle soit, ne saisit pas le caractère de classe de cette machine bureaucratique. Aussi

toute une frange du courant écologiste envisage une évolution pacifique et graduelle vers un autre type de société et se situe clairement dans le cadre de l'autogestion communale.

Enfin pour une partie du courant écologiste le développement industriel a atteint des proportions telles qu'aujourd'hui la question de la survie de l'humanité se trouverait posée : le caractère limité des ressources naturelles d'une part, le développement de la pollution, le rejet massif de déchets d'autre part, menaceraient l'existence même de la planète. Les écologistes soulignent ainsi à leur façon les conséquences du développement anarchique de la production dans cette société et la faillite du modèle de consommation en dévoilant la «misère moderne» qu'a développée la société dite de consommation. Mais cette crise n'est pas due avant tout, pour les écologistes, au caractère capitaliste de cette société mais est conçue de manière idéaliste comme trouvant son origine dans l'«idéologie du productivisme», c'est-à-dire dans une sorte de croyance erronée au développement continu de la production. Aussi pour une partie du courant écologiste n'est-il pas question de renversement du capitalisme mais avant tout de «changement de mentalité», de prise de conscience du caractère limité de la croissance. Au moment où la bourgeoisie parle à sa manière de lutte contre le gaspillage, justifie ses mesures d'austérité par les limites de ses ressources énergétiques, ce discours des écologistes est pour le moins ambigu.

Les écologistes ont su se servir des élections pour faire connaître leurs idées et développer largement leur audience. Présents aux élections présidentielles de 1974 avec la candidature de René Dumont, c'est surtout lors des élections municipales de 1977 que les écologistes réussirent à développer leur impact. Lors de ces élections, ils dépasseront largement les listes d'extrême-gauche et doubleront ou tripleront leur audience par rapport aux élections de 1974. Suite à leur succès aux municipales, les écologistes étaient persuadés d'un développement continu de leur audience électorale. Tel n'a pas été le cas puisqu'aux législatives de mars 78, ils ont connu une régression certaine malgré des scores non négligés.

geables par endroits. Ce tassement des succès électoraux s'explique en partie par la multiplicité des candidatures par rapport aux municipales, mais aussi par le fait que les écologistes n'ont pas réellement réussi à maintenir intacte leur image de marque innocente et nouvelle qu'ils avaient présentée en 1977. C'est dans la région parisienne (banlieues résidentielles), à Paris même et dans quelques secteurs précis en province : Alsace, région Rhône-Alpes, et à la Hague, là où s'installent des centrales nucléaires, que les écologistes réaliseront leurs meilleurs scores.

La majorité du courant écologiste est composée de jeunes et une grande partie a participé ou a été marquée par le mouvement de mai 68. Ceux-ci en majorité ont été influencés à des degrés divers par le PSU ou «l'extrême gauche» et à un degré moindre par le PS. C'est dans l'électorat du PCF et du RPR que les écologistes

semblent avoir le moins d'impact.

Si la petite et moyenne bourgeoisie constituent les couches les plus sensibles aux thèmes écologistes, on ne peut cependant réduire l'influence des écologistes à ces seules catégories. En effet, en province notamment, une partie des voix écologistes sont des voix venant des milieux populaires à la fois à cause du rejet affirmé par les écologistes des partis «traditionnels» de droite et de gauche, et des interrogations existantes sur les dangers des implantations de centrales nucléaires.

Mais pour rendre compte du développement de l'audience des écologistes, il est nécessaire d'examiner de plus près la situation politique dans laquelle cette audience s'est développée. C'est en effet dans une situation marquée à la fois par la régression des luttes ouvrières (jusqu'en mars 78) et par le développement des interrogations politiques sur les partis de

gauche et leurs projets respectifs, que les écologistes connaîtront un certain succès sur le plan électoral. En se présentant comme un nouveau courant, en affirmant leur autonomie par rapport aux partis de droite et de gauche, en mettant en avant des thèmes comme ceux de la démocratie ou de la «prise en main par les gens eux-mêmes de leurs propres affaires», en soulevant des problèmes réels sur le cadre de vie, longuement passés sous silence par les partis bourgeois, ils ont su drainer à eux une partie des aspirations existantes au sein des masses.

Après mars 78, le développement même de la lutte de classes, la reprise de l'offensive ouvrière, doit amener le courant écologiste à clarifier ses propres positions, à situer clairement son combat dans la lutte anti-capitaliste, amenant la frange la plus conséquente de ce mouvement à se ranger aux côtés de la classe ouvrière.

Les luttes régionales

Le capitalisme a aggravé très considérablement l'écart entre villes et campagnes, opposant le développement de villes et régions industrialisées au dépeuplement continu des zones rurales. Avec le passage à l'impérialisme, l'accélération de la concentration industrielle a accéléré du même coup cette inégalité de développement, la transcrivant, au plan même de la métropole, par une inégalité de développement entre régions industrialisées et régions «pauvres» vouées au dépérissement économique.

La politique d'aménagement du territoire mise en œuvre par la bourgeoisie à partir de la fin des années 50, tout entière destinée à renforcer les profits et à maintenir la domination capitaliste, a considérablement bouleversé les régions du territoire et aggravé les conditions de vie des masses populaires. Pour tenter de contenir la mobilisation des travailleurs qui prenait un caractère aigu dans certaines régions, la bourgeoisie a engagé une politique de décentralisation industrielle. En fait, cette décentra-

lisation a tout juste permis d'équilibrer la liquidation des industries traditionnelles. Elle a par contre permis aux capitalistes d'empocher des primes juteuses et de surexploiter la main d'œuvre au chômage et les petits paysans chassés de leurs terres par l'exode rural.

Présenté par la bourgeoisie comme créateur d'emplois, le tourisme occupe une place importante dans l'activité économique de ces régions mais il est incapable d'assurer leur développement économique. Il désorganise les activités économiques traditionnelles et dépouille l'espace pour le plus grand profit des promoteurs industriels et le plus grand bénéfice des commerçants et autres marchands de loisirs mais au détriment des travailleurs contraints aux emplois saisonniers et des paysans qui se heurtent au renchérissement de la terre et sont victimes des expropriations.

L'économie fortement déséquilibrée des régions «pauvres», reposant sur une faible industrialisation, un important secteur touristique et le maintien d'une activité agricole

encore forte, entraîne un chômage important. Devant l'impossibilité de trouver un emploi sur place, des milliers de travailleurs, notamment les jeunes, sont contraints de quitter leur région et de s'expatrier. Certaines régions se dépeuplent et se transforment en désert (Auvergne, Limousin, zones de montagne).

Avec le développement de la crise, et la politique de restructuration industrielle de Barre, avec l'élimination des secteurs non rentables de l'économie, le chômage frappe aujourd'hui l'ensemble du pays y compris des régions industrialisées comme le Nord ou la Lorraine. Mais le déséquilibre régional qui voit certaines régions (Ouest, Midi, Auvergne, Corse) soumises à l'exode rural s'est accentué et la coupure de la France en deux que la bourgeoisie prétendait combattre au début des années 60 s'est aggravée.

La France de l'Est (au-delà d'une ligne le Havre - Marseille) concentre les 2/3 des actifs du secteur industriel dont 85 % de la sidérurgie, 87 % du textile, 80 % des industries mécaniques, 70 % de la chimie. Les régions parisienne et lyonnaise représentent à elles seules 30 % de l'effectif total des emplois industriels français.

De plus en plus, les grands choix

de l'Etat monopoliste concernant les régions apparaissent, avec brutalité, comme dictés par les intérêts à court terme du capital financier : installation de complexes industriels, implantation de centrales nucléaires, construction de barrages, tracés d'autoroutes, construction de villes nouvelles. Tout cela échappe complètement à la moindre consultation de la population, mais la menace gravement dans ses conditions d'existence même.

Face à cette situation, les ouvriers surexploités dans les régions réservoirs de chômage, directement victimes des fermetures d'usines, les paysans menacés de quitter la terre, les jeunes qui ne peuvent trouver d'emploi qu'en quittant le pays, en arrivent à remettre en cause l'organisation même de l'Etat impérialiste, le centralisme bureaucratique qui entend soumettre des régions entières à l'anarchie capitaliste de ses plans.

Ainsi, ces dernières années, l'exigence de «vivre et travailler au pays» s'est affirmée avec force, dans différentes régions, dans le cours des luttes ouvrières et paysannes.

Autour des tanneurs du Puy, des ouvriers de Réhault en Bretagne ou de Schlumpf en Alsace, c'est toute une région qui s'est mobilisée pour le droit à l'emploi au pays.

Les travailleurs rejettent également de plus en plus les plans d'aménagement régionaux de la bourgeoisie qui voudrait transformer certaines régions en parcs touristiques (Languedoc-Roussillon, Corse).

Dans certaines régions (Bretagne, Corse, Alsace, Occitanie) les luttes populaires pour «vivre et travailler au pays» se conjuguent avec un certain nombre d'aspirations fondées sur la situation spécifique de ces régions, de leur histoire et de leur culture.

Le refus de l'étouffement et de la négation de la langue et de la culture propres à ces régions se développe dans les masses, notamment dans la jeunesse qui redonne vie à l'héritage culturel et aux traditions populaires. Le renouveau culturel se met de plus en plus au service des luttes ouvrières et populaires.

En Corse, la transformation de l'île en un parc touristique pour l'Europe, la ruine de l'économie locale opérée par le capitalisme, la

liquidation de l'agriculture traditionnelle corse et l'accaparement des meilleures terres par quelques gros propriétaires pieds-noirs ont exacerbé les luttes du peuple. Ces luttes sont marquées notamment par la recrudescence d'un fort sentiment national qui s'exprime parfois sous la forme de la revendication à l'autonomie ou à l'indépendance.

Fondé sur la réalité de l'unité territoriale et linguistique, le fait national corse plonge ses racines dans l'histoire de la Corse qui fut autrefois indépendante, avant son rattachement à la France.

Dans la mesure où la revendication nationale reflète les aspirations réelles des masses populaires corses, notre Parti la soutient y compris jusqu'au droit à la séparation et à l'indépendance.

La destruction de l'Etat bureaucratique bourgeois et l'instauration du socialisme permettront aux masses des différentes régions de prendre elles-mêmes en mains leurs propres affaires notamment sur les plans politique, économique et culturel.

Le socialisme respectera et favorisera l'expression des langues minoritaires et des cultures populaires.